

quatrième internationale

PROLETAIRES DE
TOUS LES PAYS,
UNISSEZ-VOUS !



Après le départ de De Gaulle

La Conférence des partis communistes

Le 9^e Congrès du Parti communiste chinois

La radicalisation de la jeunesse
dans le monde

Nathan Weinstock : L'interprétation marxiste
de la question juive

SOMMAIRE

Editorial :

Après le départ de De Gaulle 1

Notes éditoriales :

Période critique en Argentine 10

Lutte des étudiants aux Etats-Unis 12

La constitution du gouvernement révolutionnaire provisoire
du Sud-Vietnam 13

E. Germain : La place du neuvième Congrès Mondial dans l'histoire
de la Quatrième Internationale 15

Pierre Frank : La conférence des partis communistes 22

Livio Maitan : Le neuvième Congrès du Parti communiste chinois .. 25

En Algérie, le syndicat instrument de l'Etat 28

X.Y.Z. : Le mécontentement des ouvriers yougoslaves 31

H. Sandor : Une campagne électorale antiélectorale 35

La radicalisation de la jeunesse dans le monde et les tâches de la
IV^e Internationale 37

Nathan Weinstock : L'interprétation marxiste de la question juive 52

Les livres. — « L'Internationale communiste après Lénine », de Léon
Trotsky, par L. Couturier 58

Notes de lecture — La réédition des « œuvres choisies » de Mao
Tsé-Toung, par F. Charlier 62

Rédaction, administration :

95, FAUBOURG SAINT-MARTIN, PARIS (X^e)

Téléphone : 206-70-09

Pour la Belgique : E. VAN CEULEN, 111, av. Seghers, Bruxelles 8

Abonnements à « Quatrième Internationale »

Un an (6 numéros) 25 F

Abonnement de soutien 30 F

Etranger : un an - l'équivalent de 6 dollars.
(plus frais postaux pour envoi par avion)

Notre C.C.P. : Pierre FRANK 12648-46 Paris

JUILLET 1969

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS

quatrième internationale

Editorial

Après le départ de de Gaulle

Le gigantesque mouvement révolutionnaire de Mai 1968 sembla laisser intact le pouvoir gaulliste ; celui-ci parvint même, un mois après le mouvement, à obtenir aux élections législatives une majorité parlementaire comme on n'en avait jamais vu de pareille dans l'histoire du pays. Moins d'un an plus tard, le 27 avril 1969, une faible majorité de bulletins de vote à un référendum sur des questions politiquement secondaires provoqua la démission de de Gaulle. Certains y ont vu une justification des « voies pacifiques et parlementaires » et une condamnation des méthodes révolutionnaires. Mais l'élection de Pompidou, quelques semaines plus tard, comme président de la République soulève bien des questions sur ce qui se passe actuellement en France et sur les perspectives tant pour ce pays que pour l'Europe. En tout cas, nous avons d'abord une illustration extraordinaire du fait que, dans un pays plein de contradictions dont certaines très explosives et qui a déjà connu

une crise révolutionnaire, le baromètre électoral — du moins dans ses résultats globaux — présente une inertie au plus haut point trompeuse.

Revenons tout d'abord sur de Gaulle. Son accession au pouvoir en mai-juin 1958 avait constitué le coup le plus dur porté à la classe ouvrière depuis la fin de la courte période révolutionnaire de l'après-guerre. Son départ du pouvoir — dont l'importance ne doit pas du tout être sous-estimée, ainsi que nous le verrons plus loin — ne s'est toutefois pas produit dans la clarté politique, d'une façon qui soit indiscutablement profitable aux masses travailleuses. La crise révolutionnaire de mai-juin 1968, sans pouvoir nécessairement renverser le système capitaliste en France, aurait pu assurer l'élimination du régime gaulliste et porter au pouvoir les deux partis, P.C.F. et P.S., et établir un régime démocratique très instable qui, dans les conditions données, aurait soulevé la question du pouvoir des travailleurs. Mais ces deux partis ne voulaient à aucun prix accéder au pouvoir autrement que par des bulletins de vote, ils voulaient aussi la collaboration des formations de « gauche » de la bourgeoisie, que le mouvement de mai effraya et déplaça vers la droite. De ce fait, de Gaulle put rester au pouvoir. Mais le mouvement de mai n'en avait pas moins porté un coup très rude aussi bien au capitalisme français dans son ensemble qu'à de Gaulle personnellement. La crise financière de novembre 1968 fut pour ce dernier un vote de défiance autrement significatif que la victoire électorale remportée quelques mois auparavant. Dès la fin de l'année 1968, des indices permirent de voir que le grand capital qui, pendant dix ans, avait utilisé de Gaulle à son plus grand profit, cherchait à lui substituer un dirigeant moins usé et, en outre, moins susceptible de caprices, notamment dans le domaine international. C'est de Gaulle lui-même qui lui fournit l'occasion de procéder à cette opération. Pour de Gaulle, un référendum était toujours un plébiscite. Sentant le terrain miné depuis les événements de Mai, cherchant à rétablir son autorité sur les couches bourgeoises, il lança son référendum du 27 avril 1969. Au début de la campagne, il semblait devoir réussir, car ne se prononçaient pour le « non » que les opposants habituels (socialistes, communistes, radicaux, plus divisés entre eux que jamais, et une frange d'extrême-droite). Mais, très rapidement, il fut visible que la campagne ne portait pas, que l'habituel thème de de Gaulle « moi ou le chaos » laissait les gens indifférents (et pour cause, les bourgeois voyaient désormais en lui le chaos). Aussi, d'astucieux politiciens bourgeois, en plein milieu de la campagne, élevèrent la voix pour dire : il n'y a pas de danger à gauche, c'est le moment de renvoyer de Gaulle. Quant au dauphin Pompidou, tout en proclamant qu'il était pour le « oui », tout en jurant ses grands dieux qu'il serait toujours fidèle à de Gaulle, il se gardait de répondre aux gaullistes les plus inconditionnels qui lui demandaient d'affirmer qu'il refuserait d'être candidat si de Gaulle était battu.

Dans ces conditions, bien que les travailleurs aient apporté un nombre massif de « non » à ce référendum, l'échec de de Gaulle ne peut être identifié à une victoire des travailleurs ; ceux qui le pensent sont politiquement myopes. Les travailleurs ont servi de force d'appoint à

une opération audacieuse de la bourgeoisie visant à substituer Pompidou — ou éventuellement un autre — à de Gaulle. Myopes et ridicules ceux qui pouvaient penser qu'on pouvait remporter des victoires ouvrières dans la V^e République par des bulletins de vote !

*
**

Le remplacement de de Gaulle par Pompidou ne règle évidemment pas un seul des problèmes qui se posent au capitalisme français qui, en dépit de sa rouerie politique de longue date qu'il a montrée une fois de plus dans l'opération référendaire, n'a tout au plus obtenu qu'un pis-aller temporaire.

La crise révolutionnaire de Mai 1968 a des causes multiples dont nous avons eu l'occasion de parler à plusieurs reprises. Parmi elles, il y avait la faillite de la politique de « grandeur » et « d'indépendance nationale » que de Gaulle avait pratiquée au cours des années écoulées. L'économie française est lourdement handicapée dans le Marché commun européen et à l'échelle mondiale, par des objectifs de prestige (dans les domaines nucléaire, spatial, aéronautique, informatique, entre autres) qui avaient été recherchés pour mener cette politique. Le refus d'une dévaluation du franc au lendemain de Mai a aggravé la situation économique. Le V^e plan est en ruine. La balance des paiements est déficitaire. Dans le pays, des retards considérables existent dans le domaine des écoles, des hôpitaux, des logements, des routes, des télécommunications, etc. Après les étudiants, les ouvriers, les lycéens, les paysans, ce sont les petits commerçants et les artisans qui ont commencé à manifester contre les impôts écrasants, et pas de façon toujours pacifique. Sur le plan international, le jeu de bascule entre l'Est et l'Ouest n'a rien donné de substantiel. L'hostilité à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun européen a surtout servi... le roi de Prusse, à savoir l'Allemagne fédérale.

Sur le plan des institutions et des organisations politiques, le régime gaulliste a largement détruit les structures bourgeoises et réformistes des républiques passées, sans les remplacer par quoi que ce soit, l'U.D.R. n'étant qu'une mafia d'individus sans scrupules, désireux de tirer profit aussi largement et aussi vite que possible du régime qui les a fait sortir de certains bas-fonds pour leur donner une apparence d'honorabilité bourgeoise. Il n'est pas sans intérêt de souligner que, dans sa campagne électorale, Poher a dénoncé, avec plus de vigueur même que ne l'ont jamais fait les partis ouvriers, les « polices parallèles », les « barbouzes » du régime gaulliste. Au lendemain du référendum, les hommes politiques du capital ont hésité quelques jours entre Pompidou et Poher. L'hésitation a cessé aussitôt qu'ils ont compris que Poher élu mènerait rapidement à de nouvelles élections législatives, dont l'issue était incertaine, tandis que Pompidou avait à sa disposition une Assemblée croupion ; il lui suffisait donc de prendre des engagements avec les représentants du grand capital (engagements qui n'ont rien à voir avec les promesses électorales) pour qu'il ait reçu leur appui.

Le parti socialiste a été le grand vaincu de l'élection qui a eu lieu, et c'est incontestablement un coup des plus décisifs qui a été porté à ce parti dont la base ouvrière avait énormément diminué et qui est composé d'un nombre très grand d'élus à tous les niveaux. On peut aisément mettre en évidence les raisons conjoncturelles qui expliquent la débâcle de la candidature Defferre, telles sa désignation contestée au sein même des courants qui devaient constituer le nouveau parti socialiste et qui a eu pour effet de ne pas assurer à ce nouveau parti tous les éléments qu'il devait réunir, la décision de plusieurs fédérations socialistes de voter Poher dès le premier tour, la campagne menée par Defferre avec la seule collaboration de Mendès-France et sans appui de la direction du P.S., etc. Mais ces causes étaient elles-mêmes le produit d'une situation plus générale : depuis Mai 1968, la direction du P.S. avait renoncé de facto à la politique d' « unité de la gauche » sans pour cela définir une autre politique. Le courant socialiste devait inévitablement perdre à la fois sur sa droite et sur sa gauche. Mais il y a des causes plus profondes encore qui ont produit ce vote. Depuis la fin de la guerre, le P.S. avait vu son poids électoral décliner pour atteindre environ 12 %. Dans la V^e République, toutes les formations politiques « démocratiques » ont vu leur rôle réduit à très peu de choses, et par suite, leur assise électorale diminuer. Le P.S. devait inévitablement perdre des voix. Le chiffre de l'élection présidentielle (5 %) est probablement au-dessous de celui que le P.S. aurait dans des élections législatives, mais sans aucun doute, la différence qu'il y aura désormais entre le P.C.F. et le P.S. sera plus grande que par le passé, et, sauf imprévu, elle sera irréversible.

Le fait que le P.S. occupera une place plus réduite sur la scène politique française ne manquera pas de compliquer et d'aggraver les rapports politiques.

On sait qu'un des facteurs qui a joué contre la possibilité d'une réédition de la politique du « Front populaire » depuis la fin de la guerre est le fait qu'à la différence de ce qui existait dans les années qui précèdent celle-ci, le P.C.F. l'emportait électoralement sur le Parti socialiste. Il n'aurait pas été possible de le traiter de même qu'en 1936, comme un associé secondaire. De nombreuses tentatives avaient été faites pour associer à la S.F.I.O. des « forces » qui permettraient de faire qu'aux élections, le Parti socialiste ait plus de voix que le P.C.F. Ce but fut une fois de plus proclamé ouvertement par Defferre et Mendès-France au cours de la campagne présidentielle. Cet espoir, probablement accru par la crise internationale du stalinisme, s'est désormais avéré tout à fait vain.

Nous avons dit à plusieurs reprises que l'évolution qui avait amené la majorité de la classe ouvrière française, à la suite des expériences du Front populaire et de la Résistance, à remplacer l'autorité de la direction du P.S. par celle du P.C.F. était dans sa grande masse irréversible et que la direction du P.C.F. ne pourrait être dépassée que sur sa gauche par une direction révolutionnaire à la suite de grandes expériences de luttes. Non seulement la direction du P.S. est incapable de

regagner une audience auprès des membres et des sympathisants du P.C.F., même lorsque celui-ci connaît un profond processus de « social-démocratisation » ; mais on voit aussi que, dès les premières grandes luttes, une partie de la clientèle socialiste tend à se déplacer vers le P.C.F. qui, lui, apparaît un peu plus vigoureux que le P.S. Nous reviendrons plus loin sur la situation du P.C.F. pour voir ce qui existe effectivement derrière cette « stabilité » électorale que politiciens bourgeois et dirigeants du P.C.F. considèrent comme un signe de « victoire ».

*
**

Le passage de de Gaulle à Pompidou ne pouvait évidemment pas supprimer les problèmes qui se posent au capitalisme français, mais a-t-il donné à celui-ci une direction politique plus forte, qui soit entre autres capable de remettre les choses en ordre sans troubles graves ? Faut-il considérer que Mai 68 n'a été qu'un accident dû à une fausse manœuvre et qu'on ne verra plus de troubles sociaux d'envergure grâce à une direction du pays à la fois plus ferme et plus souple ? Ou bien, si l'on pense que la situation en France reste très explosive, le capitalisme français dispose-t-il avec Pompidou d'une direction « politiquement » plus forte ?

La gravité de la situation en France n'est ignorée d'aucun des hommes politiques de quelque bord qu'il soit. Même au cours de la campagne électorale présidentielle, cette gravité a été soulignée et chacun des candidats bourgeois, Pompidou et Poher, déclarait que l'autre n'était pas capable de répondre aux exigences de la situation, que l'autre ne pouvait que provoquer des situations dangereuses : les deux demi-vérités ou les deux demi-mensonges se complétaient.

Il est tout à fait vrai que de Gaulle était usé, mais il ne s'agissait pas dans son cas de remplacer un homme par un autre, comme on remplace dans un régime parlementaire un chef de gouvernement par un autre selon des rites éprouvés depuis longtemps. De Gaulle était arrivé au pouvoir, en 1958, sur la base d'un coup de force de l'armée alors établie en Algérie. Il a remplacé la démocratie parlementaire bourgeoise par un régime de type bonapartiste. Le système d'élection du président de la République par l'ensemble du corps électoral était tout nouveau (du moins il y avait plus d'un siècle qu'il n'avait été employé, et la tradition républicaine l'avait rejeté du fait que ce genre d'élection avait porté au pouvoir le futur Napoléon III). Il est vrai que les bourgeois n'ont plus guère de tendresse pour cette tradition républicaine : sans complètement repousser l'existence du Parlement, ils n'ont plus pour cette institution que des sentiments mitigés, car elle n'est pas adaptée aux besoins d'un « Etat fort ».

L'opération du référendum fut faite dans une période de calme social relatif car les organisations de masse de la classe ouvrière utilisent les périodes électorales pour mieux prêcher la paix sociale. L'élimination de de Gaulle et l'élection d'un nouveau président de la République se sont donc effectuées sans soulever de difficultés. Mais, tout usé qu'il

était, de Gaulle avait été pour la V^e République, le « Bonaparte » de la France capitaliste des années 1950 et 1960, en raison du rôle de chef de la Résistance qu'il avait joué pendant la guerre, reconnu par de larges couches dans les diverses classes sociales ainsi que par les partis de l'extrême-droite au P.C.F. Dans le régime actuel, il ne suffit pas de remplacer de Gaulle à la fonction de président de la République suivant un processus électoral déterminé pour incarner un Bonaparte sur le plan politique et social. On ne devient pas un « sauveur » de la nation par une élection. Il est tout à fait vrai que la tendance au « bonapartisme » dont Engels disait qu'elle existait chez tout gouvernement est assez accentuée à présent un peu partout, y compris en Grande-Bretagne, le pays qui fut traditionnellement celui du parlementarisme bourgeois. Mais l'existence d'une tendance n'est pas identique à sa réalisation. Pour le capitalisme français, un Pompidou est apparu comme un moindre mal par comparaison avec Poher, mais il n'a pas en lui l'autorité qui a permis à de Gaulle entre autres de faire passer l'indépendance de l'Algérie, malgré les complots des pieds-noirs et des officiers de l'O.A.S. On prétend que c'est Pompidou qui, dans les faits, a tenu tête au mouvement en mai-juin 1968 (encore que les choses ont peut-être été décrites à présent de cette façon pour les besoins de sa candidature), mais le 30 mai 1968 c'est encore l'autorité de de Gaulle qui a joué pour l'endiguer. Pompidou pourra peut-être à l'avenir, si la situation de lui permet, utiliser plus souplement que de Gaulle les rouages de la V^e République, mais il ne peut **sur le plan social** posséder le poids, le prestige, l'autorité qu'a eus de Gaulle tant auprès de très larges couches bourgeoises que d'importantes masses travailleuses. Pompidou a certainement fait des promesses à ceux dont l'appui lui était nécessaire pour être élu, mais ce ne peuvent être que des promesses de second ordre (répartition des portefeuilles ministériels, quelques dispositions de façade). La situation du pays lui imposera très vite de lourdes mesures d'austérité. Même sur un plan aussi limité que celui du gouvernement, il sera dans l'impossibilité d'avoir les rapports que de Gaulle avait avec ses ministres, et qui étaient simplement ceux qui existent dans un régiment entre un colonel et ses inférieurs.

L'opération à laquelle le capitalisme français s'est livré était devenue une nécessité ; dans ce sens, elle a été effectuée dans les conditions les meilleures, mais elle n'a pas du tout remplacé le régime établi en 1958 par un régime mieux assis. Le pouvoir de Pompidou ne pourra être « fort » qu'en recourant rapidement à une répression renforcée, car il ne disposera pas d'une grande autorité. Les temps « stables », « prospères », etc., de la V^e République sont révolus. Mai 1968 n'a pas été un accident, il était l'aboutissement du régime gaulliste, capable de bouleverser toute une série de vieilles structures archaïques de la société française pour le profit d'une couche très réduite du grand capital, obtenant quelques résultats tapageurs immédiats, mais détruisant la plupart des amortisseurs sociaux et faisant apparaître, dès que la situation économique s'est tant soit peu dégradée, un amoncellement de ruines. Le régime gaulliste ne pouvait aboutir qu'à une crise sociale majeure. Mai 1968 a inauguré une période de convulsions où révolution et

contre-révolution s'affronteront indépendamment de tous les stratagèmes électoraux auxquels le pouvoir pourra recourir. De Gaulle avait obtenu en juin 1968 une Assemblée introuvable qui n'a rien fait pour le gêner, mais il n'a pu tenir dix mois. Il est douteux que Pompidou remplisse son septennat sans quelques grands accidents de parcours.

*
**

La direction du P.C.F., avons-nous déjà remarqué, appelle « victoire » le seul fait de conserver le nombre de voix le plus bas qui avait été obtenu au cours d'élections depuis la fin de la guerre. On voit donc que les ambitions du P.C.F. ne sont pas très grandes : conserver une clientèle électorale.

Nous avons également déjà observé qu'au cours de cette élection, le candidat du P.C.F. avait recueilli les suffrages d'électeurs socialistes — il est aujourd'hui impossible de dire combien sont des électeurs circonstanciels du P.C.F., combien deviendront partie de la clientèle communiste. Mais ce n'est pas tout.

Pour la première fois, le P.C.F. a eu affaire à une opposition sur sa gauche qui ne peut être considérée comme négligeable. Au lendemain du premier tour, la direction du P.C.F. a reproché au candidat du P.S.U. d'avoir empêché par sa présence de permettre à Duclos de se trouver à la deuxième place, à la place de Poher, et elle a fait quelques remarques qui se voulaient narquoises sur le chiffre de voix du candidat trotskyste, Alain Krivine.

En ce qui concerne le P.S.U., il y a une certaine équivoque. En effet, le P.S.U. a, en mai et depuis, obtenu des adhésions d'une partie de ceux que l'on classe parmi les « gauchistes », c'est-à-dire des militants qui sont à la gauche du P.C.F., et dans la politique du P.S.U., il y a une phraséologie à leur intention. Par contre, la direction du P.S.U. — et son candidat Rocard tout particulièrement — a les yeux fixés à droite, quelque part entre le P.C.F. et le P.S. Une partie du monde politique dit de « gauche » ne se trompe pas et a soutenu Rocard à l'élection présidentielle (par exemple, les chrétiens dits de gauche de **Témoignage Chrétien**, des collaborateurs du **Nouvel Observateur**, etc.). De ce fait, il n'est pas possible de donner à la candidature Rocard une signification telle qu'il faille en conclure que le vote sur son nom se situe entièrement sur la gauche du P.C.F. ; néanmoins, cela est vrai pour une partie appréciable. Inutile de dire qu'aucun doute ne peut exister quant au vote pour le candidat de la Ligue communiste, Alain Krivine. Ce vote donne sous une forme numérique réduite toute l'importance du courant révolutionnaire dans le pays. Sa signification n'a d'ailleurs pas été sous-estimée par de sérieux observateurs politiques. On peut être certain que la direction du P.C.F. est plus que quiconque consciente du danger que constitue pour elle l'existence d'un courant politique sur sa gauche, au programme révolutionnaire hautement affirmé, et dont la force numérique n'est plus aussi négligeable pour elle que ne l'a été pendant de longues années celle des groupes d'avant-garde réduits à

des dimensions minimales. On peut être certain que la direction du P.C.F. ne changera pas fondamentalement sa politique réformiste des « voies pacifiques et parlementaires » ayant pour objectif la « coexistence pacifique » ; mais en même temps, elle s'efforcera d'éviter d'être doublée sur sa gauche par des courants trop forts, et cela peut l'amener à procéder en certaines circonstances à des opérations tactiques de « gauche ». Dans une certaine mesure, c'est ce qu'elle vient de faire en préconisant l'abstention pour le second tour. C'est la première fois que le P.C.F. préconise une telle attitude qui peut avoir une logique dangereuse pour les électoralistes : si l'élection pour le principal magistrat du pays ne permet pas d'aboutir à une solution favorable à la classe ouvrière et si le principal parti ouvrier préconise l'abstention des urnes, alors quelles peuvent être les voies de recours ? Plusieurs facteurs ont sans doute joué dans la décision d'abstention du P.C.F., mais on peut affirmer que l'un d'eux est l'existence de ce courant révolutionnaire qui existe depuis Mai 68 et à qui la candidature Krivine a permis de se faire entendre à l'échelle nationale et même européenne.

Le plus grave pour la direction du P.C.F., c'est qu'elle est obligée d'affronter une situation de crise aiguë de la société française sans avoir précisément une politique effective à présenter aux masses travailleuses. En effet, elle continue à préconiser « l'union des forces démocratiques », l'unité de la gauche, etc. Cette perspective avait peu à peu connu un succès auprès d'une audience grandissante, grâce — il faut ajouter — à la politique gaulliste plus qu'à la volonté et à la puissance de la gauche. Ce succès avait été consacré en 1965 par l'ampleur du vote pour Mitterrand contre de Gaulle, et en 1967 par des succès aux élections législatives qui avaient donné une Assemblée nationale où le gaullisme n'avait que quelques voix seulement de majorité. Mais, dès que la chute de de Gaulle se posa comme une perspective réelle, c'est-à-dire à partir de Mai 1968, l'unité de la gauche vola en éclats : il n'y avait guère « d'unité » aux élections de juin 1968 ; l'occupation de la Tchécoslovaquie fit totalement sauter la perspective d'unité entre socialistes et communistes, en dépit de la faible déclaration du P.C.F. contre cette occupation ; le référendum d'avril 1969 ne ressuscita nullement cette « unité », et la campagne électorale présidentielle a considérablement aggravé cette situation. Il est apparu que cette « unité » de la gauche est au mieux un slogan électoral qui disparaît comme réalité au fur et à mesure qu'on paraît se rapprocher de sa mise en œuvre. Il n'y a jamais eu de programme pour cette unité, tout au plus des « options » et des « déclarations d'intention », et on voit mal comment un programme commun pourrait être établi, sur quoi et pour quoi. Cette situation a frappé de nombreux militants du P.C.F., comme on a pu le constater depuis Mai 1968 et plus particulièrement au cours de la campagne électorale. La perspective politique du P.C.F. est en réalité inexistante, elle est menacée et même détruite dès que la classe ouvrière entre en bataille. Quelle perspective faut-il donner à ses luttes : c'est en ces termes que se pose effectivement la question ? C'est en ces termes que les conditions objectives amèneront les militants en nombre croissant à penser.

Nous avons déjà indiqué sommairement les graves décisions que devra prendre le capitalisme français sur le plan économique : une dévaluation quasiment inévitable, un arrêt du travail pour les objectifs dépassant les capacités du capitalisme français ; une réorganisation très étendue pour tenir tête à la concurrence dans le Marché commun et à l'échelle mondiale ; un sérieux programme d'austérité.

Face à ces problèmes, les conditions politiques sont peu favorables. L'autorité d'un de Gaulle a disparu, les clans bourgeois ne disposent pas d'un arbitre. La classe ouvrière n'a pas vu sa combativité sérieusement amoindrie. La scène politique ouvrière s'est modifiée d'une façon dangereuse pour la bourgeoisie : une social-démocratie très diminuée par rapport au P.C.F., et celui-ci pour la première fois de son existence étant menacé sur sa gauche par une avant-garde encore insuffisamment bien organisée, mais néanmoins numériquement appréciable et qui possède une combativité certaine. Les avantages pour le capitalisme se trouvent d'abord dans le poids et le réformisme du P.C.F., ensuite dans le manque d'implantation suffisante de l'avant-garde révolutionnaire, mais on n'avait pas vu depuis longtemps une force d'avant-garde aussi nombreuse, aussi militante, et tout cela sur un arrière-plan mondial aussi révolutionnaire.

La chute de de Gaulle ne fait pas qu'inaugurer une nouvelle étape dans la vie politique de la France. De Gaulle fut certes un élément perturbateur de la politique européenne et mondiale du capitalisme, mais essentiellement sur les questions concernant les rapports entre Etats. L'arrivée de de Gaulle au pouvoir contribua en général à la consolidation des courants les plus réactionnaires en Europe. Aussi, si le remplacement de de Gaulle par Pompidou est en général envisagé avec un certain espoir par les chancelleries en matière de Marché commun européen, de problèmes monétaires, etc., on peut d'autre part être certain que le départ de de Gaulle — en dépit de l'équivoque politique dans laquelle il s'est produit en France — contribuera à affaiblir un peu partout en Europe les pouvoirs établis. Par son départ, la tendance à l'« Etat fort » a reçu un coup dur, les dissensions internes à la bourgeoisie et à ses diverses fractions auront, pour une période au moins, tendance à s'aggraver. C'est l'Allemagne qui devient « l'homme fort » de l'Europe, mais un homme fort dans une Europe généralement plus malade.

Le déséquilibre inévitable de la situation en France aura ses répercussions dans les autres pays, en Europe tout particulièrement. Il serait tout à fait surprenant que le régime de Franco, déjà atteint d'une certaine façon par le départ de Salazar au Portugal, ne soit pas davantage affaibli par le départ de de Gaulle.

Dans plusieurs pays où le pouvoir est profondément miné, il est certain que l'exemple donné par la France aura des conséquences indirectes qui iront dans le sens d'une exacerbation des contradictions et des oppositions aux tendances « gaullistes » qui s'étaient manifestées dans plusieurs pays. D'une façon moins accentuée, la politique de Pompidou

qui s'efforcera pendant un temps de ménager la chèvre et le chou, provoquera également des incertitudes, partant des tiraillements dans les sphères dirigeantes des autres pays.

Les directions des Etats ouvriers préoccupées avant tout de la possibilité d'exploiter les contradictions inter-impérialistes pour faire progresser la politique de « coexistence pacifique », après avoir été désappointées par le départ de de Gaulle, n'ont guère caché leurs préférences pour Pompidou, espérant qu'il continuerait la politique de de Gaulle. Sans procéder à un revirement spectaculaire, celui-ci aura plutôt tendance à accentuer les changements opérés par de Gaulle lui-même dès le lendemain de Mai 1968, c'est-à-dire à suivre une politique qui, tout en se revendiquant toujours de « l'indépendance nationale », était déjà légèrement plus axée du côté atlantique — et pour cause, la faiblesse intrinsèque du capitalisme français ne lui permettant pas d'agir autrement.

En conclusion, avec le départ de de Gaulle, et en dépit des conditions équivoques dans lesquelles ce départ s'est produit par suite des politiques des directions ouvrières traditionnelles, la crise des capitalismes européens a reçu une impulsion nouvelle favorable à l'exacerbation des luttes révolutionnaires, dans lesquelles l'avant-garde marxiste révolutionnaire peut faire progresser la construction de partis capables d'ouvrir la perspective de la lutte pour le pouvoir des travailleurs et pour les Etats Unis socialistes d'Europe.

Période critique en Argentine

Nous écrivons cette note au moment où la classe ouvrière argentine se prépare à une deuxième grève générale et nous ne disposons jusqu'à présent que d'informations sommaires sur les événements des dernières semaines. Mais, dès maintenant, il est impérieux d'attirer l'attention sur la portée énorme de ces événements.

L'Argentine était l'un des pays d'Amérique latine où la situation était la moins favorable aux forces révolutionnaires à la suite de toute une série de défaites du mouvement ouvrier qui avaient débouché sur une période de stagnation, de repli, de démoralisation même. Depuis des années, les mobilisations ne dépassaient pas le cadre de la profession ou du secteur et aucune lutte n'avait acquis un caractère politique d'ensemble. Les syndicats étaient de plus en plus bureaucratisés, paralysés, embourbés dans des opérations de sommet qui impliquaient ou préparaient de véritables capitulations et intégrations. Seuls, des minorités révolutionnaires restreintes et des secteurs très limités de la classe ouvrière réagissaient à cette régression.

Or, la crise de mai et de juin représente de toute évidence un renversement spectaculaire. C'est une manifestation supplémentaire de la crise très profonde qui secoue le continent latino-américain et à laquelle aucun pays de celui-ci ne peut plus espérer échapper. C'est une indication supplémentaire que des forces nouvelles ont mûri et que des perspectives nouvelles s'ouvrent.

Des symptômes significatifs s'étaient produits au cours de l'année passée et les marxistes révolutionnaires argentins les avaient correctement saisis. Il s'agissait de certaines mobilisations des étudiants, de certaines manifestations où une première jonction s'opérait, dans des proportions modestes il est vrai, entre les étudiants et des noyaux de jeunes ouvriers. Il s'agissait d'une maturation en profondeur d'une nouvelle avant-garde qui, d'une façon plus ou moins consciente, commençait à dresser un bilan critique

de vingt années d'expériences du mouvement ouvrier argentin. En même temps, la situation ne cessait d'être tendue, voire susceptible d'explosions prérévolutionnaires dans certaines régions du Nord, où des couches très larges de la population payaient durement le prix d'une soi-disant rationalisation ou restructuration économique.

Dans un pays caractérisé par un fort poids spécifique de la classe ouvrière et, plus généralement, par un pourcentage élevé de population urbaine, il n'est pas étonnant que la première vague de la nouvelle montée ait acquis des formes analogues à celles qu'ont connues, toute proportion gardée, le Mexique et le Brésil. Le mouvement étudiant a joué un rôle de stimulant essentiel : c'est lui qui a commencé à briser, par ses mobilisations, l'équilibre politique du régime oligarco-militaire ; ce sont des étudiants qui sont tombés les premiers sous les coups de la répression, ce sont surtout des étudiants qui ont été les protagonistes des premières batailles.

Mais, déjà quelques semaines avant les journées cruciales, le Nord avait été le théâtre de mobilisations dans lesquelles une grande partie de la population, acculée au pied du mur par des conditions littéralement désespérées, affrontait les forces de répression dans de véritables batailles. Le 21, à Rosario, parmi les milliers et les milliers de personnes qui ont tenu en échec la police des heures durant, à côté des étudiants qui constituaient la grande majorité, il y avait déjà des contingents importants de jeunes ouvriers. Finalement, dans les journées de Cordoba, qui marqueront une date dans l'histoire du mouvement ouvrier argentin, c'est la jonction sur une très grande échelle, entre les étudiants et les ouvriers qui aboutit à une lutte héroïque que le gouvernement s'efforce d'étouffer sauvagement par une mobilisation massive de l'armée qui tire et tue sans pitié.

Les réactions favorables de la population pendant les affrontements avec les forces de répression et le succès éclatant d'une grève générale à laquelle ont pris part même les secteurs où dominent les syndicalistes inféodés au pouvoir, ont confirmé que les luttes de Rosario et de Cordoba ne sont pas des explosions isolées, sans lendemain, mais expriment un changement profond, une évolution nouvelle du rapport de forces. Après la plupart des autres pays d'Amérique latine, l'Argentine aussi s'installe dans une situation marquée par des tensions et des conflits prérévolutionnaires.

Il est trop tôt pour dresser un bilan détaillé de ce qui s'est passé. Mais, faut-il le répéter, l'Argentine est entrée dans une phase nouvelle et cela a été le résultat en même temps d'une explosion spontanée des masses et de processus moléculaires de maturation d'avant-gardes nouvelles. Il s'agit de militants, qui n'ont pas connu directement la période des défaites et des déceptions, qui n'ont pas subi les déformations du péronisme, qui ont assimilé les leçons fondamentales de la révolution cubaine, qui sont poussés par la crise mondiale de l'impérialisme et stimulés par la montée des étudiants et des ouvriers dans les pays capitalistes, de France en premier lieu. Une période très critique s'ouvre pour les classes dominantes qui ont vu l'équilibre de leur système brisé et qui déjà commencent à rechercher fiévreusement des solutions de rechange difficiles à trouver et en tout cas nécessairement précaires.

L'avant-garde révolutionnaire pourra opérer désormais dans un contexte objectif de loin plus favorable : ses orientations et ses perspectives auront un écho dans des milieux beaucoup plus larges, et les problèmes qui, jusqu'ici, ne préoccupaient que des secteurs restreints d'étudiants et d'ouvriers, seront de plus en plus saisis au niveau des masses. L'expérience de mai 1969, avec la répression qui a sévi et qui a déjà frappé les militants les plus courageux, a confirmé que les vieilles classes dominantes ne pourront être renversées par des « voies pacifiques », ni par de simples mobilisations de masses, même très puissantes, mais par une stratégie de lutte armée, conçue et concrétisée par une direction consciente. Préciser les orientations, les articulations, les méthodes et les rythmes d'une telle stratégie à cette étape, telle est la tâche fondamentale et urgente des marxistes révolutionnaires argentins que la répression sera incapable de bloquer et qui sont préparés à accomplir leurs nouvelles tâches aussi bien par les expériences vécues que par leur travail de réflexion critique et d'élaboration des dernières années.

10 juin 1969

Lutte des étudiants aux Etats-Unis

Ce printemps a vu une montée sans précédent de la lutte des étudiants sur tout le territoire des Etats-Unis. Campus après campus, y compris dans de nombreuses universités et facultés jusqu'alors non atteintes par le mécontentement des étudiants, il y a eu des actions de masse des étudiants qui ont défié le rôle de l'Université comme institution au service des intérêts de la classe dirigeante. Les question de la guerre et de l'oppression raciale ainsi que la croissance des sentiments antiguerre et la radicalisation qui s'approfondit des communautés noires étaient sous-jacentes aux explosions des campus. La plupart des luttes de ce printemps ont été centrées sur la question de l'attitude de l'université envers les besoins de la communauté noire ; la plupart ont été conduites par des étudiants noirs et des étudiants des autres minorités opprimées des Etats-Unis (Porto-Ricains, Mexicano-Américains, Philippins, etc.). L'idée centrale derrière les revendications des étudiants du Tiers-monde est que les communautés du Tiers-monde doivent contrôler leurs institutions éducationnelles afin de surmonter l'éducation de troisième ordre donnée aux enfants et aux adolescents du Tiers-monde, et de transformer ces institutions qui aident à perpétuer l'oppression raciale par l'idéologie raciste et la carence à pourvoir aux besoins des hommes du Tiers-monde, en institutions au service de leurs communautés et des mouvements de libération. Le fait qu'un grand nombre d'étudiants blancs ont soutenu les étudiants noirs en lutte et se sont battus sur d'autres questions comme l'existence dans les universités de programmes spéciaux destinés au recrutement et à l'entraînement des étudiants pour devenir des officiers de l'armée impérialiste indique la puissance de l'éveil dans la masse des étudiants aux Etats-Unis. Un autre fait important à noter est l'expansion des luttes aux lycées.

Dans de nombreux cas, les autorités universitaires et les politiciens capitalistes ont fait appel à la police et même à la garde nationale pour réprimer les luttes étudiantes. Ceci a souvent donné un résultat opposé, des couches plus larges d'étudiants se trouvant impliquées dans la lutte contre la violence policière. Par exemple, ce qui a commencé comme une lutte isolée de quelques étudiants à Harvard est devenu une lutte massive avec des meetings de 10.000 personnes après que la police, appelée par les autorités universitaires, eut attaqué vicieusement les étudiants.

Dans certains cas, la police a employé des fusils. Dans la Caroline du Nord, la police a assassiné un étudiant noir au cours d'une protestation sur le campus. L'assassinat de Noirs par la police n'est pas quelque chose de nouveau dans les Etats du Sud — l'an dernier, trois étudiants noirs furent abattus de sang-froid par la police à Orangeburg en Caroline du Sud. Mais, cette année, les fusils furent également employés, pour la première fois, contre des étudiants blancs à Berkeley. Au début du printemps, Berkeley avait été la scène d'une lutte pour un programme d'études noires dirigée par les étudiants noirs. En mai, la police et la garde nationale recoururent à une violence de masse contre une activité apparemment inoffensive de quelques étudiants et de non-étudiants vivant sur le campus. Ces jeunes gens, ayant des vues quelque peu utopiques, avaient travaillé pour transformer en parc un terrain vacant appartenant à l'université. Ils plantèrent des buissons et installèrent des facilités récréationnelles pour enfants et adultes. Mais les officiels de l'université objectèrent à cette invasion d'une propriété privée et, bien que le terrain n'était pas utilisé, ils intervinrent pour bloquer le projet. La police, appelée, arracha les plantes, détruisit les facilités organisationnelles qui avaient été établies et empêcha les gens d'utiliser le lieu. Une marche de protestation rassembla 5.000 personnes. Alors que cette marche avançait pacifiquement le long de la principale avenue de la ville, la police, sans aucune provocation de la part de la manifestation, lança une attaque avec des grenades lacrymogènes et tira des coups

de fusil. En un point, la police, alignée, tira sur des gens qui, d'un balcon, observaient la bataille entre les protestataires et la police. Quatre personnes furent atteintes. Un journaliste fut blessé à la jambe. Un sculpteur fut rendu aveugle de façon permanente. Un jeune homme fut blessé mortellement. Il y eut des dizaines de blessés.

Une semaine plus tard, une marche de 3.000 personnes en mémoire du jeune homme assassiné fut entourée par la garde nationale qui avait été appelée dans la ville, et un hélicoptère répandit sur la foule un lacrymogène sous forme de poudre (qui pouvait tuer). La poudre se répandit dans toute la région, y compris dans des secteurs résidentiels. Des arrestations de masse furent opérées dans d'autres manifestations. Cette violence inouïe de la police déclencha une opposition massive des citoyens de la ville. Une manifestation monstre de protestation de 30.000 personnes, exigeant la fin de l'occupation et le retour du parc à la population, rassembla des gens venus de toute la Californie et reçut la sympathie de toute la population. L'opposition de masse obligea les autorités universitaires ainsi que les autorités de la ville et de l'Etat à renoncer, bien que le parc n'ait pas encore été rendu à leurs méthodes de « pacification ».

La radicalisation parmi les jeunes, notamment parmi les étudiants (il ne faut pas oublier qu'aux Etats-Unis plus de la moitié de ceux qui sortent des lycées vont dans les facultés), s'élève rapidement. Les luttes deviennent plus massives. Lorsqu'elles sont dirigées correctement, elles peuvent donner des gains et des succès partiels sur les campus aux mouvements antiguerre ou pour un « pouvoir noir » et aux mouvements révolutionnaires socialistes. Des tentatives de répression se retournent contre la classe dirigeante lorsqu'elles sont menées correctement, en mobilisant un soutien de masse et en démontrant concrètement la violence de la classe dirigeante au moyen de formulations défensives et pour la défense des droits démocratiques.

Malheureusement, plusieurs campus ont été affaiblis et démoralisés par la tactique employée par la « Students for Democratic Society » (S.D.S.). Celle-ci a consisté à commencer des actions avec un petit nombre de militants, mais quand ces actions entraînaient la venue de la police sur les campus et qu'un mouvement de masse se produisait contre cette intervention policière, la S.D.S. a souvent refusé de travailler avec le mouvement de masse ou de lutter pour les droits démocratiques sous le prétexte que les étudiants, ainsi impliqués, étaient de « simples libéraux » et que la lutte pour les droits démocratiques était « réformiste ». Là où il n'existe pas une direction de rechange, le mouvement de masse tend à s'effondrer, laissant la S.D.S. isolée, avec des arrestations et des victimisations qui ne rencontrent pas suffisamment de résistance.

La « Young Socialist Alliance », l'organisation de jeunesse révolutionnaire des Etats-Unis qui partage les vues de la IV^e Internationale, a participé à de nombreuses actions sur les campus, en dirigeant certaines, défendant la ligne d'organisation d'actions de masse unies autour de revendications formulées sous une forme défensive et liant les luttes sur les campus à la lutte de classe et à la lutte pour le socialisme. Une réunion du Comité national de l'organisation tenue au cours du mois de juin prévoit qu'il y aura une intensification des luttes sur les campus au cours de l'automne et a préparé la participation accrue de l'organisation au lancement de ces luttes en vue de les orienter vers des confrontations massives avec un système d'éducation raciste et belliqueux.

La constitution du gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud-Vietnam

Avec la constitution du gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud-Vietnam, le 10 juin 1969, la guerre contre-révolutionnaire que l'impérialisme a déclenchée contre la révolution vietnamienne et, à travers elle, contre la révolution coloniale dans son ensemble, a franchi une nouvelle étape vers sa défaite. L'offensive du Têt du F.N.L. en 1968 avait démontré que la révolution vietnamienne était déjà capable de passer à l'attaque militaire contre l'invasisseur impérialiste. Avec la constitution du gouvernement révolutionnaire provisoire, elle passe maintenant à l'offensive générale sur le plan politique et diplomatique.

L'articulation des deux offensives se dégage clairement de la suite des événements ; elle montre que le F.N.L. s'en tient à l'estimation des forces motrices de la révolution vietnamienne qui a été celle de Ho Chi-Minh depuis un quart de siècle.

Contrairement à une thèse généralement répandue dans les milieux impérialistes, l'offensive du Têt 1968 n'avait pas pour but de provoquer un soulèvement général dans les villes (soulèvement qui aurait provoqué un massacre effroyable, vu la résolution de l'ennemi de jeter dans la balance sa supériorité aérienne et son artillerie navale). Elle avait pour but d'obliger l'ennemi à replier le gros de ses forces militaires vers les centres urbains et les bases adossées à la côte, qui s'étaient brusquement TOUS révélés vulnérables et directement menacés. Dès que ce repli se précisa, le F.N.L. pouvait généraliser la mise en place du nouveau pouvoir d'Etat révolutionnaire, les comités populaires révolutionnaires élus par la population laborieuse, dont les premiers furent créés dès février 1968 dans la province de Hué. La constitution du gouvernement révolutionnaire provisoire est l'aboutissement de ce processus. Elle signifie que le nouveau pouvoir contrôle plus de 80 % des villages et du territoire du Sud-Vietnam.

Voilà Nixon pris au piège d'une politique vietnamienne fondée sur la duplicité. Afin de calmer l'impatience de la majorité des électeurs américains, qui veulent qu'on en finisse avec cette guerre, il faut quelques gestes pour tromper les naïfs : ouverture des négociations de Paris, arrêt des bombardements du Nord-Vietnam, retrait de 25.000 soldats. Il a voulu créer l'impression que des gestes de cette nature suffiraient à arrêter progressivement la guerre civile du Sud-Vietnam, sans renversement du gouvernement fantoche Thieu-Ky, et sans retrait général des forces impérialistes du Vietnam. Par sa rencontre avec la marionnette Thieu, à Midway, il a même confirmé qu'il tenait à maintenir au pouvoir à Saigon ses laquais. Le fait que la constitution du gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud-Vietnam intervient au lendemain de la rencontre de Midway prend ainsi une valeur symbolique. Nixon est maintenant au pied du mur.

Il n'est pas exclu qu'avant de s'avouer battu au Vietnam, l'impérialisme américain tente une dernière fois d'intensifier son effort militaire. Mais l'énorme succès des manifestations antiguerre d'avril 1969 aux Etats-Unis révèle le prix qu'il devra payer en échange d'une telle aventure sanglante : UNE NOUVELLE ESCALADE de l'opposition contre la guerre dans son propre pays, une nouvelle étape dans le pourrissement de ses propres forces armées, des G.I. rejoignant en nombre toujours croissant les mouvements contre la sale guerre du Vietnam. Si cette éventualité devait donc se vérifier, elle ne représenterait qu'un épisode limité dans le temps. Les risques qu'elle entraîne aux Etats-Unis mêmes sont tels qu'ils font de toute manière réfléchir une fraction importante de la bourgeoisie américaine.

La conquête du pouvoir est ainsi devenue un but à court terme du F.N.L. du Sud-Vietnam. Tous les révolutionnaires de par le monde doivent saluer avec enthousiasme et reconnaissance l'indomptable combativité des masses laborieuses vietnamiennes, qui ont infligé une défaite cuisante à l'offensive mondiale de l'impérialisme.

Ces masses héroïques sont armées, et d'armes physiques dont l'efficacité a été démontrée, et d'une expérience révolutionnaire vieille de plus de vingt ans, qui comporte notamment l'épisode douloureux de la répression barbare de Ngo Dinh Diem, au lendemain des accords de Genève de 1954. On peut faire confiance à ces masses pour qu'elles poursuivent jusqu'au bout et réalisent tous les objectifs de leur combat, qui ne se rapportent pas seulement à la libération nationale, à l'expulsion de l'impérialisme et au renversement du régime de Saigon, mais encore à la révolution agraire, à l'expropriation des classes exploiteuses et à la réunification du Vietnam dans un seul Etat ouvrier.

La place du 9^e Congrès Mondial dans l'histoire de la IV^e Internationale

L'histoire de l'avant-garde révolutionnaire est intimement liée à l'histoire de la révolution, au flux et au reflux du mouvement révolutionnaire de masse. Certes, l'organisation marxiste révolutionnaire n'est pas un simple reflet de la réalité mouvante de la lutte de classe. Elle représente une sélection de militants qui, tant par leur niveau de conscience que par leur niveau d'activité, sont capables d'être en avance sur le mouvement de masse lorsque celui-ci est engagé dans une phase de déclin. C'est précisément cette capacité de l'organisation léniniste de maintenir la continuité du programme et de la lutte pour ce programme, même dans des périodes de déclin, qui constitue un des arguments les plus puissants en faveur du parti révolutionnaire d'avant-garde. Elle fait également d'un tel parti — ou même du noyau d'un tel parti — un des principaux moteurs de reprise de la lutte même des masses, contrairement à une légende tenacement colportée par les spontanéistes et antiléninistes de tout genre.

Il n'empêche qu'il n'y a jamais eu d'organisation révolutionnaire qui ait pu réussir des percées vers le parti révolutionnaire de masse dans des phases de recul du mouvement révolutionnaire de masse. Sans être le reflet mécanique de ce mouvement, l'organisation d'avant-garde est en définitive déterminée par lui, tant sur le plan objectif que sur le plan subjectif. Dans les phases classiques de recul de la révolution — de 1907 à 1912 en ce qui concerne la révolution russe, de 1927 à 1943 en ce qui concerne la révolution mondiale — le poids des défaites, de la passivité des masses, du découragement des cadres, est plus fort que l'enthousiasme de jeunes, attirés par la justesse du programme révolutionnaire.

Trotsky l'avait bien compris. Il résumait ainsi les causes de la stagnation relative du mouvement trotskyste international pendant les dix premières années de son existence (causes qui s'appliquent d'ailleurs également aux cinq années suivantes) :

Oui, il faut se poser la question pourquoi nous ne progressons pas en corrépondance avec la valeur de nos conceptions... Nous ne progressons pas politiquement. Oui, c'est un fait qui est l'expression d'un déclin général du mouvement ouvrier au cours des quinze dernières années. Voilà la cause la plus générale. Lorsque le mouvement révolutionnaire recule en général, lorsqu'une défaite succède à une autre, quand le fascisme s'étend sur le monde entier, quand le « marxisme » officiel constitue l'organisation de tromperie la plus puissante des ouvriers, etc., il s'ensuit inévitablement que les éléments révolutionnaires doivent travailler contre le courant historique général, même si nos idées, nos explications, sont aussi sages et aussi exactes qu'on pourrait l'exiger.

Mais les masses ne sont pas éduquées par des pronostics, par une conception théorique, mais par l'expérience générale de leur vie. Voilà l'explication la plus générale — toute la situation est contre nous. Il faut qu'il y ait un tournant dans la réalité des classes, dans les sentiments, dans les préoccupations des masses; un tournant qui nous donnera la possibilité d'un important succès politique. (« Fighting against the Stream », in : Fourth International, May 1941, p. 125.)

Ces paroles, prononcées en avril 1939, résument parfaitement la situation que notre mouvement a connue pendant toute la période historique qui s'étend jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale : période de recul général de la révolution mondiale, même s'il y avait quelques poussées temporaires de la révolution, comme en Espagne et en France au milieu des années 30. Dans quelques pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, après une brève flambée au lendemain de la deuxième guerre mondiale, ce recul — non seulement de la lutte de classe révolutionnaire mais même de la lutte de classe ouvrière tout court — s'est d'ailleurs poursuivi plus longtemps encore, plaçant de ce fait l'avant-garde révolutionnaire dans des conditions d'isolement les plus précaires.

Dans une période historique de recul de la lutte de classe révolutionnaire, la tâche fondamentale consiste à défendre le programme et à former des cadres qui sauvegarderont la continuité du programme, de l'expérience acquise pendant les phases culminantes de la lutte révolutionnaire communiste du passé. C'est à cette tâche que Trotsky et le mouvement trotskyste international se sont attachés fondamentalement depuis leur expulsion de l'Internationale Communiste.

Cela ne signifie pas qu'ils étaient condamnés à n'avoir qu'une activité purement propagandiste. Le rôle joué par les trotskystes américains dans la grève des transports à Minneapolis en 1934 et dans l'organisation de la C.I.O.; le rôle des trotskystes belges dans l'organisation de la grève des mineurs en 1932; le rôle des trotskystes espagnols et européens dans la première poussée des Brigades Internationales en 1936; le rôle des trotskystes vietnamiens dans l'organisation de la lutte anti-impérialiste à Saïgon en 1937-38; le rôle des trotskystes hollandais dans l'appui aux mutins de la flotte des Indes néerlandaises en 1933-34; le rôle joué par les trotskystes dans plusieurs pays occupés d'Europe dans la lutte contre l'impérialisme nazi notamment, pour désagréger l'armée nazie; tous ces faits témoignent d'un effort systématique pour dépasser l'activité purement propagandiste et prendre des initiatives dans la lutte de classe révolutionnaire elle-même. Mais dans un contexte historique profondément défavorable, ces initiatives ne pouvaient être que l'exception et non la règle. Elles n'avaient qu'une valeur épisodique et ne pouvaient aboutir à une véritable accumulation primitive des cadres. A la longue, la succession des défaites, le recul du mouvement des masses et non les quelques succès isolés, déterminaient la dynamique générale de notre mouvement.

Le premier grand tournant historique se place au cours des années 1940, et est dominé par la victoire de la révolution yougoslave et celle de la révolution chinoise. A l'échelle mondiale, la succession des défaites a pris fin. Une nouvelle montée de la révolution mondiale commence.

Elle n'est pas universelle; en Europe capitaliste, les poussées révolutionnaires de l'immédiat après-guerre sont étouffées par la trahison stalinienne et social-démocrate (collaboration ministérielle en France, en Italie, en Belgique; désarmement des partisans grecs, etc.) Aux Etats-Unis, après une courte flambée de grèves économiques intenses, c'est la loi Taft-Hartley, une contre-offensive farouche du Grand Capital, le maccarthysme, et le long déclin du mouvement ouvrier. Mais le poids de la révolution chinoise et l'essor de la révolution coloniale qu'elle détermine sont tels

qu'à l'échelle mondiale, le système capitaliste est infiniment plus faible en 1950 qu'en 1940 ou en 1930, que les rapports de forces globaux entre les classes se détériorent aux dépens du Capital et au profit des forces anticapitalistes (prolétariat industriel international plus paysans pauvres des pays coloniaux et semi-coloniaux).

Cependant, les possibilités du parti révolutionnaire, de l'organisation révolutionnaire ne sont pas une fonction directe des rapports de forces globaux entre les classes. Quatre facteurs les déterminent en dernière analyse dont un seul subit l'influence directe de l'activité des révolutionnaires. Ces quatre facteurs sont le niveau atteint par la crise du système capitaliste international, le niveau d'activité du prolétariat et des masses laborieuses en général, le niveau de conscience de classe atteint par ce prolétariat et par ces masses, et le niveau d'activité, de conscience révolutionnaire et d'autonomie organisationnelle d'une avant-garde assez large des masses. Or, ces quatre facteurs ne découlent pas automatiquement l'un de l'autre.

Sauf pour des aveugles, la détérioration de la situation mondiale du point de vue du Capital international, de l'impérialisme, était évidente au début des années 1950. Non seulement le capitalisme avait perdu la possibilité d'exploiter une partie importante de l'Europe, non seulement la victoire de la révolution chinoise venait de lui arracher le pays le plus peuplé du monde, non seulement ses anciens empires coloniaux étaient secoués par des mouvements de masse et des insurrections de plus en plus violentes, mais sur la péninsule coréenne, le tout puissant impérialisme américain, qui semblait avoir réduit à l'état de satellites des pays comme la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne occidentale, le Japon et l'Italie, venait de recevoir une correction exemplaire de la part du peuple chinois, pourtant épuisé par quinze années de guerre ininterrompue. Dien-Bien-Phu, la guerre d'Algérie, la Sierra Maestra sont les échos immédiats de cet échec sanglant de l'impérialisme devant le Yalu.

Mais cette détérioration des rapports de force globaux entre les classes (dans laquelle la reconstruction rapide de l'économie soviétique et ses succès technologiques au cours des années 1950, jouaient un rôle non négligeable) n'impliquait pas automatiquement une montée parallèle de luttes révolutionnaires de masse dans le monde entier. C'est au cours des années 1950 que le développement inégal des trois secteurs de la révolution mondiale devint apparent. La révolution coloniale était engagée dans une montée ininterrompue qui allait durer près de quinze années.

La révolution socialiste dans les pays impérialistes subit un temps d'arrêt qui était d'une même durée. Quant à la révolution politique dans les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés et dégénérés, elle connut des hauts et des bas, avec cependant une ligne montante du début des années 1950 jusqu'à la révolution hongroise, et une ligne descendante de 1956 jusqu'au milieu des années 1960.

Encore moins pouvait-on de la détérioration globale des rapports de forces aux dépens de l'impérialisme et de la poussée continue de la révolution coloniale, conclure automatiquement à un essor automatique de la conscience de classe prolétarienne vers le niveau le plus élevé, celui de l'assimilation du marxisme révolutionnaire.

D'abord le prolétariat international et surtout le prolétariat européen qui avait si longtemps constitué l'essentiel de son avant-garde, sortait d'une longue période de défaites. Son niveau de conscience moyen en 1945 était bien plus bas qu'il ne l'était en 1935 ou en 1923.

Ensuite, tandis que le fascisme avait subi une défaite écrasante, et que son élimination en Europe avait stimulé incontestablement une confiance croissante des travailleurs dans leurs propres forces, le stalinisme, lui, était loin d'être éliminé comme élément nocif, déformant ou paralysant la conscience de classe du prolétariat international. C'est au contraire au lendemain de la deuxième guerre mondiale qu'il atteignit le point culminant de son influence. La victoire militaire de l'U.R.S.S., l'assimilation structurelle des pays du « glacis soviétique », la position prédominante conquise dans leurs pays respectifs sur le mouvement ouvrier de partis communistes comme celui de France, d'Italie, du Brésil, de l'Inde et de l'Indonésie, le fait que trois révolutions successives — la révolution yougoslave, chinoise et vietnamienne — étaient dirigées dans les faits par des partis sortant de l'orbite stalinienne, tout cela ne pouvait que renforcer temporairement l'emprise et la force d'attraction du stalinisme sur les larges masses, l'avant-garde révolutionnaire et la jeunesse dans de nombreux pays.

Certes, notre mouvement avait vite compris la dynamique différente de l'extension du mode de production non capitaliste par des interventions militaro-bureaucratiques du Kremlin d'une part, et l'extension internationale de la révolution dirigée par des partis sortis de l'orbite internationale du stalinisme d'autre part. Dans le premier cas, la bureaucratie se trouvait renforcée ; dans le deuxième cas, elle était confrontée avec une force sociale antagoniste au sein même de « son » domaine. Nous en avions tiré la conclusion que la crise internationale du stalinisme allait

être nourrie puissamment par l'extension internationale de la révolution, même quand sa direction était entre les mains de partis communistes. Et la rupture entre le Kremlin et le P.C. yougoslave, la crise sino-soviétique et les répercussions de la guerre du Vietnam ne peuvent que confirmer la justesse de ce diagnostic.

Néanmoins, il y avait quelque chose de profondément déroutant pour un mouvement trotskyste, éduqué à dénoncer avant tout le rôle contre-révolutionnaire des partis staliniens, à se trouver brusquement confronté avec des révolutions — fussent-elles des révolutions déformées — dirigées par des partis communistes.

L'histoire permet aujourd'hui de dresser un bilan. Ce qui s'est passé en Yougoslavie, en Chine et au Vietnam, constitue l'exception et non la règle. Entre la pression des masses révolutionnaires d'une part, et les attaches conservatrices des appareils staliniens bureaucratiques avec le Kremlin, d'autre part, (sans parler des liens croissants de ces appareils avec les apanages de la démocratie bourgeoise dans de nombreux pays), la seconde s'est avérée décisive dans la plupart des cas. Ce n'est que dans des conditions exceptionnelles, que nous avons souvent précisées (1), que le corset bureaucratique éclate, ne fût-ce que partiellement, pour obliger ces partis à sortir de l'orbite stalinienne et à se transformer en partis centristes, capables de diriger un mouvement révolutionnaire de masse.

Enfin, le déplacement du centre de gravité de la révolution mondiale vers les pays coloniaux et semi-coloniaux n'était évidemment pas favorable à l'affirmation de la conscience de classe politique du prolétariat à son niveau le plus élevé. Par la force des choses, le prolétariat de ces pays était d'un poids réduit par rapport à d'autres couches de la population laborieuse (paysans pauvres, semi-prolétariat rural). Son poids dans l'ensemble du processus de la révolution mondiale était de ce fait beaucoup plus restreint que celui qui marqua la montée de 1917-1923, centrée sur l'Europe, ou même la période de 1935-1938. En outre, il s'agissait d'un prolétariat dont les traditions marxistes et communistes étaient réduites, dont les cadres avaient été décimés dans la période de réaction précédant cette montée révolutionnaire, et qui, du moins dans un cas — celui de la Chine — était même réduit largement à la passivité par suite des effets

(1) Voir notamment le document adopté par le Congrès de Rénification (7^e Congrès Mondial) : « La dialectique actuelle de la révolution mondiale ».

combinés de l'occupation japonaise, de la terreur du Kuo Min-tang, et de l'orientation politique adoptée par le P.C. chinois.

Pour toutes ces raisons, la montée révolutionnaire internationale à partir de 1949 se caractérise par la prédominance de la *demi-conscience*, du centrisme. Ce sont des partis centristes qui dirigent la lutte révolutionnaire en Chine et au Vietnam. Ce sont des tendances centristes qui sont nourries par les premiers effets de la montée de la révolution coloniale et des débuts de la crise du stalinisme.

Certes, l'organisation révolutionnaire progresse, surtout géographiquement ; le nombre de pays où le mouvement trotskyste est actif est double de celui dans lesquels il l'était pendant la période de réaction précédente. Mais ces progrès sont encore réduits, purement quantitatifs, ne modifiant nulle part la nature fondamentalement propagandiste de l'activité, sauf au Ceylan et en Bolivie, où il acquiert pendant toute une phase un rôle dirigeant d'importants secteurs du mouvement des masses (à Ceylan, il dirige la grève générale de 1953 ; en Bolivie, il dirigea des parties du prolétariat minier).

C'est dans ces conditions que la Quatrième Internationale esquisse le tournant vers l'intégration dans le réel mouvement de masse de chaque pays, dont l'entrisme fut une des manifestations (pas la seule). Ce tournant correspondait à la dynamique réelle du mouvement révolutionnaire à cette étape — et notamment des limites étroites dans lesquelles restait enfermée la dialectique avant-garde révolutionnaire — mouvement de masse large — ainsi qu'à la forme prédominante que prirent les progrès de la conscience de classe pendant cette phase. La tâche des marxistes révolutionnaires était de ne pas assister à ce processus en spectateurs, de ne pas jouer simplement le rôle de critiques distribuant les étiquettes de « traîtres » et de « centristes » aux uns et aux autres, mais d'intervenir pour amener un maximum de militants à rompre avec les bureaucraties réformistes et stalinienne, tant sur le plan de la théorie que sur celui de la pratique et de l'organisation.

Cette signification fondamentale du tournant opéré par le Troisième Congrès Mondial et par le Dixième Plénum du C.E.I. ne nous avait pas échappé à l'époque. En juillet 1954, nous avons écrit ce qui suit :

« ...les victoires de la révolution yougoslave et de la révolution chinoise représentent une phase initiale de la révolution mondiale, dominée par la spontanéité et l'empirisme des directions... »

Spontanéité des masses, direction empirique, premier progrès de la conscience vers le marxisme révolutionnaire, voilà

ce qui caractérise la première phase de la vague révolutionnaire mondiale. Ces trois caractéristiques peuvent être résumées en une seule formule : la première phase de la révolution mondiale, c'est la phase du centrisme. Le terme est imprécis et vague ; il enferme en fait tous les phénomènes de politique ouvrière au-delà du réformisme et du stalinisme traditionnels, et en-deçà du marxisme révolutionnaire. En ce cas, Tito et Mao Tse-toung, Bevan et les dirigeants du P.S. japonais de gauche, les leaders du 17 juin 1953 (en Allemagne de l'est) et les dirigeants de la grève de Vorkouta, les premiers dirigeants de courants d'opposition de gauche dans les partis communistes de masses (Marty, Crispim, etc.), trouvent tous leur place dans cet assemblage hétéroclite du centrisme.»

(E. Germain : « La révolution mondiale, de sa phase empirique, à sa phase consciente » - *Quatrième Internationale*, 12^e année, n° 6-8 juin - août 1954).

L'expérience a confirmé que cette analyse était correcte. Jusqu'au milieu des années 1960 — à deux exceptions près, à Cuba, et au Japon, le Zengakuren, que nous reprendrons plus loin — tous les phénomènes de différenciation de masse, tous les progrès de la révolution mondiale, ont été dirigés par des tendances centristes, ont pris des formes centristes.

Il faut ajouter que le tournant du Troisième Congrès Mondial était également salutaire pour une raison se rapportant à la composition interne de notre mouvement. La longue période de recul du mouvement ouvrier international et de défaites de la révolution avait marqué notre organisation dans la nature même de ses militants et de ses cadres. Trotsky en était pleinement conscient, et s'exprimait ainsi dans la conversation précitée avec un camarade anglais :

« Nous avons des camarades qui venaient à nous... il y a 15 ou 16 ans, quand ils étaient de jeunes garçons. Maintenant ils sont à l'âge mûr et, pendant toute leur vie consciente, ils n'ont subi que des coups, des défaites et des défaites terribles à l'échelle internationale ; ils sont plus ou moins habitués à cette situation. Ils apprécient grandement la justesse de leurs conceptions, et ils sont capables d'analyser, mais ils n'ont jamais eu la capacité de pénétrer, de travailler avec les masses ; ils n'ont pas acquis cette capacité. Il y a une nécessité impérieuse à regarder ce que font les masses. »

(*Fourth International*, mai 1941, page 126.)

Cette capacité d'apprendre à pénétrer dans les masses, à faire un travail de masse dans les conditions historiques précises des années qui suivirent 1948, nous ne pouvions l'acquérir, du moins dans la

plupart des pays impérialistes, par un travail indépendant condamné à rester pendant une longue période encore un travail essentiellement propagandiste. Grâce à l'entrisme, l'assimilation de ces capacités nouvelles, que Trotsky considérait déjà comme si importantes en 1939, a été essentiellement acquise par notre mouvement.

La situation a commencé à changer au cours des années 1960, et c'est le Mai français de 1968 qui a révélé le plus nettement ce changement. Nous l'avons tous enregistré avec un certain retard; le neuvième Congrès Mondial s'est efforcé de faire assimiler ce changement à l'ensemble du mouvement révolutionnaire international.

Le trait le plus frappant du changement, c'est l'apparition d'une nouvelle avant-garde révolutionnaire à l'échelle universelle, ayant échappé complètement au contrôle des appareils staliniens et réformistes et organisée de manière autonome. Les premiers signes importants de ce phénomène nouveau remontent d'ailleurs assez loin : le « mouvement du 26 juin », qui dirige la guérilla renversant la dictature de Batista indépendamment du P.C. et de toutes les organisations traditionnelles de la gauche cubaine, les étudiants japonais du Zengakuren qui, indépendamment du P.C., dirigent les luttes puissantes de 1960. Cependant, ces cas restaient à l'époque isolés. C'est seulement après 1965 que le phénomène commença à connaître une extension universelle.

Les raisons de ce changement sont multiples et complexes. Nous nous limiterons ici à en signaler quelques-unes des plus importantes.

La première tient à la nature même de la période précédente, c'est-à-dire à l'ensemble du processus historique décrit plus haut. La phase de montée révolutionnaire qui débuta au lendemain de la deuxième guerre mondiale succéda à une période de réaction et de baisse considérable de la conscience de l'avant-garde. La nouvelle phase de montée de la révolution mondiale, dans la deuxième moitié des années 1960, succéda à une phase où, malgré une alternance de victoires et de défaites, aucun phénomène de démoralisation comparable à celui des années 1933-1943 ne pouvait se répandre dans la jeunesse révolutionnaire.

Sortant du cauchemar du nazisme et fortement influencée par le stalinisme, cette jeunesse put, en 1945 et en 1950, continuer à être canalisée par des tendances traditionnelles. Trempée par de nombreuses expériences révolutionnaires de la période précédente : confiante grâce à une série de victoires spectaculaires (Chine, Dien-Bien-Phu, Cuba, deuxième guerre du Vietnam), la jeunesse révolutionnaire

commença à se libérer des limites du centrisme, à saisir pleinement la contradiction entre les énormes possibilités révolutionnaires de l'époque d'une part et le misérable opportunisme khrouchtchévien, et post-khrouchtchévien d'autre part (sans parler de celui des réformistes). Elle commença donc à s'orienter dans une direction révolutionnaire. En l'espace de quelques années, les appareils traditionnels perdirent presque partout le contrôle de la jeunesse étudiante et ouvrière organisée.

Un rôle des plus importants doit être ensuite attribué à la crise internationale du stalinisme. Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, l'appareil stalinien international était au faite de sa puissance. Il ne fascina pas seulement la jeunesse d'avant-garde, politiquement fruste et avide seulement d'action; il fascina aussi une bonne partie de l'intelligentsia, avide d'« efficacité » et prête à sacrifier la plupart de ses principes sur l'autel d'un « rapprochement » avec la classe ouvrière, identifiée à une soumission inconditionnelle à l'appareil stalinien.

Au cours des années 1950, le monolithisme stalinien reçut des coups mortels dont il ne se releva plus. La rupture avec la Yougoslavie, l'expérience titiste, les révélations du 20^e Congrès du P.C.U.S., l'Octobre polonais, la révolution hongroise et son écrasement par les tanks soviétiques, l'impuissance des partis communistes non seulement à diriger mais même à aider efficacement la révolution coloniale, le début de la controverse sino-soviétique, puis la rupture spectaculaire entre les deux gouvernements, la naissance d'un courant castriste indépendant en Amérique latine et d'un courant chinois dans de nombreux pays surtout en Asie — toute cette succession de secousses ne laissa plus rien subsister des « certitudes » faciles d'antan. Il en résulta une fermentation considérable, surtout (mais pas exclusivement) dans les rangs de la jeunesse. Cette fermentation stimula l'esprit critique, la renaissance d'une recherche marxiste, la reproduction de la littérature jadis excommuniée. Tout cela favorisa grandement l'apparition d'une nouvelle avant-garde révolutionnaire autonome dans de nombreux pays, apparition qui fut par ailleurs accélérée par une longue période de politique droitrière des khrouchtchéviens et post-khrouchtchéviens; tant à l'égard des problèmes intérieurs qu'à l'égard de ceux de la révolution internationale.

Les phénomènes particuliers à la révolte des étudiants, analysés ailleurs (2), coïncidant avec la perte d'emprise des vieux

(2) Voir notamment Daniel Bensaïd et Henri Weber : « Mai 1968, une réputation générale » (Paris, Maspéro, 1968).

appareils sur la jeunesse d'avant-garde, contribuèrent à donner à celle-ci une base sociale et une force de frappe massive, qui commencèrent à créer une situation qualitativement différente de celle des périodes antérieures.

Finalement, depuis dix-huit mois, un processus objectif de la plus haute importance renforce toutes ces tendances et leur donne des possibilités beaucoup plus larges de s'affirmer. Après avoir trouvé pendant près de deux décennies son centre de gravité dans le secteur de la révolution coloniale, la révolution socialiste internationale se révèle dans les pays impérialistes, la révolution politique monte à nouveau dans plusieurs Etats ouvriers. Cet élargissement du processus révolutionnaire mondial ne signifie nullement que la révolution coloniale soit en déclin ; au contraire, il l'aide à surmonter un piétinement et un recul découlant de la contre-offensive impérialiste de la période 1962-1967, et lui facilite un nouvel essor.

Mais cette nouvelle phase de la montée de la révolution mondiale est du même fait marquée par un poids beaucoup plus grand du prolétariat industriel, par un niveau de conscience plus élevé que celui de la phase précédente, et par des possibilités d'assimilation beaucoup plus larges du marxisme révolutionnaire par les combattants d'avant-garde qui luttent à la pointe de la révolution.

Certes, si des quatre facteurs déterminant les possibilités d'expansion de l'organisation marxiste-révolutionnaire, trois se trouvent radicalement modifiés dans un sens favorable — une nouvelle détérioration de la situation du capitalisme international, un nouvel essor de la combativité des masses, l'apparition d'une avant-garde largement indépendante des organisations traditionnelles, et capable d'avoir un impact réel sur certains secteurs des masses — le quatrième reste encore largement défavorable. Le niveau de conscience moyen des larges masses ouvrières reste, du moins dans les pays impérialistes et dans les Etats ouvriers d'Europe, plus bas que dans les périodes révolutionnaires les plus ferventes du passé. Ces masses restent dans une large mesure sous le contrôle des organisations traditionnelles, qu'elles réussissent bien à déborder de temps en temps dans l'action, mais sans vues claires d'une stratégie de rechange et des objectifs révolutionnaires pour lesquels la lutte pourrait être engagée tout de suite.

C'est même là la contradiction principale de la nouvelle phase dans laquelle est entrée la construction du parti révolutionnaire. Celui-ci peut acquérir rapidement une force numérique et un impact social beaucoup plus élevés que dans le

passé. Il ne peut pas encore libérer des secteurs clés du prolétariat industriel du contrôle des appareils traditionnels pour les regrouper sous le drapeau de la révolution. L'évolution en France, depuis un an, est l'expression la plus ramassée de cette contradiction ; nous la retrouvons aussi, avec des variantes diverses, en Italie et au Japon, en Grande-Bretagne et en Argentine, sans parler du cas des Etats-Unis où cette contradiction est aujourd'hui la plus frappante.

Cependant, on ne peut séparer complètement l'évolution de l'avant-garde et celle de la classe. La formation d'une avant-garde autonome favorise la cristallisation d'éléments plus critiques et plus combatifs au sein du prolétariat. Ils y trouvent un écho, notamment pour tout ce qui se rattache à la sensibilité plus grande des travailleurs en ce qui concerne la crise des rapports de production capitalistes eux-mêmes. L'écho que la campagne pour le contrôle ouvrier commence à trouver dans les entreprises d'un nombre croissant de pays impérialistes indique nettement que le niveau de conscience des masses n'est pas non plus un facteur statique et que la surface, apparemment plus calme et plus conformiste que celle de la jeunesse, peut cacher des transformations moléculaires qui peuvent provoquer de brusques explosions.

Devant les possibilités mais aussi les contradictions de cette nouvelle étape, il fallait déterminer de nouvelles priorités. C'était là la formation essentielle du neuvième Congrès Mondial. Le choix était simple : ou bien poursuivre une routine déterminée par la situation au sein des organisations de masse traditionnelles et des manifestations déformées, centristes, de la montée révolutionnaire, caractéristiques de la phase historique précédente de la révolution mondiale ; ou bien, s'orienter carrément vers ce qu'il y a de plus progressif et de plus prometteur dans la nouvelle étape, c'est-à-dire la nouvelle avant-garde révolutionnaire jeune et chercher, à partir du renforcement rapide que nos organisations peuvent ainsi acquérir, à engager avec plus de chances de succès le combat pour la construction d'une nouvelle direction des luttes ouvrières, au sein même des entreprises et des syndicats. Le mouvement n'hésita point à choisir le deuxième terme de l'alternative, le seul qui permet d'exploiter à fond les possibilités nouvelles ouvertes par la montée révolutionnaire à l'étape présente.

Ce tournant n'est pas seulement un tournant vers la création d'organisations indépendantes, capables de servir de pôles d'attraction pour les militants de la nouvelle avant-garde qui ne sont plus ni réformistes ni staliniens, et qui cherchent à se regrouper nationalement et internationalement.

ment. Il implique aussi un changement d'accent quant aux formes d'activité principales du mouvement. Dans ce sens, il revêt la même importance que le tournant esquissé par le Troisième Congrès Mondial, mais à une étape plus avancée de construction de l'Internationale.

Au Troisième Congrès Mondial, il s'agissait de rompre avec une activité essentiellement isolée et de s'intégrer dans le mouvement révolutionnaire de masse. Au Neuvième Congrès Mondial, il s'est agi de rompre avec une pratique essentiellement propagandiste, c'est-à-dire qui est centrée sur la critique des trahisons et des erreurs des directions traditionnelles, même lorsqu'elle est accompagnée d'une large participation à l'action, et de passer à une phase où, au sein d'un mouvement de masse plus large, nous sommes capables de prendre des initiatives révolutionnaires et de faire la démonstration pratique qu'une orientation révolutionnaire est possible et payante. Notre capacité de devenir un pôle d'attraction au sein de la nouvelle avant-garde jeune et d'y conquérir l'hégémonie politique est à ce prix. Car cette avant-garde ne sera jamais conquise par des idées et des programmes seuls. Elle sera conquise par des idées et des programmes incarnés dans des organisations, capables d'en démontrer la valeur par les actions qu'elles dirigent.

Le tournant du Neuvième Congrès Mondial n'a pas été proclamé de manière arbitraire. Il résulte de l'expérience du mouvement lui-même, dans sa quasi-totalité. Il représente une exigence ressentie profondément par les cadres et les militants, quel que soit le secteur géographique où ils sont engagés.

Qu'il s'agisse des activités exemplaires que les marxistes révolutionnaires ont pu développer pour organiser un mouvement de masse contre la guerre du Vietnam qui ne reste pas enfermé dans les pièges du pasifisme, qu'il s'agisse de la participation à la révolte étudiante, qu'il s'agisse de l'effort d'orienter plusieurs secteurs de la révolution coloniale sur la voie de la lutte armée, qu'il s'agisse de la nécessité de réorienter l'avant-garde étudiante vers la construction d'organisations révolutionnaires du prolétariat, qu'il s'agisse de la nécessité de faire redémarrer la lutte ouvrière des pays impérialistes vers des objectifs du programme de transition avant tout celui du contrôle ouvrier, qu'il s'agisse de la nécessité de cimenter une unité d'action révolutionnaire entre l'avant-garde étudiante et intellectuelle, et l'avant-garde ouvrière, dans les Etats ouvriers bureau-

cratisés, qu'il s'agisse de la participation à l'explosion révolutionnaire de Mai 1968 en France — partout les marxistes révolutionnaires ont ressenti le besoin de ne plus se contenter de rédiger des revues et des journaux intéressants, de ne plus se limiter à lutter pour des résolutions d'opposition correctes dans les syndicats ou les assemblées d'usines, mais de prendre audacieusement en leurs propres mains la direction de mouvements des plus divers, afin de leur frayer une issue vers des solutions révolutionnaires.

Il y a évidemment un risque dans ce tournant, comme il y avait un risque dans le tournant de 1951. Ce risque, c'est une sous-estimation de l'emprise réelle que les vieux appareils traditionnels continuent à exercer sur les masses ouvrières, moins d'ailleurs dans les pays semi-coloniaux et les Etats ouvriers bureaucratés que dans les pays impérialistes. Cette sous-estimation pourrait provoquer une rigidité dans l'agitation, qui risquerait sous certaines conditions, de glisser vers le sectarisme à l'égard des organisations de masse. Malgré le pourrissement de leur direction — qui, dans bien des cas, est infiniment plus avancé que par le passé — ces organisations, surtout syndicales, continuent à exercer une autorité incontestable sur des millions d'ouvriers. Pour la construction du parti révolutionnaire, c'est une question de vie et de mort que de ne pas abandonner ce terrain de combat principal qu'est celui des entreprises et des syndicats à la bureaucratie et à ses satellites.

Mais, quelle que soit la flexibilité tactique et organisationnelle qu'il faut conserver, et sur laquelle les cadres nationaux et internationaux devront veiller avec une sensibilité aiguë de tous les tournants brusques de la situation, le saut qualitatif que notre mouvement est en train d'effectuer conserve toute son importance. La percée du marxisme révolutionnaire vers la création de partis révolutionnaires de masse n'est pas encore possible, ce sera la tâche de la prochaine étape. Mais dès cette étape, la percée est possible vers la construction d'organisations d'avant-garde capables d'initiatives autonomes dans la lutte révolutionnaire. L'histoire démontrera que ces initiatives pourront exercer une influence non négligeable sur le comportement, l'activité et le niveau de conscience de masses beaucoup plus larges. *Dans ce sens, le Neuvième Congrès Mondial est le congrès qui commence la transformation du mouvement trotskyste d'un groupe de propagande en une organisation de combat, déjà capable de diriger efficacement des actions révolutionnaires d'avant-garde.*

La Conférence des Partis Communistes

La Conférence des partis communistes tenue à Moscou vient de s'achever et ses documents d'être publiés ; les comptes rendus des interventions parus dans la presse sont très incomplets : aussi les considérations que nous formulerons pourront éventuellement être complétées en fonction de données nouvelles.

Résumons d'abord l'histoire de cette conférence. Elle survient neuf années après la précédente, celle des 81 partis de 1960 qui, à l'insu du monde entier et notamment des membres des partis communistes, avait tenté de résoudre le conflit sino-soviétique naissant au moyen de formules de compromis. Le compromis ne résista pas aux contradictions qui étaient à l'origine du différend. L'ampleur sans précédent qu'il prit amena Khrouchtchev dès 1962 à vouloir réunir une conférence des partis communistes pour contrecarrer la poussée des Chinois. Cette tentative fut momentanément mise en veilleuse par les succès de Khrouchtchev, mais l'acuité que prit le conflit leur fit reprendre le projet. Sa réalisation se heurta à des attermolements et à des difficultés considérables, l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie faillit même mettre en cause la tenue de la Conférence.

Ainsi, les dix années écoulées ont été visiblement marquées par une désintégration de l'autorité du Kremlin sur les partis communistes. Pour les dirigeants soviétiques, l'objectif de la Conférence était évidemment d'enrayer cette désintégration et de rétablir au moins partiellement leur autorité sur ces partis. C'est par conséquent en fonction de cet objectif qu'il faut examiner les travaux et les conclusions de cette conférence.

Le conflit sino-soviétique était à l'origine première de la tenue de cette conférence. Mais les conséquences de l'occupation tchécoslovaque ont amené les dirigeants soviétiques à vouloir tenir cette conférence aussitôt que possible. En effet, tous les indices et indications que l'on possède attestent que cette occupation qui, en août dernier, avait isolé le P.C.U.S. de presque tous les partis communistes des pays capitalistes, avait provoqué également

un trouble profond dans les rangs des partis communistes en Europe orientale et en Union soviétique même. La direction Brejnev-Kossyguine-Podgorny était ébranlée. Il lui fallait un « succès » à l'échelle internationale des partis communistes. C'est aussi de ce point de vue que peuvent s'expliquer certains aspects, nouveaux pour Moscou, de cette Conférence.

Mais, commençons par dire quelques mots sur la représentation de celle-ci : les bureaucrates cherchent à donner de l'autorité à la conférence en soulignant le nombre des partis participants : vu l'attaque des Chinois, la présence de 75 partis n'est pas tellement moindre que celle des 81 partis de la conférence précédente ! Mais ce chiffre de 75 n'a qu'une signification relative. Parmi les absents, il y avait cinq partis communistes sur treize partis au pouvoir : les Yougoslaves (qui étaient déjà absents en 1960), les Chinois, les Vietnamiens, les Coréens, les Albanais. La présence des Cubains, ne fut-ce qu'à titre d'observateurs, et celle des Roumains, constituaient pour le Kremlin un succès relatif, étant donné leurs relations des dernières années avec ces partis.

Pour les pays capitalistes, il faut distinguer parti et parti. Dans la liste on trouve le parti de Saint-Marin, trois partis pour l'Allemagne (Allemagne fédérale, Allemagne démocratique et Berlin-Ouest), deux pour l'Irlande (nord et sud), sur le même plan que les partis de France et d'Italie. Il faut aussi relever que, dans plusieurs cas, participent à la Conférence des partis qui ont connu des scissions, et pas nécessairement par le fait des Chinois (par exemple ceux de l'Inde, de Finlande, de Grèce, d'Israël, du Liban, etc.). En résumé, on constate ceci : l'Asie était très faiblement représentée, notamment le Japon et l'Indonésie étaient absents. L'Amérique latine et l'Afrique étaient représentées par des formations en général numériquement et politiquement très faibles. L'Europe, à l'exception de la Hollande, était présente, les Suédois étant toutefois venus en observateurs. Mais, sauf le P.C.F., la plupart des partis d'Europe ont des désaccords avec le P.C.U.S. Bref, la conférence qui s'est tenue à Moscou était celle d'un mouvement har-

celé par des dissensions internes et en déclin dans toutes les parties du monde. Peut-on penser qu'elle ait pris des positions qui pourraient mettre un terme à cet état de choses ?

Nous ne ferons pas ici une analyse détaillée du document principal qui est sorti de cette conférence. Il n'est pas surprenant que sa ligne générale soit celle de la « coexistence pacifique », des « voies pacifiques et parlementaires », ligne qu'aucun des participants n'était venu contester (1). Mais le document contient toute une série de propos savamment dosés pour fournir des alibis le cas échéant. Ainsi, on reconnaît qu'en Amérique latine « dans certains pays, le mouvement populaire a recours à la lutte armée ». Ce n'est pas le contenu de ce document qui, sans être à négliger, est décisif pour comprendre la conférence. Ou, plus exactement, ce document permet de mieux saisir l'objectif de la Conférence non par ce qu'il contient, mais par ce qu'il omet.

Car, quand on en vient aux questions principales — la Tchécoslovaquie et la Chine — sur lesquelles il y avait des divergences incontestables, il faut souligner que, si ces questions ont été mentionnées dans les interventions orales, la Conférence a réussi ce tour de force de ne parler ni de l'un ni de l'autre dans son document principal, sans mentionner bien entendu les autres documents qui avaient des objectifs particuliers. Il n'est évidemment pas sans intérêt que ces deux questions essentielles aient été évoquées dans plusieurs interventions, mais que le texte qui sort de cette conférence et qui de facto fera force de loi, n'ait rien dit à leur sujet est significatif du caractère de l'opération qu'elle constitue. Ni la confusion, ni le trouble, ni l'incertitude politique ne seront dissipés.

C'est l'absence de positions sur la Tchécoslovaquie et la Chine qui explique que des partis, celui de l'Italie entre autres, n'aient accepté que le chapitre III du document. Mais on ne peut tout de même pas laisser passer l'affirmation suivante contenue dans le communiqué officiel sur la conférence et qu'aucun participant n'a ouvertement contestée :

« Le principe de l'égalité de tous les partis et les méthodes collectives de travail ont été strictement appliqués dans la préparation et le déroulement de la Conférence. »

Cette phrase à elle seule suffit à montrer le caractère bureaucratique de la Conférence : quelle « égalité » y a-t-il eu dans la préparation de la Conférence, en août 1968, entre le P.C.U.S. et le Parti communiste tchécoslovaque ?

Le jeu pseudo-démocratique ne pouvait réussir que dans une atmosphère dans la-

quelle tous les participants firent preuve d'hypocrisie comme quelques exemples le montreront. Les Roumains qui, à Budapest, avaient quitté la conférence, protestant contre des ingérences intérieures parce que le délégué syrien Bagdache avait critiqué leur politique sur Israël, n'ont fait qu'une fausse sortie à Moscou lorsque la critique porta... sur la Chine. Le délégué du P.C.F., Waldeck Rochet, dans son intervention, n'a rien dit sur la question tchécoslovaque, et c'est Marchais qui, dans une conférence de presse hors conférence, sur question d'un journaliste, rappela la position « désapprobatrice » prise par le P.C.F. en la matière. Une des interventions les plus effrontées fut celle de Husak — qui est arrivé à Moscou après que le C.C. de son parti lui ait désigné comme coadjuteur le novotnyen Strougal — qui s'étonnait que l'on parle de son pays : comment d'autres partis que le sien pouvaient-ils avoir une opinion sur les événements de Tchécoslovaquie alors que lui n'était pas parvenu à en avoir une ! L'hypocrisie atteignit peut-être son comble avec l'intervention de Brejnev contre la Chine à propos de laquelle il s'est permis de faire la remarque suivante :

« Après avoir réduit au minimum leurs relations économiques avec les Etats socialistes et s'être refusés à la coopération avec ces Etats, les leaders de Pékin... »

Il faut croire que le retrait des spécialistes soviétiques de Chine n'était qu'un rêve !

Si nous soulignons toute cette parodie de démocratie, à laquelle se sont laissés prendre nombre de journalistes bourgeois, et que nombre de « progressistes » ne demandent qu'à prendre pour argent comptant, nous ne voulons pas du tout dire qu'il n'y a rien de nouveau. Le fait que le communiqué a enregistré qu'il n'y avait pas eu unanimité sur le document principal, et surtout le fait que la *Pravda* avait publié des interventions dont le contenu était contraire à la ligne du P.C.U.S., ne sont pas des incidents dépourvus d'importance. Au contraire, il serait absolument erroné de minimiser ces innovations dont il y a lieu de rechercher les raisons et les conséquences possibles.

Reconnaître que la « règle d'unanimité » stalinienne n'a plus cours dans une

(1) Il faudra avoir les textes complets des interventions pour connaître toute la diversité des points de vue qui se sont exprimés sur de multiples questions. En passant, relevons que le délégué de Saint-Domingue qui a refusé de voter l'ensemble du document principal semble avoir défendu des positions de gauche, et aussi que le délégué espagnol, Carrillo, a pris sur la question des jeunes et des étudiants une position fort éloignée de celle du P.C.F. par exemple. Quant au délégué cubain, Carlos Rafael Rodriguez, un ancien stalinien, il a pris ses distances du texte en formules ouatées.

conférence internationale des partis communistes, c'est reconnaître publiquement la fin du monolithisme à l'échelle internationale. On savait qu'il en était ainsi par l'existente des différents avec la Yougoslavie d'abord, avec la Chine ensuite, puis avec d'autres. Mais cela est enregistré pour ainsi dire officiellement pour la première fois par la plus haute instance des partis communistes présents à la conférence. Un tel précédent ne pourra manquer de porter atteinte au monolithisme qui sévit encore presque intact au sein de chaque parti communiste.

Mais le fait nouveau d'une importance extraordinaire, c'est incontestablement la publication dans la *Pravda* d'interventions comme celles du délégué italien et du délégué australien qui, dans la question tchécoslovaque, ont émis des points de vue pour lesquels des citoyens soviétiques sont actuellement emprisonnés. Personne ne peut douter que cette publication a eu un impact dans l'opinion publique soviétique qui n'est pas du tout inexistant (2).

Que la règle d'unanimité n'ait plus joué, que la *Pravda* ait rendu compte d'interventions contraires à la ligne du P.C.U.S., ce sont là — n'en doutons pas — des **concessions** de la part des dirigeants du P.C.U.S. aux dirigeants d'autres partis communistes. Et ce ne sont pas des concessions minimales. Pourquoi les Brejnev et Cie ont-ils fait de telles concessions ? Sans aucun doute, la perte d'autorité du Kremlin auprès des autres partis communistes peut expliquer une plus grande résistance des directions des partis communistes aux pressions des Soviétiques. Mais les hommes du Kremlin sont avant tout des hommes du « socialisme dans un seul pays » et l'opinion des dirigeants des autres partis ne compte généralement pas trop pour eux, ainsi qu'ils l'ont montré à propos de la Tchécoslovaquie. S'ils ont fait de telles concessions, c'est qu'ils avaient besoin, en dépit de ces faux frais, de présenter une conférence réussie auprès de l'opinion de leur pays. Il est aussi assez vraisemblable que des divisions dans la direction soviétique ont facilité de telles infractions aux règles bureaucratiques de longue date.

En somme, par la tenue de cette conférence, les dirigeants soviétiques peuvent se targuer de conserver le leadership de la plupart des partis communistes, d'avoir dans leur orbite les Cubains, les Roumains. Il est clair aussi que ceux qui, comme les Italiens, leur font des critiques poussées, ne veulent pas cependant rompre les liens avec l'Union soviétique (3). Tout cela est pour eux un atout pour lequel ils pensent peut-être n'avoir pas payé un prix trop élevé. En bureaucrates empiriques, ils espèrent que cette conférence, telle qu'elle s'est déroulée, peut leur donner davantage que ce qu'elle donnera effectivement. La Conférence de Moscou ne peut tout au plus procurer aux dirigeants du Kremlin que des profits conjoncturels, temporaires, car les causes qui provoquent la crise internationale du stalinisme continuent à agir inexorablement. Mais pour des hommes qui sont dans leurs petits souliers, gagner un peu de temps devient appréciable.

Le 21 juin 1967.

(2) Nous ne pouvons traiter ici de la situation en U.R.S.S. Nous nous bornerons à mentionner d'abord les résistances grandissantes des minorités nationales, et les tensions avec l'armée (suppression de la parade du 1^{er} mai). En outre, depuis plusieurs mois, une campagne antitrotskyste s'intensifie : un livre de 300 pages a été publié ; le magazine *Ogoniok* (une sorte de « Paris-Match ») tirant à deux millions d'exemplaires a eu une page entière contre le trotskysme ; l'organe théorique du parti *Kommunist* a publié un article admettant des progrès trotskystes dans le monde, notamment en France, au Japon et en Amérique Latine, y compris au sein de la classe ouvrière.

Un groupe d'opposants soviétiques s'est adressé à la conférence. On ne sait si celle-ci a officiellement eu connaissance de leur protestation. Mais il faut remarquer que tous les participants savaient que des hommes étaient emprisonnés en U.R.S.S. pour leur position sur l'affaire tchécoslovaque et qu'aucun n'a posé la question ; c'est qu'on y respecte toujours le « socialisme dans un seul pays ».

(3) On voit sur cet exemple que même le parti, qui a plus que d'autres manifesté ses distances avec Moscou ne tient pas du tout à rompre le lien qui l'attache à l'Union soviétique. Ainsi, si réformiste que soit sa politique, c'est un point — et qui n'est pas négligeable — qui le distingue d'un parti réellement social-démocrate.

Le 9^e congrès du Parti communiste chinois

Comme il fallait s'y attendre, le IX^e Congrès du P.C. Chinois, aboutissement d'une lutte commencée en novembre 1965, a représenté fondamentalement la restructuration du Parti et sa réaffirmation comme instrument primordial de direction et d'hégémonie dans tous les domaines de la vie du pays.

Jusqu'ici les documents n'ont été publiés que partiellement. Nous ignorons encore, entre autres, les deux discours prononcés par Mao Tsé-toung, dont un compte rendu des travaux a relaté une seule phrase, d'une portée purement propagandiste (« Nous espérons que ce congrès sera un congrès de l'unité, un congrès de la victoire et qu'après sa clôture, des victoires encore plus grandes seront remportées dans tout le pays »), tout en insistant sur la valeur exceptionnelle de ces discours (il est probable, selon nous, que les interventions de Mao sont dans le style de toutes les interventions qu'il a faites pendant la Révolution culturelle, à savoir caractérisées par l'affirmation de vérités très générales, énoncées sous forme de maximes ou d'exhortations, dont le contenu réel n'est compréhensible que par rapport à chaque contexte concret). Nous ignorons aussi les véritables débats et même les interventions des représentants les plus importants de la tendance Mao (le compte rendu officiel a mentionné Chou-En-Laï, Tchen Po-ta, Kang Sheng, Houang Yong-cheng, etc.). A la différence du Congrès de 1956, le IX^e Congrès n'a adopté aucune résolution, le seul texte approuvé étant le rapport de Lin Piao, en plus des nouveaux statuts. Des communiqués dont la nature apologétique crève les yeux, on peut déduire que les orientations exprimées pendant la Révolution culturelle, notamment dans sa dernière phase, ont été confirmées d'une façon unanime.

Malgré les critères qui avaient déterminé le choix des délégués — le communiqué du 1^{er} avril rappelle qu'ils avaient été « choisis à l'unanimité » sur la base d'« amples consultations démocratiques » et non tout simplement « élus », il est fort probable que des discussions assez vives ont eu lieu et que des divergences sur plusieurs points

se sont exprimées : les subdivisions et les différenciations qui s'étaient produites au sein de la tendance maoïste elle-même au cours de la Révolution culturelle, se sont sans doute reflétées pendant le congrès aussi. Les communiqués officiels ont mentionné, pour leur part, « des nombreuses et excellentes propositions d'adjonctions et de modifications » au rapport de Lin Piao, et celui-ci a fait allusion aux très nombreuses propositions avancées à propos des nouveaux statuts (à partir de novembre 1967, le Comité central avait reçu « plusieurs milliers de projets »). Mais c'est surtout sur la composition du nouveau Comité central que la discussion a été longue (1). Au-delà des méthodes de sélection indiquées dans les communiqués, des problèmes de dosage très délicats se posaient de toute évidence : quelle devait être la proportion des différentes composantes qui avaient opéré pendant la Révolution culturelle ? Il est significatif qu'aussi bien le premier communiqué qui parlait des délégations présentes au congrès que le communiqué final qui, entre autres, annonce l'élection du Comité central, se préoccupent de souligner que toutes les différentes couches et tous les différents secteurs des communistes chinois étaient représentés. Il va de soi, en tout cas, que le jeu démocratique était essentiellement faussé dès le début : les opposants avaient été exclus ou limogés avant le congrès qui, par conséquent, n'a pas entendu leurs points de vue et leurs critiques et pratiquement ne pouvait que ratifier des faits accomplis.

Les orientations politiques approuvées ressortissent du communiqué du 24 avril, qui résume les motifs essentiels, surtout de la dernière phase de la Révolution culturelle, et fondamentalement du rapport de Lin Piao.

Ce rapport a pour but manifeste de tirer les conclusions de toute une période

(1) La partie politique du congrès a duré du 1^{er} au 14 avril, la discussion sur le Comité central du 15 au 24. Au total, la durée du congrès n'est pas exceptionnelle par rapport au passé, si l'on rappelle que le VIII^e congrès avait duré du 15 au 27 septembre 1956 et le VII^e du 23 avril au 11 juin 1945).

de luttes et il ne comporte, au fond, aucun élément nouveau. C'est un bilan de la Révolution Culturelle — avec des chapitres sur ses antécédents, sa genèse et son cours — et il est significatif, aussi bien du point de vue du contenu que de la méthodologie et du style, que le texte soit construit sur la trame d'un nombre exceptionnel de citations de Mao Tsé-toung (plus d'une soixantaine !). Ainsi, Lin Piao revient sur l'inévitabilité de la lutte de classe — lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie — pendant toute la phase de transition du capitalisme au socialisme, remonte en arrière pour expliquer les fautes et les crimes de Liou Chao-tchi (mêlant les divergences, les dénonciations basées sur des amalgames grotesques et les calomnies du plus pur style stalinien), décrit les événements capitaux de la Révolution culturelle (évidemment à sa façon, sans s'arrêter, par exemple sur la vague de grèves du commencement de 1967) et rappelle la lutte intestine dans la tendance maoïste et les polémiques contre toute sorte de déviations de droite et de gauche jusqu'à l'étape de la restructuration, culminant en septembre 1968. Quant aux thèmes centraux, Lin Piao souligne la nécessité que les appareils ne se détachent pas des masses — il est reproché à Liou d'avoir empêché Mao de faire parvenir ses instructions aux larges masses — et met l'accent sur le rôle primordial joué par l'armée. Les allusions aux problèmes économiques sont très sommaires : on y fait état des conditions favorables du marché et de la stabilité des prix, ainsi que du paiement complet de la dette publique aussi bien intérieure qu'extérieure, et on confirme l'orientation fondamentale impliquant la priorité de l'agriculture. Sur les intellectuels et les étudiants, le rapport reprend ce qui a été dit à maintes reprises, notamment, depuis juillet 1968, sur la nécessité que les intellectuels et les étudiants acceptent d'être sous le contrôle direct des ouvriers et des paysans (ce qui, en pratique, signifie sous un contrôle de l'appareil restructuré) et sur le devoir des jeunes d'avant-garde de se rendre à la campagne ou dans des régions montagneuses (ce qui reflète la persistance de la difficulté à trouver des débouchés pour eux dans l'économie industrielle et urbaine en général). Rien de nouveau sur les problèmes internationaux, sur lesquels le rapport n'introduit pas d'analyses suffisamment développées, le seul élément intéressant à ce sujet étant l'ouverture vers des négociations avec l'U.R.S.S. pour l'élimination des conflits frontaliers.

Nous ne pouvons pas revenir ici sur les critiques que les marxistes révolutionnaires font aux conceptions maoïstes, réaffirmées dans le rapport approuvé par le

IX^e Congrès (2). Nous croyons que ces conceptions ne sont pas de nature à permettre une solution réelle des problèmes cruciaux de la phase de transition du capitalisme au socialisme et un dépassement des contradictions qui ont secoué la société chinoise post-révolutionnaire. Si le maoïsme repousse, le plus souvent à juste titre, les réponses données par la bureaucratie soviétique post-stalinienne et post-krouchtchévienne et par d'autres bureaucraties des États ouvriers d'Europe orientale, il débouche toutefois sur une analyse fondamentalement erronée de la nature sociale des conflits de la société de transition et de la nature actuelle de l'U.R.S.S. et il esquisse, pour sa part, des orientations qui, soit reprennent en réalité des critères et des conceptions déjà expérimentées sans succès (par exemple, pendant le grand bond en avant et le lancement des Communes en 1958-1959), soit relèvent d'une conception volontariste et propagandiste, soit ne peuvent avoir, tout au plus, qu'une légitimité et une portée conjoncturelles.

L'adoption des nouveaux statuts mérite quelques commentaires. En général, le P.C. Chinois semble avoir eu toujours une conception empirique des statuts, dans le sens qu'il les adaptait strictement aux nécessités politiques spécifiques de l'époque où ils étaient approuvés (ce qui se reflétait, avant tout, dans les préambules). La conséquence en fut que chaque congrès se trouva dans la nécessité, soit d'adopter de nouveaux statuts, soit de les changer sensiblement, d'autant plus qu'à partir d'une certaine date les assises suprêmes du Parti furent fortement étalées dans le temps (3). Les statuts de 1969 ne constituent pas une exception et, en fait, sont directement inspirés par les nécessités de la Révolution culturelle dont les motifs courants sont rappelés brièvement dans le premier chapitre.

Quant au contenu, les critères fondamentaux restent les mêmes que ceux des statuts de 1945 et de la révision de 1956. Notamment en ce qui concerne les normes sur le droit de critique, les droits de la minorité, les droits de faire appel aux instances supérieures, etc., les changements sont beaucoup plus rédactionnels que substantiels. Même en ce qui concerne la fréquence des congrès, l'échéance de cinq ans est maintenue, toutefois avec un changement qui implique une limitation des pouvoirs du con-

(2) Voir surtout à ce sujet la résolution et le rapport sur la Chine approuvés par le IX^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale (Quatrième Internationale, N^o 37, juin 1969).

(3) Des statuts furent adoptés par le congrès de 1938 et par celui de 1945, tandis qu'en 1956 les statuts furent largement rectifiés.

grès (4). Il faut insister sur ce point. Tout d'abord, les délais statutaires ne furent jamais respectés par la bureaucratie qui les avait fait approuver sans qu'elle pût fournir des justifications tant soit peu sérieuses.

Mais en tout cas, ces délais étaient excessivement longs, et permettaient l'exercice d'une autorité presque incontrôlée de la part des groupes dirigeants. Si l'on se rappelle que le congrès est considéré « l'organe suprême de direction du Parti » (art. 6) et que, d'après les principes maoïstes qui refusent tout « polycentrisme », « les organes du pouvoir d'Etat de la dictature du prolétariat, l'Armée populaire de libération, ainsi que la Ligue de la Jeunesse communiste, les organisations des ouvriers, des paysans pauvres et moyens pauvres, des gardes rouges et les autres organisations révolutionnaires de masse doivent se soumettre sans exception à la direction du Parti », l'article concernant la fréquence des congrès apparaît comme un reflet sur le terrain statutaire de la nature fondamentalement bureaucratique du régime qui subsiste malgré toutes les tempêtes et la propagande tapageuse de la Révolution culturelle (5).

Mais cette nature ressort encore plus de ce qui est la conception de base des nouveaux statuts, à savoir la canonisation de la pensée de Mao, imposée comme critère suprême. Cela s'est traduit non seulement dans la réaffirmation, en termes beaucoup plus accentués, des formules de 1945 critiquées en 1956, mais aussi et surtout dans la sanction statutaire de la présidence de Mao et du droit de succession de Lin Piao (6). Si notre mémoire ne nous trompe pas, c'est effectivement une innovation. Dans quelle mesure peut-on la considérer comme un apport original au marxisme-léninisme et à la conception de la démocratie prolétarienne, c'est un autre problème dont nous laissons la solution aux apologistes du maoïsme, notamment à ceux de la variété spontanéiste...

Le congrès marque la fin de la crise qui a bouleversé la Chine depuis novembre 1965, et Lin Piao n'a pas caché la volonté du groupe dirigeant de récupérer au maximum les vieux cadres et d'aménager même les intellectuels caractérisés comme « sommités académiques réaction-

naires », recommandant en général une attitude de modération envers les adversaires. Toutefois, le contrôle du groupe Mao-Lin Piao n'est pas encore consolidé d'une manière égale et dans certains endroits « l'assainissement » n'a pas encore commencé (7). Mais les conflits éclateront de nouveau surtout lorsqu'il faudra faire le bilan réel du développement économique et de l'acquis politique et social. Les problèmes que la Chine doit affronter restent énormes et provoqueront des difficultés très sérieuses pendant une période assez longue. En dernière analyse, ils ne pourront être résolus que dans un cadre international, lorsque la révolution mondiale aura remporté de nouvelles victoires en Asie et sur les autres continents et où, par conséquent, l'édification socialiste de la Chine elle-même se posera dans un contexte qualitativement différent (8).

15 mai 1969.

(4) Les statuts de 1956 prévoyaient un congrès tous les 5 ans, mais en même temps introduisaient le principe — resté sur le papier — de la convocation d'une session du congrès chaque année. Les statuts de 1945 prévoyaient un nouveau congrès tous les 3 ans.

(5) Il va sans dire que la fréquence des congrès n'est pas en soi un critère décisif.

(6) Le congrès a confirmé que le maoïsme prend le dessus sur le marxisme-léninisme dans l'idéologie des communistes chinois (dans la grande salle du congrès le portrait de Mao campait tout seul...). Un détail qui n'est pas normalement souligné : pendant le congrès de 1956, Mao était appelé « camarade » ; maintenant cette caractérisation n'apparaît jamais, Mao étant toujours le « président ». Cela aussi en dit long sur les conceptions « égalitaires » de la bureaucratie chinoise...

(7) Voir notamment le chapitre IV du rapport de Lin Piao. C'est dans le même chapitre qu'il est fait allusion à des « endroits où la grande alliance révolutionnaire n'est pas encore solide » et à d'autres où « l'assainissement de nos rangs de classe n'a pas encore commencé ou vient seulement de commencer ».

(8) Il est intéressant que Lin Piao fait la citation suivante de Mao (octobre 1968) : « Nous ne pouvons pas parler de victoire finale. Même pour les prochaines décennies. Il ne faut pas relâcher notre vigilance. Selon le point de vue léniniste, la victoire finale d'un pays socialiste réclame non seulement les efforts du prolétariat et des larges masses populaires de ce pays, elle dépend encore de la victoire de la révolution mondiale, de l'abolition sur le globe du système d'exploitation de l'homme par l'homme... » (chap. V).

En Algérie, le syndicat instrument de l'Etat

Le 3^e Congrès de l'Union Générale des Travailleurs Algériens (U.G.T.A.) a eu lieu au mois de mai à Alger au Palais des Conférences Internationales du Club des Pins. Il s'est déroulé en présence de toutes les personnalités du régime. La presse algérienne en a largement parlé. Pourtant, le Congrès eut pratiquement lieu à huis clos. Pour la première fois, aucune délégation étrangère n'avait été invitée au Congrès.

C'est que ce 3^e Congrès était un congrès de liquidation de l'U.G.T.A. en tant que syndicat indépendant de l'appareil d'Etat. Il venait à la suite de trois années de lutte où le syndicat fut acculé à la défensive, progressivement sur tous les points où les militants syndicaux croyaient pouvoir garder une autonomie : élire leur propre direction, éditer leur propre presse, élaborer leur propre politique, administrer leur propre organisation...

Pour résumer — trop brièvement —, rappelons qu'il y a trois ans, le 21 mai 1966, le secrétariat national de l'U.G.T.A. lança déjà un véritable cri d'alarme à propos des empiètements du pouvoir, sous la forme d'un rapport à la Commission Exécutive Nationale (de l'U.G.T.A.) qui brossait un saisissant tableau des difficultés que le syndicat rencontrait (1). Le journal syndical **Révolution et Travail** se faisait saisir à la même époque et ne reparut par la suite que pour disparaître à nouveau. En 1968, le « Parti F.N.L. », c'est-à-dire, l'appareil dirigé par Kaïd Ahmed, l'actuel homme fort du régime, décida de « réorganiser » l'U.G.T.A.. En octobre 1968 il convoquait une « conférence syndicale des cadres » qui accepta cette réorientation, et où les représentants des Unions locales et régionales du Grand-Alger n'assistaient pas. En janvier 1969, ces unions locales et régionales du Grand-Alger étaient dissoutes.

Pour comprendre clairement l'enjeu de l'affrontement entre le gouvernement et le « Parti F.N.L. » d'un côté et le syndicat de l'autre, il est plus simple de se référer à la brochure du F.N.L. « Réorganisation de l'U.G.T.A. » éditée par l'appareil (2).

La brochure ne manque en effet pas de clarté : consistant en une véritable offensive contre la direction de l'U.G.T.A. élue au 2^e Congrès (1965), elle ne mâche pas ses mots.

« Les instances syndicales animées par des éléments imbus de **principes périmés** basés sur le revendicalisme et la **lutte de classe**, les uns inexpérimentés, les autres ayant conservé des attaches directes ou **mentales** avec des corps étrangers, se sont pratiquement conduits en facteurs nihilistes peu soucieux des impératifs nationaux et ne mesurant pas, par conséquent, les intérêts réels des travailleurs. » (Page 7 souligné par nous.) Par suite : « La situation, en tous points mauvaise, qui règne au sein de l'U.G.T.A. engage désormais la pleine responsabilité du Parti. » (Page 7.)

La caractérisation que le document fait de la direction syndicale élue au 2^e Congrès en mars 1965, est extrêmement brutale :

« Les membres de la nouvelle direction ont été choisis sur la base d'un compromis dont le résultat s'est traduit dans une équipe hétérogène. Cette caractéristique essentielle jointe à l'absence de tout le programme d'organisation a, depuis, pesé lourdement sur le comportement de l'activité [sic] de la nouvelle direction nationale. » (Page 34.)

« La situation générale du mouvement syndical se résume en un seul mot : carence. Carence sur tous les plans de l'activité syndicale et surtout carence des organismes dirigeants : la Commission Exécutive Nationale et le Secrétariat. » (Page 38.)

« Des « républiques autonomes » se sont installées au niveau de presque chaque organisation et le rôle dirigeant du F.N.L. est implicitement remis en cause. Cette situation traduit l'erreur commise au cours du 2^e Congrès dans le choix inconsideré des composantes humaines [sic]

(1) **Perspective Mondiale**, vol. 1, n° 5 du 25 juin 1966.

(2) Brochure du F.N.L. « Réorganisation de l'U.G.T.A. Projet Analytique du développement du syndicalisme en Algérie ». Soumis à la discussion des travailleurs et des militants (1968).

de la Commission Exécutive et du Secrétariat National. » (Page 37.)

Quelles sont les raisons plus profondes de cette hostilité? A ce sujet aussi, le document est extrêmement explicite : ce qui est surtout reproché à la direction est son attitude « centriste », c'est-à-dire ambiguë, refusant le soutien total et inconditionnel au régime du colonel Boumediène. « La résolution adoptée au lendemain de l'événement du 19 juin [1965] est à cet effet, très significative. Depuis, sa position à l'égard du régime est à l'image de celle d'un pendule. » (Page 39.) Au lendemain du 19 juin [le coup d'Etat de Boumediène] le syndicat ne s'était en effet pas borné à exprimer son soutien au nouveau chef de l'Etat, mais il avait également mis en garde contre tout démantèlement éventuel des acquis de l'autogestion agricole et industrielle.

« Les dirigeants syndicalistes — ajoute le document — n'ont fait aucune preuve de souci économique en se penchant sur la question du capital privé national afin de l'amener à apporter son concours à la phase de création d'emplois pour les couches inemployées. Au contraire, par des déclarations inopportunes et intempestives, ils encouragèrent ce capital à se diluer dans la consommation effrénée [sic], l'évasion vers l'étranger. » (Page 52.)

Autrement dit, le syndicat a effrayé le capital « national » par ses revendications. De plus, il ne s'est pas intégré dans une autogestion progressivement vidée de son contenu. Car, ainsi que le dit le document : « Il est dans cette réalité de l'autogestion algérienne que les syndicats doivent s'intégrer par une pensée [sic] syndicale algérienne, c'est-à-dire débarrassée de toutes séquelles du schéma classique de la lutte de classes inadaptée à un secteur où n'existe que la classe des producteurs dont le fruit du travail est destiné au peuple tout entier. » (Page 56.)

Enfin, le document ne reproche pas seulement au syndicat son attitude vis-à-vis du régime, du capitalisme national, du secteur autogéré, mais aussi vis-à-vis du capitalisme d'Etat :

« La création des sociétés nationales a débuté à partir de 1963. Dans un pays nouvellement indépendant, l'existence d'un secteur d'économie d'Etat permet de se dégager progressivement de la tutelle économique des monopoles impérialistes. Les sociétés nationales, constituées dans cette optique, deviennent l'instrument de la politique d'industrialisation, et la base du développement d'une économie nationale indépendante, organisée dans le cadre d'une planification économique nécessaire par l'Etat. » (Page 60.)

« C'est dans ce but que certaines unités dont la nature d'activité répond à des besoins économiques nationaux même si

elles ne sont point rentables du point de vue de la logique capitaliste, ont été transformées ou intégrées à des sociétés nationales [et soustraites à l'autogestion, N.D.L.R.]. L'U.G.T.A., dont la présence était manifestement peu importante dans le secteur industriel autogéré doit maintenant définir une doctrine syndicale en direction de ces nouvelles sociétés qui représentent l'économie étatique. » (Page 59.)

« Car, il est pour le moins incompréhensible que dans certains milieux de l'U.G.T.A., les sociétés nationales sont plutôt très mal vues. Cette attitude pour le moins singulière, s'est manifestée depuis peu de temps, en fait au milieu de l'année 1967. » (Page 61.)

Quelle est la conception du syndicat qui est celle du régime? Elle tient en quelques mots : c'est le syndicat — courroie de transmission : « La Commission Exécutive Nationale n'est pas une annexe d'un quelconque lieu public. Ses membres se réclament tous de la qualité de militants F.L.N.. Cela impose une probité morale et intellectuelle. » (Page 39.) « Ils sont, avant tout, des militants détachés sur le front de la lutte syndicale et à ce titre, tenus à l'observation des règles de discipline du Parti et des syndicats. » (Page 40.) « Les syndicats ont pour devoir d'engager une large campagne d'explication auprès des travailleurs pour combattre le virus du dénigrement qui se propage à travers des critiques stériles et destructives. » (Page 47.) En d'autres termes, et le président Boumediène l'a confirmé dans son discours d'ouverture au Congrès, la tâche du syndicat est de soutenir sans réserves le gouvernement.

Une telle transformation du syndicat ne pouvait, bien sûr, être assurée par la direction sortante : « Le cadre humain et les structures organiques sont inadaptées pour assurer l'œuvre de redressement de l'U.G.T.A... Pour préparer le 3^e Congrès National de l'U.G.T.A. dans des conditions valables [sic], il faut changer le cadre des structures organiques et de leurs composantes humaines... Pour cela, il faut des hommes politiques engagés derrière le Parti en tant que force organisatrice et dirigeante des organisations de masse et de toute la société algérienne (page 106). Le Parti a les moyens et les capacités d'atteindre ce premier objectif en mobilisant ses énergies pour aider l'U.G.T.A. à tenir son congrès... Cette perspective sera atteinte avec les hommes politiquement convaincus de la nécessité de maintenir le lien direct qui unit le Parti et les syndicats. » (Page 107.)

Le même document intérieur préparé par l'appareil de Kaïd Ahmed à l'intention des syndicats mettait également en place le dispositif préparatoire du 3^e Congrès, qui depuis a eu lieu : « Ces

hommes seront investis de la confiance du F.L.N..., de la mission de réunir les conditions du 3^e Congrès de l'U.G.T.A. au cours d'une conférence nationale des représentants des travailleurs. » (Page 108.) Cette conférence a eu lieu en octobre 1968 à Alger, selon le plan prévu ici. « La conférence, après avoir constaté l'incapacité de la Commission Exécutive Nationale de réunir les conditions valables pour la tenue d'un congrès normal, prendra acte de l'expiration du mandat de cet organisme. Sur la base de ces constatations, la conférence prendra en considération les propositions du Parti. » (Page 109.)

On peut comparer cette « préparation » du 3^e Congrès à l'intervention brutale de l'appareil de Khider, à l'époque secrétaire général du F.L.N., dans la préparation du 1^{er} Congrès de l'U.G.T.A. en janvier 1963 : ce n'est pas nous qui faisons cette comparaison, c'est le document lui-même : « Le 1^{er} Congrès national tenu en janvier 1963, a permis... de clarifier la position des syndicats à l'égard du Parti au pouvoir... Des esprits malveillants ont tenté de faire accréditer l'idée que le pouvoir a domestiqué les syndicats, alors qu'il ne s'agissait en fait que d'une confusion généralisée et d'interventions contradictoires... Le Parti qui se devait d'intervenir, pour éviter une déviation du syndicalisme, lourde de conséquences, n'avait d'autre démocratie à respecter (dans) les conditions de l'époque, que celle qui est fon-

dée sur la légitimité révolutionnaire et l'intérêt supérieur de la Nation. » (Page 27.)

Méthodes de gangster, semblables à celles de Mohamed Khider, dissolution des poches de résistance qu'étaient certaines unions locales, telles celles d'Alger ou de Skikda, telles furent les méthodes utilisées ; le document les « théorise » de la façon suivante : « Dans le système d'économie capitaliste, le mouvement syndical révolutionnaire se doit d'accorder la plus grande place aux unions locales (page 74). Les unions locales ont rempli avec honneur leur mission... Dans la mesure où elles sont encore retenues, c'est une mission de coordination et d'animation intersyndicale qu'elles pourraient assumer. Elles doivent maintenant s'affirmer en tant que véritables courroies de transmission entre le sommet et la base. » (Page 75.)

La résolution du 3^e Congrès reproduit toutes ces directives. Elle exclut toute contradiction entre syndicats et organes d'Etat, en soumettant l'U.G.T.A. au contrôle du F.L.N.

Le nouveau secrétaire général de l'U.G.T.A. est Abdelkader Benikous, un membre de la Fédération de l'Education et de la Culture. Il prend la place de Mouloud Oumeziane, l'ancien secrétaire. Celui-ci reste toutefois membre de la Commission Exécutive. Comme représentant de l'opposition ou comme otage ? L'avenir le montrera.

F. C.

Le mécontentement des ouvriers yougoslaves

Le mouvement révolutionnaire international a accordé à juste titre une grande importance à la révolte des étudiants de Belgrade de juin 1968 (1). Cette révolte était une nette expression de la crise sociale et politique qui a secoué la République Populaire Fédérale de Yougoslavie depuis l'application de la « réforme économique ».

A ce propos, les dirigeants et idéologues officiels de la Ligue des Communistes de Yougoslavie (L.C.Y.) se sont trouvés dans l'embarras. Quand des troubles sociaux et politiques éclatent dans d'autres pays à base économique socialisée — telles l'Allemagne orientale en 1953 ; la Pologne et la Hongrie en 1956, et récemment la Tchécoslovaquie — les représentants de la L.C.Y. expliquent ces crises par les effets du système bureaucratique et centralisé de direction de l'économie et de l'Etat. Le système yougoslave d'autogestion aurait pour but d'éliminer les racines profondes de ces crises.

Mais voici que la Yougoslavie est secouée par une crise fort analogue à celle qu'ont connue d'autres « démocraties populaires » au cours des quinze dernières années : explosions de révolte estudiantine, vagues de grèves, de courte durée il est vrai, mais néanmoins fort significatives ; mécontentement ouvrier généralisé.

Donc les racines du mal — le pouvoir de la bureaucratie — n'ont pas été supprimées par le système d'autogestion des entreprises, donc la bureaucratie est toujours au pouvoir en Yougoslavie, et l'« économie socialiste de marché » s'est avérée une machine à reproduire la bureaucratie, l'inégalité sociale croissante et le malaise des travailleurs sur une grande échelle.

C'est une thèse que nous défendons depuis de nombreuses années : l'hypercentralisation despotique, de type stalinien, et la décentralisation excessive avec un large jeu « spontané » des « lois du marché » de type yougoslave, ne sont nullement les seuls termes d'une alternative devant laquelle

se trouveraient placés les pays où l'ordre capitaliste a été renversé. Ils ne sont que deux expressions parallèles du même mal : *l'absence d'exercice du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes, au niveau national*, tant dans le domaine économique que dans celui de l'Etat. Il y a une troisième solution possible aux Etats ouvriers, qui n'est ni celle du « modèle stalinien » ni celle du « modèle yougoslave » : celle du pouvoir entre les mains d'un Congrès des conseils ouvriers démocratiquement élus et ayant la possibilité de coordonner l'activité de toutes les entreprises — avant tout en matière d'investissements, de prix, de commerce extérieur — selon un plan démocratiquement déterminé. La liberté des groupements politiques au sein de ce Congrès est une condition indispensable à une véritable démocratie ouvrière, étant donné le monopole du pouvoir entre les mains de la L.C.Y. qui subsiste plus que jamais.

Il est vrai que le modèle yougoslave de gestion économique accorde plus de liberté à la classe ouvrière que le modèle stalinien, que la répression y est moins grave, que les embryons de démocratie socialiste y sont plus développés (sans qu'on leur permette jamais de couper le cordon ombilical qui les relie au monopole de pouvoir de la L.C.Y.). La différenciation politique y est également plus facile que dans la plupart des « démocraties populaires » — bien que la Yougoslavie n'ait jamais encore connu un processus de politisation et de mobilisation des travailleurs comparable à celui qui se manifeste pendant six mois en Tchécoslovaquie.

Cependant, la répression n'est pas absente en Yougoslavie, et elle est d'autant plus scandaleuse qu'elle est couverte par une épaisse production d'articles et de livres vantant le caractère « humanitaire » et « démocratique » du « socialisme yougoslave ». Que, dans ces conditions, le seul « crime » d'avoir apporté l'appui aux étu-

dians de Belgrade (quelques jours avant que Tito ait été amené à en faire autant) coûte à des dizaines de communistes honnêtes, et à plusieurs héros de la guerre des partisans, l'exclusion de la L.C.Y., voire des sanctions plus graves ; que des étudiants continuent à être poursuivis pour leurs ripostes à la brutalité de la police, qu'une véritable épuration ait faussé le climat à la veille du Congrès de la L.C.Y. et empêché un véritable débat sur les causes les plus profondes des troubles de l'été dernier, voilà qui réduit singulièrement les dimensions de cette « démocratie » qui en est encore au stade balbutiant et paternaliste régi par le principe : n'est permis que ce qui est admis par les autorités...

A côté des informations qui ont été publiées sur la révolte des étudiants de Belgrade, il y a eu un silence presque complet sur le congrès syndical qui s'est réuni du 26 au 29 juin 1968. Or, ce VI^e Congrès de la Confédération des Syndicats de Yougoslavie (C.S.Y.) a été l'arène d'une explosion de mécontentement ouvrier dépassant en ampleur et en importance sociale l'explosion de colère des étudiants.

Pendant quatre jours, des orateurs de diverses branches industrielles et régions de Yougoslavie se sont succédé à la tribune, et ont critiqué en termes souvent brutaux les conséquences de la « réforme économique ». L'ouvrier Milos Kicovic, parlant au nom des métallurgistes de Belgrade, de Skopje, de Liubliana et de Zagreb s'est exclamé : « Nous en avons assez du socialisme sur le papier ! », et a appelé les syndicats à défendre les justes revendications matérielles des ouvriers. A la veille du Congrès, *Borba* publia une lettre d'un métallurgiste contenant des critiques extrêmement dures à l'égard de la politique gouvernementale. « Nous devons constater, écrit-il, que maintenant, alors que l'auto-gestion ouvrière est assez développée chez nous, un appauvrissement de la classe ouvrière s'est produit ; il s'agit de ceux qui produisent. Et alors que ceux-ci doivent lutter pour leurs droits élémentaires, d'autres s'enrichissent. Ceux qui possèdent des maisons, des villas et des autos peuvent prendre des vacances, aller à la mer ou faire des excursions. Voilà pourquoi il ne faut pas s'étonner que le syndicat soit en train de mourir lentement... Je condamne le syndicat parce qu'il a permis que le revenu d'un métallosuffise à peine pour survivre. Nos ouvriers se rendent à l'étranger ou sont chômeurs dans notre pays. Ce sont

nos organes supérieurs qui sont coupables. Nous leur avons donné des revenus élevés et des villas. Nous nous chamaillons mutuellement à l'usine, mais notre argent va ailleurs. Le syndicat devrait défendre les intérêts des travailleurs et non ceux du gouvernement. » (*Borba*, 1^{er} juin 1968).

Si puissant était le mécontentement exprimé au congrès de la C.S.Y. que Tito répéta la manœuvre qu'il avait déjà esquissée lors de la révolte des étudiants. Il prit la parole au Congrès et prononça un violent réquisitoire contre les conséquences négatives de la « réforme économique ». Ce réquisitoire confirme en tous points l'analyse publiée ici même de la crise sociale qui monte en Yougoslavie depuis plusieurs années (2). Il place surtout en position pénible les apologistes étrangers du régime yougoslave qui, plus titistes que Tito, ont nié jusqu'à la dernière minute l'existence de cette grave crise sociale. Voici quelques extraits significatifs du discours de Tito :

« Divers phénomènes négatifs se sont accumulés au point de provoquer la révolte de nos citoyens. Je sais que cette révolte d'en bas se manifestait depuis des années, mais cette fois-ci on a assisté presqu'à une explosion du côté de notre jeune génération qui doit, naturellement, penser aussi à son avenir, à ce qu'elle va hériter, et à la façon dont elle devra agir ».

« La politique d'importation avait aussi ses faiblesses. Nous avons, par exemple, augmenté l'importation des produits que nous ne devrions pas importer. Quel n'a été, par exemple, le dommage causé par notre décision d'autoriser les importations de viande, d'acier et d'autres produits à des prix de dumping, au moment où nos producteurs s'étaient complètement orientés vers la production de viande, de fer, d'acier et de nombreux autres produits, etc. Tout cela a contribué à la stagnation de la production. Des travailleurs ont été licenciés. Le pouvoir d'achat des producteurs a baissé. Or, dès que diminue le pouvoir d'achat de nos travailleurs, de nos citoyens, la production est en stagnation, ou bien les stocks ne pouvant être écoulés augmentent. Les produits s'accumulent, ce qui a souvent été le cas. En un mot, tout ceci a causé d'immenses dommages à notre économie. C'est là un des principaux motifs de la stagnation de notre production. »

« Le chômage a augmenté. Mais nous n'avons pas pris de mesures efficaces pour le réduire. Nous nous sommes accommodés du fait que nos citoyens se rendent dans

divers pays étrangers en quête d'un emploi. Nous nous sommes résignés à entendre les gens critiquer, nous disions : eh bien, qu'ils critiquent... Nous n'étions pas prêts à nous adapter, à réagir et à résoudre rapidement les questions qui pouvaient être réglées. Nous nous étions orientés vers la modernisation et la reconstruction de notre économie, et nous savions que la conséquence en serait un surplus de main-d'œuvre, car la modernisation exige des machines modernes et moins de travailleurs. Nous savions tout cela, mais - c'est une critique que je m'adresse à moi-même et à tous ceux qui en ont la responsabilité - nous ne nous sommes pas posé la question de savoir ce qu'il adviendrait de nos travailleurs quittant les entreprises. Nous ne nous sommes pas préoccupés d'eux. »

« Si quelqu'un possède trois maisons, s'il construit une villa ou une « petite maison de campagne » - et que celle-ci comporte dix, vingt, quarante, soixante lits qui sont loués à des étrangers - eh bien, une telle maison doit être confisquée si elle a été acquise par des procédés malhonnêtes. Mais si elle lui appartient, il faut augmenter les impôts pour l'empêcher de s'enrichir. C'est une manifestation d'accumulation privée de capitaux. Aussi les critiques des jeunes, selon lesquelles nous permettons à des éléments capitalistes de se manifester dans notre société socialiste, ne sont-elles pas sans fondements. Mais nous ne le permettrons plus à l'avenir. Toutes ces choses doivent être soumises à une révision. Mais ce doit être une révision radicale, équitable pour toute la société. »

« Je mentionnerais par exemple l'achat et l'utilisation de camions. Il y a même des médecins qui ont deux ou trois camions et des chauffeurs. Dans ces cas, les camions sont des moyens de production, c'est-à-dire d'enrichissement... » (Borba, 28, juin 1968).

Cette auto-critique de Tito est d'autant plus habile qu'il reconnaît que ce sont les étudiants qui l'ont tiré de sa torpeur. Mais la question se pose : comment assurera-t-on un véritable tournant ? Démagogue à souhait, Tito a mis en cause « ceux qui prennent les décisions », c'est-à-dire la bureaucratie dirigeant la L.C.Y. et l'économie. Mais cette bureaucratie est restée en place après le Congrès des syndicats, comme elle l'était avant le Congrès. Comment l'empêcher de saboter les décisions de ce

Congrès ? Sur ce sujet délicat, un lourd silence s'appesantit.

Dans les pays de « démocratie populaire », on a présenté les choses comme si l'explosion de mécontentement étudiant et ouvrier signalait la faillite du système d'autogestion ouvrière. Il n'en n'est évidemment rien. La différence, à ce propos, entre la Yougoslavie et les autres pays d'Europe orientale, réside non dans le fait qu'ailleurs les travailleurs seraient satisfaits et qu'en Yougoslavie ils ne le sont pas, mais dans la possibilité — encore trop limitée — des travailleurs yougoslaves d'exprimer leur mécontentement, possibilité qui s'oppose à l'oppression politique que les travailleurs subissent ailleurs et qui les empêche d'exprimer librement leurs revendications.

Ce qui a fait faillite en Yougoslavie, ce n'est pas l'embryon d'autogestion ouvrière qui existe dans ce pays, mais sa combinaison hybride avec deux facteurs qui lui sont profondément antagonistes : le recours excessif aux mécanismes de l'économie de marché d'une part ; le monopole de pouvoir politique entre les mains de la L.C.Y. (ou plus exactement la bureaucratie privilégiée qui domine la L.C.Y.) d'autre part.

Pour résoudre la crise dans le sens du socialisme, il faut éliminer ces éléments hybrides. Il faut généraliser l'autogestion ouvrière, en donnant tout le pouvoir économique à un Congrès des conseils ouvriers siégeant en permanence, qui appliquera une planification démocratique-centraliste de l'économie. Il faut établir la démocratie ouvrière sur le plan politique, établir le droit de tendance au sein de la L.C.Y., y adopter des statuts similaires à ceux qui avaient été proposés pour le XIV^e Congrès du P.C. de Tchécoslovaquie, et autoriser tout groupement ouvrier qui respecte la constitution socialiste de la Yougoslavie, de jouir de droits démocratiques élémentaires, d'avoir accès aux moyens d'information, d'avoir le droit de réunion et de manifestation.

Les dirigeants de la L.C.Y. continuent à présenter les choses comme si tous ceux qui critiquent les conséquences sociales et économiques néfastes de la « réforme » sont des « staliniens » ou des « maoïstes », des adversaires du système d'autogestion ouvrière. Il s'agit évidemment d'une calomnie démagogique. Ceux qui ont critiqué et qui critiquent les conséquences néfastes d'une excessive « décentralisation », avaient, des années auparavant, attiré l'attention sur les inévitables résultats de cette politique :

inégalité sociale croissante ; chômage ; accumulation privée de capitaux, baisse du taux de croissance de l'économie. A l'époque on les avait déjà accusés de « dogmatisme ». Aujourd'hui, Tito lui-même admet de facto que leurs avertissements se sont avérés exacts. Il faut rejeter résolument le dogme selon lequel l'autogestion ouvrière est inconcevable sans élargissement constant de « l'économie de marché socialiste ». Il faut en revenir aux véritables conceptions marxistes, baser l'autogestion sur la planification démocratiquement centralisée par les conseils ouvriers eux-mêmes, et s'appuyer sur la lutte pour la baisse des prix de revient, plutôt que sur la lutte pour l'augmentation des chiffres de vente. L'intéressement matériel des travailleurs sera ainsi assuré, tandis que toutes les conséquences néfastes de « l'économie socialiste de marché » pourront être largement réduites.

Les événements de Yougoslavie ont en même temps démontré combien se trompent tous ceux qui affirment qu'un processus « graduel » de restauration du capitalisme s'est produit dans les pays où le capitalisme a été renversé. Aucun rétablissement du capitalisme n'est possible sans lutte de classe exacerbée, non seulement dans le domaine idéologique et politique, mais avant tout dans le domaine économique et social. Cette exacerbation est inconcevable sans une mobilisation et une intervention de la classe ouvrière, qui défend ses propres intérêts. La restauration du capitalisme présuppose que cette classe ouvrière soit préalablement battue dans une

telle lutte sociale violente. Elle ne l'a été nulle part. L'élévation du niveau de participation de la classe ouvrière à la vie politique, son niveau de conscience et sa combativité, restent les meilleurs remparts contre la restauration du capitalisme. C'est pourquoi, aussi paradoxal que cela puisse paraître à première vue, c'est l'intervention militaire en Tchécoslovaquie qui a augmenté le danger — qui reste évidemment minime pour le moment — d'une telle restauration au lieu de le réduire, en provoquant à terme la démobilisation de la classe ouvrière. La même remarque s'applique aux entraves opposées en Yougoslavie à la libre discussion et à l'activité politique des travailleurs.

Cette invasion et la menace qu'elle a fait peser sur l'indépendance de la Yougoslavie, ont donné un coup d'arrêt momentané à la lutte des travailleurs et des étudiants yougoslaves contre les conséquences néfastes de la « réforme » économique. Mais il est clair que la défense du pays sera d'autant mieux assurée que sa cohésion interne se sera accrue, et que les causes principales du mécontentement des travailleurs auront disparu. Dans ce sens, la lutte contre le cours erroné, en matière de politique économique, de la L.C.Y., est une lutte pour une meilleure défense de la Yougoslavie socialiste, contre tous ses ennemis.

(1) Voir **Quatrième Internationale**, n° 34 (novembre 1968).

(2) Voir **Quatrième Internationale**, n° 20 (novembre 1966).

Une campagne électorale antiélectoraliste

En 1958, après le coup d'Etat d'Alger, le nouveau rapport des forces en faveur du grand Capital était concrétisé dans la Constitution gaulliste. Manifestement pour le législateur de cette époque, l'extrême limite de la « gauche » était représentée par le P.C.F. Du point de vue constitutionnel donc, rien n'était prévu contre l'expression des groupes révolutionnaires aux élections. Gageons que cet oubli sera réparé. Il y avait alors un défaut dans la cuirasse gaulliste qui donna aux trotskystes français une possibilité « d'expression démocratique » peut-être unique dans le monde.

Le référendum avait essentiellement été une manœuvre interne à la bourgeoisie, que nous avions dénoncée en prônant le boycott. Il avait permis la chute du Bonaparte en douceur. La politique réformiste du P.C.F. semblait justifiée : ce que les violences de Mai 68 n'avaient pas obtenu, de bonnes élections permettaient de le gagner. Pour les marxistes révolutionnaires, il importait avant tout de démystifier cette croyance renouvelée en la vertu du bulletin de vote.

La campagne de la Ligue Communiste a donc été surtout une campagne antiélectoraliste. Mais, au lieu de la limiter à quelques cercles restreints comme se sont contentés de le faire d'autres groupes, nous avons décidé d'utiliser les moyens les plus larges possible : les moyens électoraux. Mais si nous avons été le seul groupe révolutionnaire (que le P.S.U. nous pardonne !) à pouvoir présenter, malgré les obstacles, notre candidature, c'est essentiellement pour deux raisons :

D'une part, pour des raisons politiques : une partie des maoïstes, obnubilés par la « fascisation » du régime ne concevait même pas qu'on pouvait mener une propagande légale sur une telle échelle. Quant aux camarades de **Lutte Ouvrière** qui ont soutenu avec ardeur notre candidat, ils préfèrent se limiter davantage au niveau d'un travail de type syndicaliste révolutionnaire dans les entreprises. L'A.J.S. pour sa part, mérite une mention spéciale : elle a passé son temps à exorter soit Duclos, soit Defferre, au choix, à se retirer afin qu'il n'y ait « qu'un seul candidat ouvrier » (sic). Au vocabulaire près, sa propagande ressemblait à s'y méprendre à celle du P.C.F. (1).

D'autre part, la Ligue disposait de « l'accumulation primitive » nécessaire pour mener à bien cette campagne, ne serait-ce que sur le plan matériel, une organisation structurée. Après Mai 68, nous avons mené une bataille idéologique très dure — souvent à contre courant — pour réhabiliter, face aux spontanistes, la conception léniniste de l'organisation. Cette bataille avait été dans une grande mesure gagnée. Voilà pourquoi le camarade Alain Krivine a pu être présenté comme candidat au nom de la Ligue communiste (section française de la IV^e Internationale), alors que ceux qui se réclamaient du mouvement de Mai, en général — c'est-à-dire aussi avec toute sa confusion — en furent incapables. (La simple collecte des cent signatures de notables nécessaires a demandé l'envoi dans toute la France de plus de trois cents « brigades » de militants en 48 heures).

Donnons rapidement quelques chiffres pour illustrer l'ampleur de cette campagne :

Par le gouvernement furent imprimés près d'un demi-million d'affiches électorales (collées par les municipalités), 30 millions de professions de foi envoyées par les préfetures dans tous les foyers, y compris dans les territoires et départements d'outre-mer.

Cent minutes de radio et cent minutes de télévision nous ont été attribuées comme à Pompidou (2) (liberté-égalité-fraternité). Au tarif publicitaire, l'affaire se serait paraît-il revenue (lettre au « Monde ») à 900 millions d'anciens francs.

A tout ceci, bien entendu, — et c'est d'une importance comparable — il faut ajouter les émissions sur les postes dits périphériques, les télévisions étrangères, et surtout toute la presse.

Voilà pourquoi, lorsqu'on utilise, en 1969 « tous les moyens que la bourgeoisie nous

(1) A.J.S. « Alliance des Jeunes pour le Socialisme » dirigée par les lambertistes.

A cette occasion, une perle qu'il ne faudrait pas perdre : l'organe des amis britanniques de l'A.J.S. a écrit : « Le vote pour Duclos est en ce sens un prolongement de Mai-Juin 1968, à un degré beaucoup plus grand que l'apparition de Krivine qui a reçu 1,06 % des votes. » (Newsletter, No 662, 14 juin).

(2) Evidemment, pour Pompidou, il s'agit de 100 minutes en plus du temps quotidien de propagande gouvernementale directe et indirecte que constituent les émissions « normales » de télé et de radio.

laisse » les idées trotskystes ont été diffusées dans le moindre petit village.

Mais la « publicité » n'avait d'intérêt qu'appuyée sur un travail militant en profondeur.

En ce qui concerne notre activité, quelques chiffres encore : nous avons tiré plus d'un million de tracts nationaux et locaux ; plusieurs centaines de milliers d'affiches. Notre souscription nationale nous a jusqu'à présent rapporté plus de douze millions d'anciens francs (essentiellement par sommes inférieures à 5 000 anciens francs). Le journal **Rouge** devenu hebdomadaire a tiré pendant la campagne entre 40.000 et 50.000 exemplaires, sans parler des feuilles de villes ou d'entreprises.

Nous avons tenu 80 meetings principaux avec orateurs du B.P. ou du C.C. de la Ligue, chaque ville assurant par ailleurs une série de réunions locales dans sa région. A Paris, il y a eu trois meetings principaux, deux à la Mutualité de 5 000 et 3 000 personnes, dont le dernier avec les camarades de **Lutte Ouvrière**, et celui dans un Palais des Sports archi-comble et enthousiaste (12 000 personnes dont 10 000 à l'intérieur). Pour ce meeting qui devait être l'apogée de notre campagne, nous avons choisi comme thème central l'internationalisme prolétarien.

Notons qu'à cette occasion, le Ministre de l'Intérieur Marcellin, a fourni une bonne illustration pratique de ce que nous dénoncions : il a fait expulser le camarade Tariq Ali avant le meeting et retenir le camarade Livio Maitan après celui-ci.

Plus important peut-être est le fait que nous ayons réuni 5 000 personnes à Toulouse, 1 500 à Montpellier et à Rouen, un millier à Lille et à Lyon, 500 à Alès (ville sans étudiants) et plusieurs centaines à Grenoble (où nous n'avions aucune cellule), Caen, le Havre, Aix, Marseille, Bordeaux, Nice... Dans plusieurs villes et localités, l'assistance à nos meetings fut plus grande qu'à ceux du P.C. ou du P.S.U. Les travailleurs y furent nombreux et pas seulement des jeunes, parmi eux un certain nombre de cadres syndicaux. Le camarade Alain Krivine a parlé à la sortie des usines de Renault (Billancourt et Cléon), et de Sud-aviation devant plusieurs centaines de travailleurs. Dans tous les cas, malgré l'obstruction des stalinien, le résultat était positif, particulièrement à Cléon où nous avons déjà une cellule. Les stalinien qui n'avaient pas craint de faire parler Mitterrand à Renault à une époque où il n'était plus ministre de l'Intérieur mais candidat de « la gauche » et qui craignaient comme le diable d'y voir parler un trotskyste, doivent désormais renoncer à considérer les usines comme leur chasse gardée.

Mentionnons enfin le succès des deux

meetings « électoraux » tenus à Londres avec le camarade Tariq Ali (400 personnes) et à Bruxelles avec les camarades E. Mandel et Verkaemen (2 000 personnes).

A l'occasion de cette campagne, se sont créés des « Comités Rouge » de soutien à la candidature révolutionnaire, quelquefois spontanément. Certains peuvent donner naissance à des cellules de la Ligue.

Des centaines de contacts ont été pris : à Paris, il y a près de 400 demandes d'adhésion. En particulier nous avons pu créer des cellules dans une série de villes nouvelles.

La Ligue communiste n'a fait aucune concession électoraliste ni en ce qui concerne la forme de la campagne (nous avons lutté au maximum contre le style de personnalisation voulu par cette campagne) ni dans le fond : alors que tous les candidats (y compris M. Rocard) ont brodé sur le thème « si j'étais élu... » (3), la Ligue s'est refusée à décrire un programme de gouvernement, pour développer une méthode de lutte. Au bulletin de vote, elle a opposé l'action directe des travailleurs et des étudiants. Sans cesse elle a développé l'exemple de Mai pour montrer concrètement comment la question du pouvoir se posait, comment elle avait été résolue et pourquoi. Elle a expliqué que la violence ne venait pas de n'importe où, qu'elle était portée par le capitalisme, par l'exploitation de l'homme par l'homme, et que la seule lutte réelle contre la violence était d'opposer à celle de la bourgeoisie celle du prolétariat organisé. Elle s'est servie des exemples grec, indonésien et surtout français (mai 68). Tandis que Poher proposait « une solution équitable au Moyen-Orient », alors que Duclos se prononçait pour « un règlement politique d'ensemble » (sic), elle a soutenu la juste lutte des combattants palestiniens (4) et, de façon plus générale, a insisté sur l'actualité de l'internationalisme prolétarien. Face à un Duclos horriblement gêné et qui continuait à affirmer l'étonnement et la réprobation du Parti Communiste à l'égard de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, elle a dénoncé la bureaucratie stalinienne et affirmé sa solidarité avec les forces antibureaucratiques et révolutionnaires de ces pays. Enfin, elle a

(SUITE PAGE 51)

(3) La dernière déclaration-type des candidats était un sandwich entre « Français, Françaises » et « vive la France ». La nôtre a débuté par « Travailleurs, étudiants, camarades » et s'est achevée sur « à bas le crétinisme parlementaire, vive la révolution socialiste, vive l'internationalisme prolétarien ! »

(4) Signalons qu'à ce propos nous avons reçu une série d'injures et de menaces, venant de milieux sionistes qui nous reprochaient de brader Israël et d'antisémitisme classiques voulant voir la France débarrassée de sa « Juiverie ».

La radicalisation de la jeunesse dans le monde et les tâches de la IV^e Internationale

La résolution du 9^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale que nous avons publiée dans le N^o 37 de cette revue (page 89) a ouvert la discussion sur le travail dans la jeunesse ouvrière et étudiante avec, pour contribution initiale, le document ci-après. Nous publierons d'autres contributions ultérieurement.

Une nouvelle génération de jeunes révolutionnaires est apparue sur la scène mondiale et y exerce une fonction politique toujours plus importante. Dans la dernière décennie, un mouvement, partant d'indications symptomatiques d'un esprit de rébellion contre un certain nombre d'institutions pourries, s'est développé en une puissante révolte de la jeunesse sur une échelle globale.

Le groupe social qui a été le plus affecté jusqu'à présent par ce processus de radicalisation est constitué par les étudiants qui, en raison de leur poids social grandissant et de leur sensibilité à la politique mondiale, ont pris une importance de plus en plus grande. Les jeunes étudiants ne reflètent pas de façon directe les intérêts de la classe à laquelle ils appartiennent ou appartiendront, mais reflètent en premier lieu les contradictions et les luttes de classe de la société dans son ensemble. La radicalisation des étudiants reflète et annonce les crises présentes du système capitaliste mondial — d'où ses caractéristiques de force et de faiblesse.

La puissante radicalisation des étudiants a montré sa capacité de servir de courroie de transmission accélérant le développement d'une conscience politique radicalisée parmi d'autres couches sociales de la même génération. Dans quelques pays, elle a déclenché une action de masse de la classe ouvrière dans son ensemble.

La combativité grandissante et l'élan révolutionnaire de cette nouvelle génération se sont manifestés, à plusieurs reprises, dans chacun des trois secteurs fondamentaux de la révolution mondiale. En Tchécoslovaquie, le mouvement des étudiants a joué un rôle central en commençant la lutte pour la démocratie socialiste pendant le printemps et l'été de 1968.

Au Pakistan, les étudiants ont déclenché une crise sociale d'ampleur révolutionnaire qui provoqua la chute du régime d'Ayub Khan. Au Mexique, dans l'été et l'automne de 1968, les manifestations de masse des étudiants pour des revendications démocratiques fondamentales ont amené une réponse favorable des masses de Mexico et précipité une crise politique du régime de Diaz Ordaz.

En France, en mai 1968, la révolte des étudiants servit de catalyseur à la plus grande grève générale de l'histoire et précipita une situation révolutionnaire. Les événements de mai-juin en France ont fourni une démonstration vivante du fait que même les centres principaux du monde capitaliste ne peuvent éviter les effets dynamiques de la radicalisation des étudiants. Ces leçons n'ont pas été perdues pour la classe capitaliste internationalement dominante.

Tandis que la bourgeoisie et ceux qui leur font écho dans des cercles ouvriers dénigrent la chose en la traitant de « conflit des générations », de « fossé des générations » et même de « parricide symbolique », les questions posées par la révolte de la jeunesse ne sont pas en premier lieu, des questions de générations. Elles reflètent clairement les principaux conflits de classe de notre époque. La signification essentielle de cette radicalisation sans précédent de la jeunesse est l'émergence de nouvelles forces prêtes, désireuses et capables d'entrer dans l'arène de la lutte de classe aux côtés des peuples coloniaux et de la classe ouvrière et de mener la lutte contre l'impérialisme mondial et ses complices qui, de façon mensongère, prétendent parler au nom de la classe ouvrière et de ses alliés.

Cette nouvelle vague de radicalisation débuta au cours des dernières années 1950, en réponse au soulèvement de la révolution coloniale, à la nouvelle montée des luttes des Afro-américains aux Etats-Unis, et en réaction à la révélation des crimes de Staline par Khrouchtchev et à la liquidation par Moscou du soulèvement hongrois de 1956. Elle fut entretenue ensuite par la révolution algérienne et reçut une impulsion décisive de la part de la victoire révolutionnaire à Cuba. Elle atteignit une phase supérieure quand l'impérialisme américain s'engagea dans l'escalade de la guerre au Vietnam, faisant du Vietnam le point focal de la lutte de classe internationale ; des millions de jeunes dans le monde entier prirent la défense de la révolution vietnamienne.

La radicalisation de la jeunesse est d'une importance cruciale pour la Quatrième Internationale et ses organisations sympathisantes. Elle lance un défi majeur à la totalité du mouvement trotskyste mondial : comment lui apporter une direction et gagner la fine fleur de la nouvelle génération à la bannière de la Quatrième Internationale. *Reconnaître et assumer cette tâche est le point central du travail et de l'orientation de l'Internationale dans la prochaine période.*

I

Les racines et les traits communs de la radicalisation dans le monde

Le caractère politique de la radicalisation de la nouvelle génération trouve sa racine dans la crise de l'impérialisme d'une part, et dans les crises corrélatives du stalinisme et de la social-démocratie — les tendances principales historiquement faillies du mouvement ouvrier — d'autre part. La nouvelle génération réalise sa prise de conscience politique pendant la période la plus intense de convulsion sociale de ce siècle. Elle a vu au Vietnam une guerre impérialiste moderne dans toute sa brutalité. En quelques brèves années, elle a été témoin de grands soulèvements révolutionnaires et de bains de sang contre-révolutionnaires. L'histoire courante est faite d'une succession de soulèvements, dont pas même les Etats-Unis sont exempts, comme en ont témoigné les soulèvements des ghettos et la révolte des campus.

Les contradictions économiques de l'impérialisme sont les sources sous-jacentes des explosions sociales de notre époque. Alors même qu'il s'est produit une expansion prodigieuse des capacités productives des pays capitalistes avancés dans les dernières deux décennies, le fossé entre les nations riches et les nations pauvres s'est constamment aggravé. Les succès des révolutions en Chine, à Cuba, et au Nord-Vietnam, parallèlement à la destruction du capitalisme en Europe orientale et en Corée du Nord, ont enlevé de vastes étendues à l'exploitation directe de l'impérialisme. L'instabilité politique et la menace de révolution dans un pays colonial après l'autre ont limité les investissements capitalistes dans ces secteurs. Au même moment, la concurrence entre les principales puissances industrielles pour s'assurer une plus grande place sur le marché mondial s'est régulièrement intensifiée.

Ces contradictions économiques s'entrelacent avec la nécessité pour l'impérialisme d'arrêter tout développement nouveau de la révolution mondiale. *Les efforts des impérialistes pour maintenir leur exploitation et leur oppression, pour écraser les mouvements révolutionnaires ont fourni le premier facteur de radicalisation de la jeunesse tant dans les pays capitalistes avancés que dans les pays coloniaux.*

Alors que l'exemple donné par la jeunesse révoltée contre le capitalisme a affecté la jeunesse des Etats ouvriers, la dissidence dans ces régions a été engendrée en premier lieu par les efforts de la caste bureaucratique pour maintenir ses privilèges et son règne totalitaire.

La crise continue du stalinisme dans le monde a été un facteur puissant pour la radicalisation de la jeunesse à la fois dans le bloc soviétique et dans les pays capitalistes. Le prestige et l'autorité du Kremlin ont considérablement diminué depuis 1956. Le conflit sino-soviétique, la révolution cubaine, la guerre du Vietnam, et finalement l'invasion de la Tchécoslovaquie ont tous contribué à la désintégration du monolithisme stalinien. Les implications contre-révolutionnaires de la doctrine de « co-existence pacifique » et des « voies parlementaires » au socialisme, les distorsions grotesques créées par l'absence de démocratie ouvrière et les abus commis par une caste bureaucratique privilégiée, sont devenus de plus en plus évidents à un nombre grandissant de jeunes radicalisés.

La social-démocratie est également disqualifiée aux yeux de la nouvelle génération radicalisée. Les sociaux-démocrates sont devenus à tel point les gardiens du système

capitaliste qu'ils n'exercent plus aucun attrait sur la jeunesse. Leurs organisations de jeunesse, à de rares exceptions près, sont, comme les organisations de jeunesse des partis communistes, des coquilles vides avec peu de membres actifs ou peu de sympathisants.

La nouvelle génération est venue à la politique sous l'impulsion de victoires successives. Les révolutions chinoise, algérienne, cubaine et vietnamienne, puis le mouvement montant de libération afro-américain, ont été des points de ralliement-clés, des sources d'inspiration et d'émulation. La nouvelle génération a assisté à des défaites, dont certaines amères et tragiques, comme en Indonésie. Mais elle n'a pas subi l'expérience paralysante de catastrophes terribles et prolongées telles que la montée du stalinisme et du fascisme avant la seconde guerre mondiale puis la trahison des directions communistes en Europe occidentale après cette guerre. La grande majorité de cette génération était trop jeune pour avoir même une expérience directe des premières années de la guerre froide. Beaucoup se souviennent de la victoire de la révolution cubaine comme leur initiation à la vie politique.

La jeunesse dissidente dans les Etats ouvriers a grandi pendant l'érosion de la puissance et de l'influence du stalinisme et est obligée d'affronter tous les problèmes soulevés dans la lutte anti-bureaucratique.

Alors que l'engrenage des crises de l'impérialisme et le dépassement historique des directions de la classe ouvrière ont fourni les bases politiques du développement de la radicalisation étudiante, ils ne suffisent pas à expliquer le poids social des mouvements étudiants actuels. Dans le passé, les étudiants se sont souvent engagés dans des actions sans causer beaucoup de problèmes aux dirigeants capitalistes ou aux régimes bureaucratiques du bloc soviétique.

L'accroissement du poids social et l'impact politique du mouvement étudiant proviennent des changements qui ont eu lieu dans le domaine de l'éducation à la suite des progrès scientifiques, technologiques et industriels provoqués par la « troisième révolution industrielle ». Ces développements nécessitent un personnel plus éduqué et plus techniquement qualifié qui soit capable d'inventer, de développer, et d'utiliser les moyens de production et de destruction les plus complexes, les plus modernes.

Ces conditions économiques requièrent un plus grand nombre d'individus mieux formés non seulement parmi les administrateurs et les super-intendants du processus de production mais aussi dans la force de travail, à tous les échelons de l'industrie et du commerce. Un degré d'éducation et de culture plus élevé découle d'un plus haut degré de productivité et d'une plus grande « utilisation du capital ». L'élévation constante des normes de qualification dans tous les domaines a considérablement transformé le caractère et la structure de l'enseignement supérieur, particulièrement dans les pays les plus avancés au cours des vingt dernières années.

Elle a aussi eu pour résultat une prolétarianisation croissante des travailleurs à col blanc au fur et à mesure que le travail intellectuel est introduit dans le processus de production sur une échelle de plus en plus grande et que le poids relatif du travail manuel non qualifié se trouve réduit dans le processus de production.

A l'échelle mondiale, et dans la plupart des pays, les facilités d'entrée dans l'enseignement supérieur et les dimensions du corps étudiant subissent une expansion explosive. Selon les derniers chiffres de l'UNESCO, entre 1950 et 1963-64, le nombre des étudiants dans les collèges et les universités du monde entier a plus que doublé. En France, il a été multiplié par 3,3 ; en Allemagne occidentale par 2,8 ; aux Etats-Unis par 2,2 ; en Italie par 1,3 ; en Chine par 6 ; en Tchécoslovaquie par 3,2 ; en U.R.S.S. par 3 ; en Allemagne orientale par 2,8 ; en Turquie par 3,7 ; en Colombie par 3,5 ; en Inde par 2,2. Le chiffre des lycées s'est accru encore plus durant les quinze dernières années.

Cette poussée tumultueuse a créé plus de problèmes qu'elle n'en a résolus. D'une part le système d'éducation n'a pas été refaçonné assez rapidement ou assez complètement pour satisfaire les besoins de la classe dirigeante dans les pays capitalistes et ceux des experts chargés de veiller sur ses intérêts. D'autre part, les tâches imposées à l'université en transition vers ses nouvelles fonctions, ont provoqué une grande insatisfaction au sein des étudiants et dans certaines parties des facultés. Le sentiment d'aliénation que les étudiants ressentent par suite de la forme capitaliste de l'université, de la structure et de la fonction bourgeoise de l'éducation supérieure, et de son administration autoritaire, est devenu de plus en plus répandu. Cette insatisfaction a entraîné des heurts et des affrontements aigus avec, à la fois, les administrateurs académiques et les autorités situées au-dessus d'eux. L'université a été conséquemment plongée dans un état de crise sévère et permanente qui ne peut pas être maîtrisée en dehors d'une transformation révolutionnaire de l'ordre social.

Etant donné le renouvellement rapide des « générations » des facultés, ces heurts touchent couche après couche les étudiants durant un temps relativement court. Ils trouvent que l'université n'est souvent pas assez équipée pour leur apporter les connais-

sances nécessaires pour trouver un emploi ou qu'elle insiste dans le but de les conformer aux besoins les plus grossiers du grand capital ou du régime bureaucratique. Dans aucun cas, l'université n'est destinée à communiquer les vérités les plus élémentaires sur la société actuelle. Complice des autorités établies, elle essaie de dissimuler ou de déformer ces vérités et même d'insister sur les falsifications. Les exigences pressantes des étudiants pour la liberté de recherche et d'action politique ainsi que de contrôle sur les universités auxquelles ils appartiennent, débouchent sur les confrontations désormais habituelles avec les fonctionnaires des universités et la classe dirigeante ou la caste bureaucratique qui se tient derrière eux.

Tandis que les questions spécifiques, intérieures ou extérieures aux campus, qui poussent ou rallient les étudiants à l'action, diffèrent considérablement d'un pays à l'autre, et même d'une université à l'autre, leurs mouvements sont remarquablement semblables dans leurs modèles. Les étudiants en rébellion se rangent contre les pouvoirs en place et les affrontent dans une lutte radicale.

Ainsi, l'occupation de l'université de Belgrade en juin 1968 a provoqué une crise politique nationale en Yougoslavie, comme le firent les manifestations des étudiants français un mois plus tôt. Les manifestations étudiantes en Allemagne occidentale, au Japon, au Pakistan, en Egypte, et en Californie ont eu de puissantes répercussions politiques.

Dans les deux dernières décennies, à mesure que leur nombre augmentait, les étudiants ont connu des transformations frappantes dans leur caractère et de différentes manières importantes.

(1) — Le temps passé comme étudiant s'est allongé dans des proportions appréciables. Des millions de jeunes adultes passent maintenant leurs années les plus productives et les plus actives dans le cadre de l'université. Beaucoup de gênes familiales ont été dépassées, et les étudiants ne sont pas encore dans l'obligation de trouver du travail pour gagner leur vie. Ils disposent de plus d'informations que la masse des citoyens et de plus de temps pour en discuter les implications.

(2) — Ils sont concentrés dans des institutions ou des aires d'enseignement dans une proportion qui n'est dépassée que par les complexes industriels les plus gigantesques. L'écrasante majorité de ces institutions d'éducation dans le monde est située dans les principaux centres industriels urbains où la classe ouvrière est concentrée et où se produisent les batailles décisives pour le pouvoir.

(3) — Alors que la composition du corps étudiant dans les pays capitalistes est encore à majorité originaire des classes moyennes, il s'est produit un apport certain d'origine ouvrière (un grand nombre aux Etats-Unis).

(4) — Les différenciations et les stratifications sociales au sein du corps étudiant ne sont pas aussi nettement marquées qu'elles l'étaient vingt ou trente années auparavant. Un diplôme de faculté ne signifie plus automatiquement que son détenteur devient un fonctionnaire du gouvernement, un petit homme d'affaire, ou un membre des professions libérales. Dans le cadre de la technologie avancée d'aujourd'hui, un diplômé de faculté deviendra plus vraisemblablement un technicien bien payé ou un ouvrier qualifié dans l'appareil de production. Il n'a rien d'autre à vendre que sa force de travail plus qualifiée et n'a aucune perspective d'échapper à la condition fondamentale d'un salarié. Ces circonstances tendent à le lier plus étroitement à la classe ouvrière industrielle. Les positions des étudiants dans les universités sont de plus en plus influencées par cette situation de telle manière qu'un nombre grandissant d'entre eux tend à s'identifier avec la place qui les attend après les diplômes plutôt qu'avec l'origine de leur famille.

(5) — Les propriétaires et les organisateurs de l'économie sont beaucoup plus dépendants dans la marche de leurs entreprises du personnel qualifié provenant des institutions d'enseignement supérieur et par conséquent beaucoup plus concernés par sa mentalité, ses attitudes et ses orientations politiques.

(6) — Les étudiants ont des liens plus forts avec le reste de leur génération dans les lycées, dans les usines et dans les armées de conscription qu'auparavant, donnant à leur radicalisation un caractère plus sérieux pour les dirigeants. La jeunesse, indépendamment de sa classe, est soumise plus ou moins aux mêmes restrictions imposées par les normes de la société bourgeoise patriarcale, normes qui en général prévalent même dans les pays où ont été abolis les rapports de propriété capitalistes. Elle est sujette aux mêmes lois discriminatoires telles que celles qui traitent des droits politiques, de la conscription militaire, des restrictions sociales. Ces facteurs aident à cimenter les liens entre diverses couches sociales de la même génération.

Toutes ces conditions donnent aux étudiants une importance politique et sociale impressionnante. Les conceptions et les actions de cette couche sociale ont un impact important sur la vie de la nation.

Les traits nouveaux de la vie universitaire sont plus évidents dans les puissances hautement industrialisées telles que les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, et l'Union soviétique. Mais tous les pays qui se concurrencent sur le marché mondial ou dans l'arène militaire sont sujets à leur présence et à leurs pressions à un degré ou un autre.

L'allure de la radicalisation des étudiants, les manières selon lesquelles celle-ci s'exprime au travers de différents problèmes, la profondeur de son impact varient considérablement dans les pays capitalistes, les Etats ouvriers et les pays coloniaux. Néanmoins, l'intensité et l'impact des manifestations étudiantes à Paris et à Tokyo, au Mexique et au Brésil, en Egypte et au Pakistan, en Pologne et en Tchécoslovaquie, témoignent de l'universalité du phénomène. Le réseau de communications mondiales quasi instantanées, et la multiplication des voyages internationaux jouent un grand rôle dans cette universalisation continue. Les étudiants en révolte dans une région copient rapidement les méthodes, reprennent les mots d'ordre, et étudient les leçons politiques de la lutte des étudiants dans d'autres régions. L'admiration générale pour des héros comme Che Guevara et l'inspiration commune tirée de la révolution vietnamienne sont des indices d'un degré d'homogénéité surprenant au sein de l'avant-garde étudiante dans le monde. Elle parle un langage commun.

L'interdépendance internationale des idées et des expériences politiques est la clé pour comprendre la radicalisation présente des étudiants comme un phénomène mondial, malgré les variations déterminées par les particularités nationales. Etant donné les divers facteurs politiques et sociaux esquissés ci-dessus et le caractère explosif de notre époque, la radicalisation présente des étudiants n'est pas simplement un phénomène conjoncturel mais un phénomène permanent qui sera désormais une préoccupation constante du mouvement révolutionnaire.

II

Ideologie et politique des étudiants radicalisés

Les étudiants radicalisés présentent un large spectre de tendances idéologiques et de positions politiques. Ils dédaignent pour la plupart le stalinisme de l'école de Moscou et le réformisme de la social-démocratie.

Le rôle traître de collaboration de classe des staliens et des sociaux-démocrates est responsable du fait que les étudiants radicalisés, lorsqu'ils acquièrent une compréhension politique, n'ont pas de partis ouvriers de masse vers lesquels ils pourraient se tourner pour apprendre les traditions et les règles politiques et organisationnelles du mouvement révolutionnaire. La nouvelle génération radicalisée commence par rejeter le stalinisme et la social-démocratie et par les dépasser dans l'action. Ce faisant, elle en vient habituellement à se voir au début non pas tant comme un courant idéologique de rechange clairement défini que comme une avant-garde politique différente unie dans l'action autour de questions particulières.

Dans leur recherche d'une nouvelle base idéologique, les étudiants en révolte ont ressuscité quelques-unes des notions primitives qui ont été expérimentées et trouvées insuffisantes dans des périodes antérieures de l'histoire socialiste et ouvrière. L'accent placé par les dirigeants cubains sur la pratique et le peu de cas qu'ils font de la théorie ont aidé à nourrir cette tendance. Les jeunes radicalisés ont, au début, négligé la théorie scientifique et un programme politique soigneusement élaboré en faveur d'expédients pragmatiques. Ceux-ci ont servi de fondement à l'impressionnisme et à l'opportunisme et plus tard d'excuse à l'aventurisme. A la place du centralisme démocratique, la « démocratie participationniste » et la décentralisation furent présentées comme des panacées. Mais, sous ces drapeaux, de petites cliques incontrôlées ont quelques fois manipulé des mouvements d'une façon non démocratique. Ils ont substitué des actions spasmodiques, la « propagande de l'action » ou le « style révolutionnaire » à l'organisation patiente et persévérante des forces révolutionnaires.

Le mouvement étudiant radicalisé passe par différents stades et formes d'organisation, qui ne sont pas nécessairement consécutifs. Ainsi tandis que dans un pays le mouvement étudiant peut, en passant par un stade de « démocratie participationniste » anarchiste, évoluer du stade de « syndicalisme étudiant » vers un stade où il se voit constitué par diverses tendances idéologiques, dans un autre pays, tous ces divers stades et formes peuvent se recouvrir plus ou moins ou exister simultanément.

De nombreux courants d'étudiants radicalisés n'ont pas admis ou ont nié le rôle décisif historique de la classe ouvrière et de son parti d'avant-garde révolutionnaire. Dans son essence, leur position était une répudiation du marxisme dans le domaine de l'idéologie et du léninisme dans celui de l'organisation. Sur la question clé du stalinisme, par lequel nombre d'entre eux avaient commencé leur évolution vers la gauche, ils ont été incapables d'expliquer sa nature comme antithèse historique du léninisme.

Les faiblesses fondamentales de beaucoup d'étudiants radicalisés — instabilité, ultra gauchisme et incapacité de résoudre les questions organisationnelles — ont leur origine dans la nature sociale de ces courants. Les conditions mêmes qui leur permettent d'acquérir rapidement un niveau plus élevé de sensibilité politique — plus de loisirs, moins de contraintes sociales — font qu'il est plus difficile pour eux de comprendre la nécessité d'une organisation permanente, d'une stratégie à long terme et d'une action politique patiente et persévérante.

Le résultat en fut un phénomène paradoxal ; de larges couches de jeunes se placèrent à la gauche des partis communistes et sociaux-démocrates par leur tempérament et dans leurs activités, mais restèrent extrêmement dépourvues en équipement théorique et en notions organisationnelles.

Par exemple, une couche radicalisée à l'Ouest trouva son inspiration dans les points de vue de C. Wright Mills, Herbert Marcuse et autres, qui doutaient de la capacité de la classe ouvrière à servir d'instrument historique fondamental du changement social, en niant qu'elle possédait le potentiel révolutionnaire que lui attribuait la théorie marxiste.

Ils disqualifiaient les ouvriers industriels. Dans les pays capitalistes avancés, ils interprétaient les vingt années de calme relatif comme la preuve d'une caractéristique structurelle permanente de la classe ouvrière. Dans les Etats ouvriers, ils considéraient les ouvriers comme étant incapables de briser la bureaucratie rigide. Dans le monde colonial, ils notaient que les ouvriers étaient souvent une couche relativement privilégiée par rapport à la paysannerie pauvre, et en tirèrent la conclusion qu'ils étaient incapables de diriger les luttes révolutionnaires.

Ils identifièrent le mouvement ouvrier avec la bureaucratie des organisations social-démocrates et stalinienne et avec la bureaucratie syndicale. Ils voyaient la possibilité de révolutions victorieuses seulement dans le monde colonial où la paysannerie restait prépondérante.

La crise générale de la bourgeoisie et les aspects repoussants de la société bourgeoise qui ont amené de nombreux jeunes radicalisés à commencer à rechercher des solutions politiques collectives ont incité d'autres, communément connus sous le nom de hippies ou beatniks, à chercher un moyen individuel de conserver une liberté personnelle sans renverser le capitalisme. Certains ont abouti à des positions utopistes, croyant que la société bourgeoise peut être transformée par l'amour et le désintéressement. La dérobade et l'auto-indulgence petites-bourgeoises, la recherche d'un nouveau « style de gauche » sont reflétées politiquement dans les divers courants anarchistes qui existent dans tous les pays.

Toutefois, les points de vue politiques des étudiants radicalisés ne sont pas restés statiques. Ils ont commencé à évoluer tout à fait rapidement au cours des deux dernières années. Ces divers courants ont été soumis à toutes les écoles concurrentes de pensée dans les milieux radicalisés, ils sont passés par d'intenses querelles intérieures, et parfois par d'âpres affrontements fractionnels et ont commencé à se regrouper. Le maoïsme, le spontanéisme, le néo-anarchisme, les partisans de la théorie du « capitalisme d'Etat », le castrisme, le trotskysme ont tous gagné des adhérents et laissé leurs empreintes sur les activistes ainsi que sur leurs organisations.

Les nouveaux éléments radicalisés essayent souvent de combiner des fragments théoriques et idéologiques de tous les divers courants politiques de la classe ouvrière. Mais, au bout d'un certain temps, la marche des événements et l'expérience des luttes obligent beaucoup d'entre eux à définir et à clarifier davantage leurs positions. Des tendances politiques émergent qui reflètent fondamentalement les différents courants du mouvement ouvrier mondial. La radicalisation des jeunes a été dans le sens d'un éloignement de l'opportunisme de l'aile pro-Moscou du stalinisme et de la social-démocratie. Mais, en l'absence d'organisations de masse ayant des traditions principielles de lutte de classe où ces jeunes pourraient apprendre, et frustrés par les limitations du rôle qu'une avant-garde étudiante peut jouer, le plus grand danger dans le mouvement étudiant est celui de l'ultra-gauchisme. La lutte contre ces divers courants adverses et une polémique systématique contre eux est une partie essentielle de la lutte pour gagner la meilleure partie de ces jeunes au drapeau du marxisme révolutionnaire.

Les différentes faiblesses que l'on voit fréquemment parmi les nouveaux éléments radicalisés et leurs organisations sont cependant largement dépassées par ce qui constitue leurs forces :

1) D'une façon générale, ils sont captivés par la politique nationale et internationale. Le plus souvent, non familiarisés avec des mobilisations de masses étendues pendant leur propre expérience politique, la plupart d'entre eux ont dû arriver à des conclusions révolutionnaires par une pensée critique indépendante et ont eu à élaborer par eux-mêmes des solutions à d'importants problèmes complexes.

2) Le temps où les organisations de jeunesse communistes et socialistes étaient largement occupées par les activités sociales, les compétitions sportives, les yé-yé, etc., est passé. Le meilleur de la jeunesse radicalisée d'aujourd'hui est attiré vers les groupes de jeunesse révolutionnaire et ils y adhèrent en raison des actions militantes qu'elles entreprennent ou auxquelles elles prennent part à propos des questions politiques les plus brûlantes du jour, en raison de leurs programmes politiques, de leurs perspectives internationales, de leur sérieux envers la théorie.

3) La radicalisation de la jeunesse est surtout caractérisée par la renaissance d'un internationalisme authentique, cette sorte de solidarité qui est totalement à l'opposé du nationalisme bureaucratique étroit du mouvement stalinien. La grande impulsion a été fournie par les révolutions vietnamienne et cubaine. Le courage montré par les Vietnamiens dans leur résistance à l'agression de l'impérialisme américain a contribué à engendrer un effort mondial en leur faveur. Les Cubains ont aidé à ce renouveau en donnant l'exemple dans leurs propres appels, dans l'appel de Che pour « deux, trois, plusieurs Vietnam » et leur insistance à faire connaître que le meilleur moyen de défendre une révolution agressée par l'impérialisme est de l'étendre à d'autres pays.

La nouvelle génération radicalisée a conscience qu'elle a à faire face à un ennemi commun, l'impérialisme, en premier lieu la classe capitaliste dirigeante des Etats-Unis. Elle a déjà partagé une série d'expériences politiques communes dans la lutte contre l'impérialisme (Cuba, Vietnam). Des campagnes internationales ont déjà été organisées et des actions unies rendues plus effectives par la facilité des communications et des voyages dans le monde d'aujourd'hui.

4) Une des caractéristiques les plus prometteuses de la radicalisation étudiante est sa tendance anti-autoritaire, son manque de respect pour la tradition et sa disposition à défier et à mettre en question la plupart des normes, règles et règlements consacrés du passé. Dans sa recherche de réponses aux problèmes qu'elle n'a pas créés, la jeune génération désire examiner avec un esprit ouvert les solutions qui avaient été considérées comme hérétiques et tabous. En fait, tout ce que l'Etat, l'école, les parents, l'Eglise, le patronat ou la bureaucratie combattent, est de ce fait sympathique aux rebelles.

5) Nombre de jeunes radicalisés se dirigent vers la compréhension marxiste révolutionnaire de la politique nationale et mondiale. Laisant de côté ceux qui rejettent par préjugé le marxisme et le léninisme, sans les avoir étudiés sérieusement et sans les mettre à l'épreuve, la plupart d'entre eux cherchent sérieusement à se frayer la voie d'une façon confuse, expérimentale, à travers le brouillard de mensonges et de déformations répandu par les agences capitalistes ainsi que par les falsificateurs du marxisme.

Ils peuvent être temporairement dévoyés dans les impasses du maoïsme, du néo-anarchisme ou de l'ultra-gauchisme, mais ils redécouvrent morceau par morceau les vérités marxistes et apprennent à les appliquer à la réalité contemporaine.

Ce sont ces qualités de la nouvelle radicalisation et son développement hors des formes organisationnelles du stalinisme et de la social-démocratie, et comme une solution alternative à celles-ci, qui lui donnent une importance clé pour le mouvement trotskyste mondial. C'est l'existence de larges courants ayant de telles qualités politiques qui rendent possible, et d'une importance cruciale, la construction d'organisations larges de front unique pour la lutte sur des questions spécifiques. Ce sont également ces qualités politiques qui ouvrent des occasions sans parallèle pour gagner une grande partie de cette nouvelle génération aux organisations de jeunesse marxistes révolutionnaires et la meilleure partie de celle-ci au parti révolutionnaire.

III

La stratégie de l' « Université rouge »

Les cercles d'étudiants radicalisés discutent ardemment la question centrale de leur orientation. Quels doivent être la direction et les objectifs de la lutte des étudiants ? Quelle sorte de rapports le mouvement étudiant doit-il chercher à avoir avec la lutte plus large des masses ouvrières et des nationalités opprimées ? Quelle sorte de programme l'avant-garde révolutionnaire doit-elle mettre en avant pour le mouvement étudiant ?

Les tendances réformistes prétendent que les étudiants ne doivent s'occuper que d'eux-mêmes et que de questions étroitement définies : diplômes universitaires, cours,

qualité de l'enseignement, conditions de vie, étroite politique des campus. Elles voient les luttes sur de telles questions isolées de la crise de la société capitaliste dans son ensemble. Elles opposent de telles luttes limitées aux penchants des étudiants politisés à soulever des questions d'importance clé pour le monde, comme celle de la guerre du Vietnam.

A l'autre extrémité du spectre se trouvent les ultra-gauchistes. Ils proposent de détourner totalement l'énergie du corps étudiant du milieu universitaire, de quitter les campus et de prendre les étudiants activistes sous leur aile pour les envoyer aux portes des entreprises ou dans la communauté afin d'y distribuer des tracts proclamant la nécessité de la révolution. Les maoïstes résumant cela dans le mot d'ordre « servir le peuple ».

Ces deux orientations doivent être rejetées comme unilatérales et stériles. La jeune avant-garde révolutionnaire, pour être efficace, doit mettre en avant un programme qui transcende les objectifs dans le campus mais qui, en même temps, les inclut, qui relie les revendications des étudiants aux revendications les plus larges de la lutte de classe à l'échelle nationale et internationale, qui montre aux étudiants comment leurs propres revendications sont liées à ces grandes luttes, en constituent une partie intégrante et peuvent aider à les faire progresser. Le programme mis en avant par la jeunesse révolutionnaire doit lier ensemble les perspectives à long terme et le travail quotidien sur l'arène scolaire. Le programme mis en avant par la jeunesse révolutionnaire est un programme mobilisateur pour le combat sur des questions fondamentales de la lutte de la classe ouvrière et les besoins de la population étudiante elle-même.

La population étudiante n'est pas homogène. Les étudiants ont des origines de classe diverses ayant des intérêts largement différents et sont à de nombreux niveaux politiques différents. Leur seule homogénéité consiste dans leur position commune comme étudiants dans une société et une université capitaliste, ou dans un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé.

Beaucoup d'étudiants politiquement avancés en sont venus au cours des luttes sur différentes questions à comprendre la nécessité d'acquérir le contrôle de leur enseignement et des institutions d'enseignement et ont reconnu que ce but ne peut être pleinement satisfait que par une transformation révolutionnaire de la société. Mais ils sont embarrassés quant à la façon de formuler cet objectif de manière à le lier aux luttes courantes de la société dans son ensemble. Comment les batailles sur les conditions d'enseignement existantes peuvent-elles être liées au but recherché de transformer complètement la société ? Il est difficile pour eux de voir comment leur lutte en tant qu'étudiants s'insère dans la lutte générale contre le capitalisme. C'est là une source de frustration et de recherches de chemin de traverse vers la révolution, engendrant à leur tour l'opportunisme et l'ultra-gauchisme.

Pendant les protestations de masse des étudiants en Yougoslavie en juin 1968, les étudiants de Belgrade résumèrent leurs revendications dans le mot d'ordre « Pour une Université Rouge ». Cette formulation était tout à fait adéquate à la situation. Les étudiants entendaient dire que la Yougoslavie était supposée avoir un système d'enseignement socialiste mais qu'en réalité celui-ci avait été façonné conformément aux intérêts de la bureaucratie dominante. Par conséquent, les étudiants yougoslaves ont à faire face à des problèmes qui sont tout à fait comparables à ceux des étudiants dans les pays capitalistes. Pour résoudre leurs problèmes, ils ont exigé que le système d'enseignement yougoslave soit transformé en ce qu'il devrait être — que l'université bureaucratique face place à une université « rouge ».

Cette idée fut également mise en avant par les étudiants radicalisés de quelques pays capitalistes, en l'adaptant à leurs situations.

« Pour une Université qui serve les travailleurs — pour une Université rouge ». Avec cette orientation fondamentale, les étudiants radicalisés cherchent à répondre aux questions : « Quelle sorte d'enseignement les étudiants doivent-ils recevoir ? Vers quelles fins l'enseignement doit-il être dirigé ? Qui doit contrôler les conditions d'enseignement ? Quelles couches de la société les institutions d'enseignement doivent-elles servir ? »

La notion d'université rouge veut dire que l'Université doit être transformée d'une usine produisant des robots en un centre d'organisation d'activités anticapitalistes, une centrale d'enseignement révolutionnaire, une arène de mobilisation de la jeunesse dans une lutte pour la transformation totale de la société.

La notion d'université rouge tel qu'elle est apparue jusqu'à présent sur les campus constitue un grand progrès par rapport aux mots d'ordre qui se rapportent au but plus étroit du contrôle de l'université par les étudiants. La lutte pour l'autonomie et l'auto-administration n'est qu'un aspect d'un programme complet visant à aider les étudiants à comprendre le rôle de l'université sous la domination capitaliste, à les éduquer dans la nécessité d'une révolution socialiste et à les enrôler dans le mouvement pour amener les plus larges couches de leur génération dans la lutte pour cette révolution.

Dans la notion d'Université rouge est incluse la nécessité de s'opposer à l'enseignement de l'idéologie bourgeoise qui se présente sous le nom d'« éducation », que ce soit dans le domaine de la sociologie, de la philosophie, de l'économie, de la psychologie, etc. Les étudiants révolutionnaires doivent comprendre la nécessité de faire front au prestige et à l'autorité de l'université capitaliste et de sa faculté normalement pro-capitaliste sur son propre niveau théorique et idéologique. Ils doivent lutter contre la tentative de convertir la connaissance et son acquisition en une mystique, contre la notion que l'enseignement supérieur est quelque chose qui est réservé à un petit nombre extrêmement intelligent et sélectionné, mais qu'il est inaccessible ou incompréhensible aux masses travailleuses.

L'université en tant qu'instrument de la lutte de classe — une université rouge — est opposée au point de vue libéral sur l'université, sanctuaire d'une minorité privilégiée se tenant à l'écart des controverses politiques et sociales du reste de la société. Les ressources de l'université doivent être mises à la disposition des exploités, des pauvres, des opprimés. Les étudiants et les facultés doivent avoir le droit absolu de pouvoir inviter qui leur plait pour leur parler sur tous les sujets qu'ils souhaitent traiter. Ils doivent être libres d'établir des relations étroites avec les organisations et les partis de la classe ouvrière, des minorités nationales, des masses populaires et devenir pour ceux-ci une source d'information et d'éclaircissements.

La stratégie visant à convertir l'université capitaliste en une université rouge a une application spéciale en référence aux minorités nationales opprimées. La nécessité d'un ou plusieurs centres de direction d'enseignement supérieur a été ressentie à partir d'un certain moment par chaque mouvement puissant d'un peuple opprimé pour son auto-détermination. Dans la lutte pour la liberté nationale à l'époque de l'agonie du capitalisme, une université formée pour les besoins spécifiques d'une nation opprimée sert comme symbole et comme instrument du développement de la conscience et de la culture nationales d'une manière plus favorable pour surmonter les limites nationalistes étroites et donner aux luttes une perspective internationale. Pour des raisons à la fois démocratiques et socialistes, la revendication de l'installation, de l'extension, de l'amélioration de semblables facilités sous un contrôle des minorités doit être l'objet de luttes pour l'avant-garde révolutionnaire.

En Belgique, la revendication d'universités flamandes en Flandre, notamment à Louvain, reçut un large soutien dans la population de langue flamande, et la lutte sur cette question provoqua même la chute d'un gouvernement en Belgique.

Aux Etats-Unis, du fait de la montée du nationalisme noir, en tant que force d'une puissance croissante parmi les Afro-américains, cette notion est apparue sous la variante « pour une université noire ! »

La demande insistante des étudiants noirs pour un accès plus large à l'enseignement supérieur, pour un contrôle sur les programmes des cours, sur les crédits et les professeurs dans des cadres indépendants où ils puissent étudier leur propre culture et histoire et pour l'introduction de cours d'un intérêt particulier pour les Afro-américains et pour l'ouverture des portes aux étudiants du « Tiers-Monde » a mené à des batailles dans l'université et dans les lycées d'un bout à l'autre du pays. Soutenues par des luttes directes engageant à la fois les étudiants noirs et blancs et les membres des facultés, les actions visant à faire céder les autorités scolaires sur ces questions ont montré au grand jour la détermination des dirigeants blancs tout puissants à maintenir le contrôle sur leurs usines à enseignement. Ces tentatives ont révélé aussi à de nombreux étudiants les implications révolutionnaires du nationalisme noir et les moyens auxquels la classe capitaliste aura recours pour s'opposer à la lutte afro-américaine pour la libération.

Comme ses origines le montrent, le mot d'ordre « pour une université rouge ! » est applicable d'une manière semblable aux luttes des étudiants dans le bloc soviétique. Les universités dans les Etats ouvriers ont agi comme centre premier de l'expression des doléances de la population contre les régimes bureaucratiques. Dans leurs luttes récentes, les étudiants polonais, yougoslaves et tchécoslovaques ont avancé des revendications concrètes provenant non seulement de leurs problèmes particuliers mais aussi de ceux qui concernent la totalité de la classe ouvrière et de ses alliés. Les principales d'entre elles étaient l'appel à la liberté politique, au contrôle ouvrier sur la production et la fin des inégalités sociales.

Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, la notion d'université rouge pourrait être liée aisément aux traditions radicales et aux luttes pour établir ou préserver l'autonomie de l'université. Là les étudiants jouent maintenant un rôle, comme ils ont souvent fait dans le passé, de toute première importance dans la lutte pour les objectifs révolutionnaires. Ils ont entrepris des actions qui les ont vite amenés en conflit avec les régimes anti-démocratiques, et qui ont rapidement soulevé des questions sortant du cadre universitaire et menant à la mobilisation du soutien populaire parmi les ouvriers, les paysans et d'autres secteurs opprimés de la population.

Les batailles engagées par les étudiants radicalisés du Mexique, du Brésil, de Bolivie, du Pakistan, d'Inde, d'Egypte, du Mali, de Turquie, et de nombreux autres pays semblables montrent combien ce modèle est universel.

IV

Un programme de revendications démocratiques et transitoires

Les universités et les lycées sont très importants du fait de la taille des forces engagées, de leur disposition combative, des luttes réelles qu'elles ont elles-mêmes engagées, de leur localisation dans les grandes villes où les plus grandes forces révolutionnaires potentielles sont regroupées, de leurs liens avec des secteurs ouvriers, paysans et plébéiens et de leur détermination à inclure des questions allant loin au-delà des problèmes immédiats des campus. En addition à tout ceci, l'expérience a montré à plusieurs reprises à quel point les universités et les lycées étaient précieux comme terrain d'épreuve pour l'éducation et le développement des premiers contingents de jeunes radicalisés et comme source de recrutement pour le parti révolutionnaire.

Un exemple impressionnant des possibilités offertes par une politique correcte est fourni par la campagne internationale de soutien à la lutte contre l'impérialisme américain du Front National de Libération du Sud-Vietnam, qui fut organisée par les militants étudiants dans de nombreux pays clés. Pour lancer la campagne de solidarité, des liaisons internationales dans les cercles universitaires furent utilisées. Par l'agitation et les actions sur cette question cruciale, des centaines de milliers d'étudiants furent politisés et radicalisés. Les tentatives pour organiser des manifestations d'un grand nombre d'étudiants pour le soutien à la révolution vietnamienne posèrent fréquemment le droit des étudiants à utiliser l'université et ses commodités au grand dam des autorités, des heurts s'ensuivant. Les questions politiques furent ainsi portées au grand jour sous une forme aigüe. Ces confrontations à leur tour mobilisèrent plus d'étudiants pour la défense de leurs droits démocratiques et intensifièrent ultérieurement la lutte.

La validité de l'approche politique esquissée dans le document de fondation du mouvement trotskyste mondial, *L'agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième Internationale*, a reçu une confirmation éclatante par les luttes des étudiants. Ce qui est maintenant nécessaire, c'est d'appliquer cette approche d'une manière mieux planifiée et plus complète en élaborant une série de revendications démocratiques et transitoires pour leur application dans ce cadre comme il se présente aujourd'hui.

Les luttes des étudiants ne peuvent être isolées des questions politiques surgissant de la lutte de classe mondiale dans son ensemble ni opposées à celles-ci. De même, la lutte pour l'université rouge ne peut être isolée de la tâche de construction d'une organisation de jeunesse « rouge » liée à un parti léniniste « rouge ». De même, le programme de revendications démocratiques et transitoires provenant des luttes des étudiants est organiquement lié au reste du programme de transition tel qu'établi dans le document initial et développé depuis lors. Le programme de revendications pour le mouvement étudiant représente une application concrète de l'approche générale formulée dans *L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale*.

L'objectif ultime de la IV^e Internationale est de lier les luttes étudiantes aux luttes des travailleurs et des minorités nationales à leur degré de développement actuel et d'orienter ces luttes dans le sens de la conquête du pouvoir d'Etat, amenant dans le combat toutes les forces opposées aux régimes capitalistes et bureaucratiques.

Procédant de l'état de développement actuel et du niveau de conscience des étudiants, ces revendications devront exprimer leurs besoins et griefs les plus urgents, les orientant dans la voie la plus efficace contre les institutions et les autorités qui ont été sous le feu des étudiants eux-mêmes. En les mobilisant autour de tels mots d'ordre, les jeunes militants peuvent être amenés à comprendre la validité du programme de transition dans sa totalité et devenir conscients de la nécessité d'un changement fondamental du système tout entier.

A cause de la décadence du système capitaliste et de l'érosion des conquêtes démocratiques datant dans certains cas de près de deux siècles, de nombreuses luttes étudiantes commencent aujourd'hui sur les questions les plus élémentaires comme le droit à la liberté de parole. Cependant, elles tendent à se développer au-delà de ce niveau assez rapidement, sortant des campus, dépassant les cadres des libertés démocratiques telles qu'elles furent conçues dans les périodes les plus révolutionnaires du capitalisme ascendant, atteignant le domaine économique et soulevant des problèmes qui ne peuvent être réellement résolus que dans un système socialiste. Une compréhension

claire de cette progression logique rend possible de mettre en avant une série conséquente de mots d'ordre s'imbriquant et qui peuvent aisément s'ajuster à des situations particulières. Avant tout, elle facilite la reconnaissance de mots d'ordre adéquats de ce type issus de la base au cours des luttes.

Une revendication combinée pour un enseignement gratuit et pour un niveau de vie décent — auquel chacun a un droit démocratique mais qui ne peut être assuré que dans une société socialiste qui a surmonté les limites du système capitaliste — est donnée par la série suivante de suggestions pour l'orientation des actions des étudiants :

(1) — Un enseignement universitaire pour qui le désire, le coût total étant pris en charge par le gouvernement.

(2) — Pas d'âge limite pour l'enseignement gratuit ; pas de limite au nombre d'années qu'un individu peut passer à l'école, ou retourner à l'école après l'avoir quitté, les études post-universitaires comprises.

(3) — Des conditions de logement décentes pour les étudiants.

(4) — Un salaire annuel pour tous les étudiants en rapport avec leurs besoins et préservé contre l'inflation par des augmentations automatiques.

(5) — Un travail garanti pour les étudiants après le diplôme.

Dans la lutte des étudiants pour le contrôle sur leur propre enseignement, la liste suivante de revendications de « pouvoir étudiant » a été avancée à des degrés divers dans des universités à l'échelle internationale :

(1) — Abolition des organisations étudiantes contrôlées par le gouvernement. Reconnaissance du droit des étudiants à s'organiser et se gouverner eux-mêmes selon leur choix libre.

(2) — Contrôle conjoint de la faculté et des étudiants sur la nomination et la révocation des membres des facultés et des administrateurs.

(3) — Les étudiants décident d'eux-mêmes démocratiquement quels sujets seront traités.

(4) — Abolition du droit des professeurs et des administrateurs de pénaliser arbitrairement les étudiants.

(5) — Liberté d'association politique pour les étudiants et les professeurs.

(6) — Droit d'utiliser les commodités de l'université pour promouvoir des activités éducatives et culturelles d'intérêt immédiat pour les organisations de la classe ouvrière, des paysans, des nationalités opprimées et des masses populaires.

Dans la lutte pour la liberté politique sur les campus, certains des mots d'ordre suivants sont devenus des questions centrales dans les principaux heurts :

(1) — Autonomie de l'université, soit à conquérir soit à maintenir inviolée.

(2) — Abrogation de toutes les lois enfrenant les libertés civiles. Arrêt de la chasse aux sorcières.

(3) — La police et toutes les autres forces de répression doivent être strictement bannies du terrain et des bâtiments de l'université.

(4) — Renvoi de tous les représentants gouvernementaux responsables de sanctions contre les étudiants, les ouvriers, les minorités nationales, et les dissidents politiques.

(5) — Dissolution des forces spéciales de police et de la police politique secrète.

(6) — Libération de tous les prisonniers politiques.

(7) — Abolition de la censure, qu'elle soit officielle ou « volontaire », sur la presse, la radio, la télévision, sur les arts et les sciences.

(8) — Liberté de presse, d'association et d'organisation, liberté d'expression, d'assemblée, de pétition et de voyage, et droit à participer aux manifestations.

Dans les luttes étudiantes qui impliquent directement des minorités nationales, la lutte pour leurs droits vient au grand jour fortement et spécifiquement, comme il fut montré dramatiquement aux Etats-Unis dans les luttes de libération des Noirs.

Les questions surgissent le plus souvent de la violation des droits démocratiques, ou de batailles pour les obtenir. Elles ne se confinent pas à l'université mais s'étendent à tout le système d'enseignement jusqu'aux stades de l'école primaire. Par conséquent, les luttes dans ce domaine affectent les communautés opprimées dans leur totalité à un degré bien plus grand que dans le cas des groupements majoritaires, les problèmes étant plus facilement perçus car ils impliquent des questions plus vastes concernant les perspectives d'une minorité nationale dans une société capitaliste en déclin. A cause de cela la possibilité des luttes étudiantes ayant des effets catalyseurs dans les communautés minoritaires, mérite une attention spéciale.

Les mots d'ordre, dans ce cadre, peuvent être résumés dans les catégories suivantes :

(1) — Reconnaissance du droit des communautés nationales minoritaires et opprimées à contrôler leurs propres affaires publiques, y compris l'enseignement depuis les jardins d'enfants.

(2) — Représentation des minorités nationales dans tous les organismes fixant ou appliquant la politique suivie dans les écoles.

(3) — Combattre le racisme et le chauvinisme de grande puissance. Pour l'enseignement de la culture et de l'histoire des minorités nationales opprimées dans toutes les écoles, avec le contrôle périodique de comités d'enseignement élus par les minorités nationales opprimées.

(4) — Reconnaissance du droit inconditionnel d'une minorité nationale d'employer sa propre langue dans le système éducationnel.

(5) — Un enseignement illimité financé par le gouvernement diffusant un enseignement post-scolaire pour les minorités nationales opprimées.

(6) — Etablissement de commodités d'enseignement d'un niveau universitaire, indépendant, et financées d'une manière adéquate sous le contrôle des minorités nationales.

Un domaine spécial qui concerne les étudiants est constitué par les rapports entre l'administration scolaire et les firmes géantes et leur gouvernement. Pour les militaires et le grand capital, l'université constitue un terrain de recrutement indispensable. En liaison avec cela se pose le rôle de l'université dans des projets de recherche hautement contestables entrepris dans « l'intérêt public ». En relation avec les campagnes contre la guerre, où une connexion est aisément discernable, des luttes importantes se sont développées dans ce domaine. Des mots d'ordre typiques s'établissent comme suit :

(1) — Rupture des liens entre l'université et l'armée.

(2) — Abolition de la recherche secrète dans l'université pour le gouvernement.

(3) — Abolition des subventions secrètes des agences gouvernementales aux organisations étudiantes.

(4) — Dénonciation des liens entre les notabilités de l'université et le grand capital, en publiant tous les investissements, placements et projets contractés par les universités et les directeurs, membres de comités de patronage et administrateurs.

(5) — Abolition de la recherche dans l'intérêt spécial du grand capital.

(6) — Pas de recrutement du personnel sur les campus par les grandes firmes.

(7) — Abaissement de l'âge de votation et de la limite d'âge pour détenir une charge publique. Qui a l'âge de se battre, a l'âge de voter et d'avoir voix au chapitre des affaires publiques.

La perspective permanente de vastes forces armées dans les pays capitalistes, dirigées contre la révolution coloniale et les Etats ouvriers, disponibles pour la répression intérieure, rend les revendications centrales suivantes importantes aussi bien pour la jeunesse étudiante que pour la jeunesse ouvrière et la jeunesse des minorités nationales.

1) Défense des droits démocratiques de tous les jeunes incorporés dans l'armée. Aucune restriction aux droits civiques pour les soldats.

2) Suppression de la conscription capitaliste.

Dans les pays à régime totalitaire, comme l'Espagne et l'Afrique du Sud entre autres, les universités ont démontré à maintes reprises leur impotence en tant que centres incubateurs de la révolte organisée. L'expérience en Espagne est maintenant particulièrement riche pour montrer à quel point les efforts des étudiants pour briser l'emprise des organisations étudiantes gouvernementales et s'organiser indépendamment, sont parallèles aux efforts de la classe ouvrière et s'interpénètrent avec eux.

Ici la lutte du campus est centrée autour de la revendication unique : « Pour l'autonomie de l'université ! »

Comme on l'a déjà indiqué, ceci peut être rapidement formulé en mots d'ordre particuliers qui se transforment en mots d'ordre dépassant la lutte sur le campus et se relie aux perspectives plus larges entraînant les travailleurs, les paysans et les masses plébiennes des cités.

La situation est symétrique dans la plupart des Etats ouvriers. Ici la lutte des étudiants suit l'orientation suivante ; elle met l'accent sur le contraste existant entre l'idéologie sociale officielle, la propagande d'une part, et l'absence de quoi que ce soit ressemblant tant soit peu à la démocratie socialiste que Lénine défendit et expliqua dans *l'Etat et la révolution*. En Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, et en U.R.S.S. même, la suite des revendications tend à apparaître ainsi :

1) Liberté de discussion sur les questions philosophiques, culturelles et scientifiques. Droit d'exprimer un point de vue critique.

2) Liberté de discuter les questions historiques. Que la vérité éclate !

3) Liberté de discuter les problèmes politiques courants.

4) Abolition de la censure.

5) Pour le droit de s'organiser et de manifester.

6) Pas de persécution politique. Que le public, les observateurs étrangers compris, assiste à tous les procès !

7) Liberté de voyage. Aucune restriction à l'envoi de représentants pour visiter les organisations de jeunesse dans d'autres pays ni à la réception de représentants de celles-ci venus en visite.

8) Elimination de la perpétuation très poussée de l'inégalité sociale et des privilèges spéciaux de la bureaucratie.

9) Retour à l'internationalisme révolutionnaire.

10) Solidarité avec les luttes des opprimés dans les autres pays.

La radicalisation de la jeunesse ne se limite pas aux sphères étudiantes. Elle a fortement pénétré les lycées et dans quelques cas les classes supérieures des écoles primaires. Les élèves des lycées dans de nombreux pays ont été mobilisés par milliers contre la guerre au Vietnam et ont été les partisans les plus enthousiastes et énergiques dans cette lutte. Les lycéens organisés dans les CAL (Comité d'Action Lycéen) jouèrent un rôle majeur dans les actions avant, durant et après les événements de mai-juin 68 en France.

A un certain stade de développement de toute organisation révolutionnaire de jeunes, sa capacité à organiser, à diriger et à gagner des couches décisives de la jeunesse lycéenne, devient un test clé. Les organisations socialistes révolutionnaires de jeunes doivent prendre l'initiative dans l'organisation de la jeunesse lycéenne, se battre avec elle pour ses droits, coordonner ses activités avec d'autres secteurs de la lutte anticapitaliste. Ces jeunes activistes sont un élément important de la nouvelle génération révolutionnaire car demain ils entreront dans l'enseignement supérieur, ou entreront en grande partie dans les usines où ils constitueront un ferment inestimable de militantisme et de conscience socialiste.

Pour mettre en avant et se battre efficacement pour de tels mots d'ordre et de tels buts, pour les avancer de manière à tirer avantage des débouchés et des opportunités, il faut une direction marxiste politiquement alerte, souple tactiquement, capable d'éviter de tomber et dans l'adaptation opportuniste à l'environnement étudiant et dans le sectarisme ultra-gauchiste.

V

L'organisation révolutionnaire jeune et le parti

L'ampleur de la radicalisation présente des étudiants offre une occasion sans précédent pour l'expansion de l'influence et du recrutement des sections de la IV^e Internationale. Des centaines de milliers de jeunes radicalisés, qui ne sont plus intimidés par la propagande empoisonnée du stalinisme, sont prêts à écouter l'esprit ouvert les points de vue trotskystes. Des dizaines de milliers ont déjà accepté de larges parties du programme trotskyste. Leur aversion envers le stalinisme et la social-démocratie donne la possibilité à un programme révolutionnaire honnête de prendre de l'ascendant parmi des secteurs décisifs de ces éléments nouvellement radicalisés. Un nombre substantiel d'entre eux peut être recruté assez rapidement dans les rangs de la IV^e Internationale.

L'expérience du mouvement trotskyste mondial au cours des dernières années a montré que le travail jeune peut être mené très efficacement par des organisations de jeunesse révolutionnaires socialistes, associées fraternellement aux sections de la IV^e Internationale, mais organisées indépendamment d'elles.

Les forces trotskystes dans les divers pays varient considérablement en nombre et sont à des stades différents de croissance et de développement. Il faudra employer des tactiques différentes, y compris la participation à d'autres formations de jeunesse, pour parvenir au but de construction d'une organisation de jeunesse révolutionnaire socialiste. Mais toute cette activité doit être envisagée comme un pas tactique vers la construction d'une telle organisation.

Il est important de noter que l'analyse sociale et politique du mouvement étudiant d'aujourd'hui et de la situation mondiale dans laquelle il se développe montre la base objective pour l'existence d'une telle organisation de jeunesse révolutionnaire socialiste indépendante.

Une organisation de jeunesse indépendante peut attirer les jeunes radicalisés qui n'ont pas encore décidé de rejoindre un parti politique de gauche, ou qui ne sont pas encore engagés dans la perspective bolchevique de devenir des révolutionnaires à vie mais qui sont disposés et prêts à participer à de nombreuses actions politiques avec le parti révolutionnaire et ses membres. Elle peut diriger des actions et prendre des initiatives dans le mouvement étudiant en son propre nom. Elle peut être un sérieux terrain de formation et d'épreuve pour ceux qui aspirent à devenir des cadres du parti, et leur rendre plus facile l'acquisition de l'expérience politique et organisationnelle, et de l'éducation requise pour mener à bien une action révolutionnaire sérieuse. L'appartenance à une organisation révolutionnaire jeune permet aux jeunes radicalisés de décider de leur propre politique, d'organiser leurs propres actions, de commettre leurs propres erreurs, et d'en tirer leurs propres leçons.

Cette forme d'organisation a pour le parti révolutionnaire aussi de nombreux avantages. Elle est un réservoir de recrutement pour le parti. Elle aide à empêcher le parti d'agir comme une organisation de jeunesse, de diminuer les normes de discipline dans une organisation bolchevique plus mûre politiquement, d'un niveau théorique de compréhension élevé jusqu'à un niveau plus faible consenti à une organisation de jeunesse.

VI

Les tâches de la IV^e Internationale dans la jeunesse

De cette analyse sur l'étendue de la radicalisation de la jeunesse découlent trois tâches reliées entre elles. Ce sont :

- 1) Gagner la direction de la jeunesse radicalisée à la fois dans les domaines de l'idéologie et de l'action.
- 2) Construire de fortes organisations marxistes de jeunes.
- 3) Puiser dans la jeunesse de nouveaux cadres pour remplir les rangs et fournir des énergies nouvelles aux directions des sections de la IV^e Internationale.

La jeunesse trotskyste a de plus grandes possibilités pour conduire l'action de forces substantielles que toute autre tendance du mouvement radicalisé. Dans plusieurs pays les jeunes trotskystes ont déjà été capables d'impulser et de diriger des mouvements considérables et significatifs. Un des exemples est celui de la large campagne mondiale entreprise pour soutenir la révolution vietnamienne. Un autre exemple consiste dans le rôle joué par la J.C.R. en France pendant les journées historiques de mai-juin 1968. Un troisième est l'influence idéologique de la IV^e Internationale dans le mouvement dirigé par le Comité national de grève des étudiants mexicains.

Aucune tendance ne peut espérer s'enraciner et devenir un élément dirigeant dans la jeunesse radicalisée si elle ne participe pas pleinement et audacieusement aux premiers rangs des luttes engagées, qu'elles soient les limites qu'elles aient. Dans certaines situations, le mouvement de jeunes ne peut progresser que par l'action, et l'absence d'action peut le condamner à une division prolongée et à la stérilité. La jeunesse trotskyste doit montrer l'exemple dans la pratique, aussi bien au niveau des notions théoriques et des prises de positions politiques.

Le degré d'activisme et de disposition à la lutte et aux sacrifices est grand dans les rangs de la jeunesse. Ce qui manque le plus dans la nouvelle génération, c'est l'éducation théorique, la clarté politique, et une ligne de lutte correcte. Cet aspect du mouvement révolutionnaire socialiste jeune est d'importance décisive pour son développement ultérieur. Plus cela sera reconnu plus l'influence des trotskystes s'élargira. La supériorité du mouvement trotskyste sur ses rivaux et ses adversaires vient de ce qu'il repose sur de saines bases marxistes, a des traditions bolchéviques, un programme global correct, adhère à l'internationalisme socialiste. Ces traits de même sont les facteurs principaux de l'attraction qu'il exerce sur la jeunesse radicalisée.

En même temps qu'ils répandent les idées trotskystes dans la jeunesse au sein de laquelle ils combattent, les militants de la IV^e Internationale doivent chercher à construire une organisation de jeunesse marxiste révolutionnaire qui éduquera systématiquement ses membres et ses sympathisants sur les méthodes, les doctrines et les positions du mouvement trotskyste depuis son origine. Tous les résultats de cette activité dans la jeunesse peuvent être mis en danger si les conditions organisationnelles pour ce travail d'éducation sont négligées.

Le travail dans la jeunesse n'est pas un but en soi. Il recueille ses fruits dans l'impulsion donnée à la construction et au renforcement de partis révolutionnaires qui seront capables de conduire la classe ouvrière à la victoire. Les sections de la IV^e Internationale sont encore trop petites pour diriger les masses en leur propre nom et sous leurs propres bannières dans une lutte décisive pour le pouvoir. Leur travail a un caractère préparatoire, principalement propagandiste, qui implique des actions limitées.

Leur tâche consiste maintenant à gagner une partie décisive de la jeunesse radicalisée et à la préparer aux grandes tâches qui consistent à gagner la direction des éléments révolutionnaires de la classe ouvrière. Pour remplir correctement cette fonction, les jeunes recrues doivent être instruites complètement dans les notions organisationnelles du bolchévisme et ses méthodes de construction de partis politiquement homogènes et démocratiquement centralisés. C'est le seul moyen de surmonter la crise de direction qui est la principale contradiction de notre époque.

Partout dans le monde, que ce soit dans les pays capitalistes avancés, les Etats ouvriers ou le monde colonial, les autorités gouvernementales sont de plus en plus concernées par les troubles qui existent dans la jeunesse, celle-ci devenant de plus en plus intraitable. Leurs craintes sont justifiées. Cette génération montante a déjà fait preuve d'une potentialité énorme pour mener une action radicalisée, et d'une volonté puissante de changer le *statu quo*.

Quiconque réussit à gagner l'allégeance des militants les plus intelligents et les plus dévoués de la jeunesse rebelle tient la clé de l'avenir. Car ils joueront un rôle majeur

dans la détermination de l'histoire et de la destinée du genre humain au cours des années du XX^e siècle.

Les étudiants en lutte ont déjà montré dans une série de pays à quel point leur initiative dans la contestation des pouvoirs établis pouvait stimuler la lutte dans d'autres secteurs de la société. Les jeunes travailleurs seront au premier rang des mouvements pour briser l'emprise des machines bureaucratiques des syndicats et seront un exemple pour les générations plus vieilles par leur militantisme et leur intérêt pour la politique révolutionnaire.

La IV^e Internationale ne peut faire défaut aujourd'hui quant à sa tâche principale : gagner et assimiler les meilleurs éléments de la jeunesse rebelle. Cela a bien commencé déjà dans une série de pays. Il est maintenant impérieux d'œuvrer sur la base des résultats obtenus. Il faut pour cela une meilleure coordination des activités des groupes de jeunes des différentes sections et une collaboration plus étroite pour des projets tels que les campagnes antiguerre et de défense contre la répression, et pour le développement de nouveaux débouchés pour le mouvement du point de vue international.

Il faut agir pour que la IV^e Internationale devienne la voix reconnue, l'organisateur et le leader de la jeunesse qui est appelée à faire progresser la révolution mondiale.

Une campagne antiélectorale

(suite de la page 36)

demandé aux travailleurs des T.O.M. et des D.O.M. (5) à suivre les consignes de leurs organisations révolutionnaires en boycottant ces élections.

Si l'impact de la campagne a été considérable, il ne faut pas se dissimuler une série de faiblesses qu'on ne peut pas expliquer seulement par le manque de temps ou des insuffisances organisationnelles. Si la Ligue a correctement développé l'importance des grèves et des actions autonomes du prolétariat au niveau des entreprises, elle n'a pas suffisamment intégré ces luttes à une stratégie d'ensemble. En bref, elle n'a pas suffisamment développé un programme de transition adapté aux nécessités de la situation en France. Il est clair qu'on passe difficilement d'une propagande en direction de quelques milliers ou dizaines de milliers de militants d'avant-garde à une propagande s'adressant à plusieurs dizaines de millions de personnes. Enfin, il n'a pas été assez insisté, tant du point de vue national qu'international, sur l'importance de l'organisation, seule capable de donner une cohérence aux thèmes avancés.

Globalement, cette campagne aura don-

né des moyens de réaliser les problèmes les plus difficiles : l'organisation a beaucoup plus vite grandi que le nombre de ses cadres. Cela se fait ressentir, parfois cruellement. La réorganisation de la Ligue se définit autour de deux grands axes : adapter l'organisation à la réalité du travail ouvrier ; assurer une formation intense des militants.

Toujours est-il qu'au travers de cette campagne, même si le P.C.F. conserve son poids sur la classe ouvrière, un rapport de force nouveau a été institué sur le plan national qui permet d'appuyer des groupes locaux même faiblement implantés. Pour beaucoup de travailleurs, la Ligue est apparue comme un pôle valable de regroupement. Nous franchirons l'étape actuelle, en se servant des efforts accomplis, mais sur la capacité de la Ligue à intervenir dans les luttes prochaines qui sont certaines.

Nous avons gagné une campagne, mais pas encore la guerre.

(5) Territoires et départements d'outre-mer. C'est-à-dire les colonies.

L'interprétation marxiste de la question juive

Une nouvelle édition de la Conception matérialiste de la question juive de Abram Léon (1) vient de sortir de presse. Nous avons demandé à notre ami Nathan Weinstock, qui a préfacé l'édition italienne de ce classique du marxisme (2) d'en faire la présentation. Nous profitons de la circonstance pour signaler à nos lecteurs le livre Le sionisme contre Israël qu'il vient de publier aux Editions Maspero et à propos duquel nous reviendrons dans un prochain numéro.

Point n'est besoin d'insister sur l'importance que revêt la réédition du livre de Léon au moment où le rebondissement du drame palestinien et la réapparition, en Pologne « socialiste », des symptômes de dégénérescence antisémites qui ont si tristement illustré l'apogée du stalinisme incitent les militants ouvriers à reprendre l'étude de la question juive à la lumière du marxisme. Dans ce contexte cette réimpression a la valeur d'un acte politique : elle met enfin à la portée de la nouvelle génération révolutionnaire une œuvre indispensable à toute approche marxiste du sujet.



Abram LEON

Classique de l'historiographie marxiste, mais devenu introuvable, le livre d'Abram Léon, dont l'édition originale a été publiée par les soins de la IV^e Internationale en 1946 constitue en effet le point de départ obligé

de toute réflexion sociologique sur l'histoire juive. Il est révélateur que cette tentative a peu près unique d'aborder la question par la méthode du matérialisme historique soit due à un militant trotskyste, alors que l'école stalinienne s'est révélée incapable au cours des dernières années de produire un seul ouvrage marquant sur elle. Cette carence du mouvement communiste « officiel » ne doit pas surprendre : on voit mal, en effet, comment la matière pourrait être abordée à fond sans mettre en cause la pratique stalinienne bureaucratique avec ses prises de position ambiguës sur le sionisme et ses rechutes périodiques dans l'antisémitisme. Ce n'est pas un hasard si, dans une préface rédigée par un ouvrage patronné par le P.C. italien qui procède à une mise en cause courageuse de la politique stalinienne, Umberto Terracini s'avère incapable d'en fournir une interprétation **marxiste** (3). La question juive est intimement liée, par essence, à la structure socio-économique. Il s'ensuit que toute analyse marxiste de la condition juive en Union Soviétique implique nécessairement une critique radicale du régime bureaucratique.

Après les éditions américaine et italienne du livre de Léon, voici donc enfin une nouvelle édition française, augmentée du texte de l'interview accordée par Trotsky à Mexico en 1938 au correspondant du *Weg* et à l'Agence Télégraphique Juive ainsi que d'une importante étude d'Isaac

(1) Abram Léon, *La conception matérialiste de la question juive*, Edition revue et préfacée par Maxime Rodinson. Préface originale de E. Germain. Textes complémentaires de Isaac Deutscher et Léon Trotsky. (Etudes et Documentation Internationales, Paris 1968.)

(2) *Il marxismo e la questione ebraica*, Ediz. Samonà e Savelli, Roma 1968.

(3) *Gli ebrei nell' URSS*. A cura di « Nuovi Argomenti », Garzante Editore, Milano 1966.

Deutscher sur l'évolution du judaïsme soviétique depuis la Révolution d'Octobre. Le professeur Maxime Rodinson a contribué pour sa part une importante préface et cette réédition prend ainsi l'allure d'une réhabilitation scientifique d'un auteur injustement méconnu par les spécialistes (4). Ajoutons que M. Rodinson s'est également chargé de revoir le texte original auquel il a ajouté quelques notes explicatives : on sait que le manuscrit n'a pu être revu par son auteur mort en déportation à Auschwitz.

On regrettera toutefois que l'éditeur ait omis de joindre au texte la bibliographie dont s'est servi Léon et qui aurait pu guider le lecteur dans d'éventuelles recherches.

Ce livre représente en quelque sorte le testament spirituel d'Abraham Léon qui fut le dirigeant de l'organisation trotskyste en Belgique pendant l'occupation nazie et il témoigne éloquemment de ses capacités exceptionnelles. Pourtant l'auteur s'était vu contraint de rassembler sa documentation et de rédiger son manuscrit dans des conditions extrêmement pénibles, au milieu d'une activité débordante déployée au service de la cause révolutionnaire. Il a néanmoins réussi à écrire un ouvrage qui compte sans doute parmi les plus beaux fleurons de l'historiographie marxiste.

Partant des observations pénétrantes du jeune Marx sur la nécessité de rechercher le secret de la survie des Juifs dans leur histoire, Léon a élaboré le concept de **peuple-classe**, comme schéma explicatif de l'histoire juive. C'est la fonction spécifique assumée par les Juifs au cours de leur histoire qui fournit la clé de leur conservation en tant que groupe social. Analysant successivement le rôle économique des Juifs durant la période précapitaliste, celle du capitalisme médiéval, celle du capitalisme manufacturier et industriel et, enfin celle de l'impérialisme, l'auteur a dégagé les variations de la condition juive qui correspondent à ces divers modes d'existence. La découverte de cette périodisation lui permet de réfuter avec brio les thèses idéalistes communément invoquées pour interpréter l'histoire juive. Il nous fait assister au cheminement de l'antisémitisme moderne, engendré par l'incapacité d'un capitalisme en état de crise permanente, d'intégrer les masses juives d'Europe orientale évincées de leurs professions traditionnelles par la dissolution de l'économie féodale. Léon nous fournit aussi une interprétation lumineuse des mécanismes psychologiques qui sous-tendent l'idéologie fasciste et de

l'exploitation qu'elle a faite de la persistance du stéréotype médiéval de l'usurier juif dans le but de dénaturer l'anticapitalisme élémentaire des masses en antisémitisme. Enfin, après avoir esquissé la toile de fond de l'existence juive en Europe de l'Est depuis le XIX^e siècle, il explique le développement de l'utopie sioniste en tant qu'idéologie de la petite bourgeoisie juive déclassée, éliminée de la vie économique par l'ascension des classes moyennes autochtones et privées de toute perspective d'avenir dans le cadre du capitalisme pourrissant.

Cette magistrale ébauche demeure la seule interprétation marxiste d'ensemble de la question juive. Certes, elle est datée. Plus d'un quart de siècle s'est écoulé depuis que Léon a été brutalement arraché à ses proches et à ses camarades. La question juive a acquis depuis lors de nouvelles et terrifiantes dimensions. Le lecteur d'aujourd'hui regrettera que l'auteur n'ait pu analyser les conséquences du génocide perpétré par les nazis, les répercussions de la dégénérescence bureaucratique sur la condition des Juifs dans les Etats ouvriers et la nature de l'Etat d'Israël. Mais, armés des résultats de ses recherches, d'autres militants parachèveront l'œuvre qu'il a entreprise. Un pas de géant a été accompli, et, en regard de l'immensité du terrain défriché par ce pionnier, la tâche qui échoit à ses continuateurs paraît aisée.

**

En préfaçant cette réédition de la **Conception matérialiste de la question juive**, Maxime Rodinson lui apporte la caution de son prestige scientifique et personnel. Il nous est agréable de lui en rendre hommage. Mais tout au long de sa longue introduction — 42 pages — le préfacier se livre à une critique serrée de la thèse de Léon. Bien qu'il estime que celui-ci ait su « surtout dessiner de façon substantiellement juste les grandes lignes de la "question juive" » et le loue d'avoir « eu raison sur l'essentiel, sur le capital », il formule des réserves d'une importance telle qu'elles mettent pratiquement en cause la validité du concept de peuple-classe comme principe explicatif de l'histoire juive.

Que l'on nous comprenne bien : rien n'est plus étranger à nos préoccupations qu'une

(4) Citons cependant parmi les rarissimes exceptions à cette règle Werner J. Cahnman (*Socio-Economic Causes of Antisemitism*, « Social Problems », Vol. 5, n° 1, juillet 1957, p. 22) dont l'hommage à Léon paraît d'autant plus remarquable qu'il ne partage nullement les vues de ce dernier.

absurde fidélité à la lettre du texte. Il serait indigne d'un marxiste de nier l'évidence scientifique et de se raccrocher maladivement à des conceptions dépassées au nom d'on ne sait quelle « fidélité » à l'auteur qui équivaldrait, en fait, à une trahison de son esprit. Il importe toutefois d'examiner si les observations de Rodinson anéantissent réellement les conclusions de Léon. A notre sens il n'en est rien. Le nécessaire « aggiornamento » du concept de peuple-classe requiert une réinterprétation de la pensée de Léon plutôt qu'une révision.

Résumons d'abord les critiques de Rodinson. Se fondant sur les écrits de nombreux spécialistes, il conclut que la théorie du peuple-classe « a une certaine valeur pour le monde chrétien occidental, notamment, à partir des Croisades, dans certaines limites (...) ». Mais ce facteur n'aurait pas joué au cours d'une période d'« un millénaire (au moins) », plus précisément dans l'Orient musulman (p. XIV). Dans ces régions, de même qu'en Occident avant le XI^e siècle, on ne constaterait pas de spécialisation fonctionnelle des Juifs : tous les Juifs n'étaient pas commerçants et tous les commerçants n'étaient pas Juifs. La persistance de l'ethnie juive s'expliquerait par le pluralisme des Etats précapitalistes de l'Islam et de l'Occident chrétien jusqu'aux Croisades. C'est ce caractère « ouvert » des sociétés multinationales qui aurait permis le triomphe de la « tendance normale des communautés à persister dans l'existence et à défendre au niveau communautaire les intérêts et les aspirations de leurs membres » (p. XXXI). Ce n'est qu'en Europe occidentale, à partir du bas Moyen-Age, que se serait précisée l'orientation de beaucoup de Juifs vers le commerce en général, celui de l'argent en particulier, aboutissant ainsi à transformer effectivement les Juifs en peuple-classe.

Que faut-il en penser ?

Avant toute chose, précisons le sens du concept de peuple-classe que Rodinson interprète en maints endroits de manière si schématique et étriquée qu'il frise la caricature.

(1) En qualifiant les Juifs de peuple-classe, Léon n'affirmait aucunement que tous les Juifs, sans exception, s'étaient caractérisés à un moment donné de leur histoire par une spécialisation fonctionnelle à laquelle tous les non-Juifs du pays sans exception restaient étrangers. Il s'agit évidemment d'une loi tendancielle admettant de nombreuses exceptions. L'essence même de la théorie ne

réside d'ailleurs pas dans l'affirmation que les Juifs étaient des commerçants mais bien dans la constatation que les occupations professionnelles des Juifs apparaissaient comme la matérialisation visible de l'économie monétaire dans une société essentiellement fondée sur les valeurs d'usage. Nous verrons même, plus loin, que la structure du peuple-classe suppose paradoxalement l'existence d'autres couches sociales juives non commerçantes. Au reste, Léon n'a jamais nié l'existence de ces couches juives atypiques : sa thèse est précisément que les catégories de Juifs indépendants du capital commercial et usuraire tendaient à se fondre graduellement dans la masse par opposition à celles qui s'étaient spécialisées dans ces branches et conservaient, grâce à cette fonction spécifique leur identité de groupe (voir pp. 27-28 et 61-62 de la nouvelle édition).

(2) Il est également erroné de prêter à Léon l'opinion que la fonction spécifique des Juifs dans la société précapitaliste implique qu'ils aient tous été commerçants (ou usuriers). Au contraire, il a insisté sur le fait que dans l'Empire romain « la majorité des Juifs se composait certainement de petites gens dont une partie (tirait) sa subsistance directement ou indirectement du commerce : colporteurs, débardeurs, petits artisans, etc. » (p. 56, souligné par nous). Cette précision est capitale car le judaïsme d'Orient a justement conservé dans une grande mesure une structure professionnelle analogue à celle des communautés juives de l'Antiquité romaine.

(3) Léon a décrit la transformation des Juifs en peuple-classe — fondement de leur conservation par l'histoire — comme un processus de sélection permanent s'étendant sur plusieurs siècles et qui s'est renouvelé et poursuivi continuellement après la spécialisation fonctionnelle initiale (voir pp. 61-62).

**

Ces points étant acquis, abordons méthodiquement les objections de Rodinson. On examinera successivement ses observations relatives à l'apparition tardive de la spécialisation fonctionnelle, à l'existence durant le Moyen-Age chrétien de professions juives incompatibles avec le statut de peuple-classe, à la structure sociale atypique des Juifs des pays d'Orient et à l'explication de la survie du peuple juif par le caractère multinational des Etats précapitalistes.

(1) L'apparition tardive de la spécialisation fonctionnelle. La longue description faite

par Goitein (5) du processus de « **transformation des Juifs, peuple jusqu'alors essentiellement adonné aux métiers manuels en un groupe dont l'occupation principale devient le commerce** », mutation accélérée par l'évolution économique de l'Empire musulman après sa dislocation, ne constitue pas une réfutation de la thèse de Léon, loin de là. Elle illustre, au contraire, remarquablement sa vision de la formation du peuple-classe. Il en va de même de l'analyse que fait Baron (6) de la conversion des Juifs en population essentiellement commerçante avec une forte prédominance du commerce de l'argent, processus qui s'est poursuivi pendant des siècles pour atteindre son point culminant au XII^e siècle. Ces tendances fondamentales qui se sont fait sentir le plus nettement dans la chrétienté occidentale éclairent précisément le processus décrit par Léon. Ajoutons à ces descriptions de la formation du peuple-classe une troisième confirmation, celle que fournit Michaël Avi-Yonah (7), qui a étudié la lente disparition du judaïsme palestinien et notamment des agriculteurs de Galilée, progressivement assimilés par la population environnante. Seule la petite fraction de la communauté juive de Palestine qui se distinguait par sa fonction commerçante a survécu en tant que telle, dans la mesure où elle présentait les particularités socio-économiques qui caractérisaient les communautés juives de la diaspora (8). Il est tout de même paradoxal de vouloir réfuter la thèse de Léon en invoquant le processus de sélection qui met justement en lumière la formation du peuple-classe.

Au surplus, les auteurs cités précédemment insistent sur l'achèvement tardif du processus de sélection mais précisent qu'il avait déjà été entamé plusieurs siècles auparavant. Or, Léon n'a jamais affirmé que la mutation professionnelle des Juifs avait été brusque ou rectiligne : comme toute loi tendancielle, la constitution du peuple-classe doit s'apprécier à travers la dialectique concrète de l'histoire qui n'exclut pas a priori des fluctuations intermittentes.

(2) **Les professions incompatibles avec l'hypothèse du peuple-classe exercées par les Juifs au cours du haut Moyen-Age en Occident.** Se fondant sur les travaux de Bernhard Blumenkranz (9), Rodinson conteste absolument la spécialisation fonctionnelle des Juifs durant cette période de l'histoire. Observons en passant qu'une étude récente d'une historienne hollandaise, fondée sur des sources de premier ordre, confirme pour l'es-

sentiel la structure sociale particulière des Juifs occidentaux au cours des périodes mérovingienne et carolingienne (10).

Mais en fait les recherches de Blumenkranz sont loin de présenter le caractère décisif que Rodinson leur prête. Suivant l'énumération même de cet auteur, les professions exercées par les Juifs à cette époque étaient essentiellement de nature commerciale (marchands, commerçants, propriétaires d'entreprises artisanales, prêteurs sur gages, armateurs, marchands d'esclaves, orfèvres) (11). On relève néanmoins dans la liste d'occupations qu'il fournit certaines professions qui paraîtraient infirmer la thèse du peuple-classe. Citons le cas des Juifs pauvres de Sicile, souvent petits fermiers — mais, précise Blumenkranz (12), et cette remarque est évidemment capitale, ils se sont rapidement convertis au christianisme : la théorie de Léon sur l'assimilation des couches qui perdent leur fonction spécifique s'en trouve donc vérifiée — et celui des Juifs vigneronniers ou propriétaires terriens.

En ce qui concerne la propriété foncière, Léon faisait observer que les terres appartenant à des Juifs constituaient essentiellement le fruit d'opérations spéculatives de nature usuraire ou commerciale (13) et que les véritables propriétaires terriens juifs ne tardaient pas à s'assimiler en perdant leurs traits spécifiques (pp. 75-76). Quant aux agriculteurs Juifs et les vigneronniers en particulier, nous y reviendrons à l'instant.

(3) **La structure sociale atypique des Juifs vivant dans les pays musulmans.** Sans aucun doute, la structure professionnelle diversifiée des communautés juives d'Orient représente le défi principal que Rodinson lance

(5) S.D. Goitein, *Jews and Arabs*, New York 1955, pp. 115-124. Rodinson cite p. XXX l'édition française de cet ouvrage.

(6) Salo W. Baron, *A Social and Religious History of the Jews*, 2nd Edit., vol. IV, New York 1957, p. 150, cité par Rodinson dans la traduction française (p. XXXVI).

(7) Michaël Avi-Yonah, *Geschichte der Juden im Zeitalter des Talmud*, Berlin 1962, spécialement pp. 85 et suiv. et pp. 133 et suiv.

(8) *Ibidem*, p. 272.

(9) Bernhard Blumenkranz, *Juifs et Chrétiens dans le monde occidental 430-1096*, Paris - La Haye 1960.

(10) Lea Dasberg, *Untersuchungen über die Entwertung der Judenstatus im 11. Jahrhundert*, Paris - La Haye 1965, pp. 93 et suiv.

(11) Cf. Blumenkranz, *op. cit.*, pp. 30-32 et 335. Voir aussi, du même auteur, *Les auteurs chrétiens latins du Moyen Age sur les Juifs et le judaïsme*, Paris - La Haye 1963, spécialement p. 74, note 6.

(12) Blumenkranz, *Juifs et Chrétiens...*, p. 32. Voir également Werner J. Cahnman, *Role and Significance of the Jewish Artisan Class*, - *Jewish Journal of Sociology* *, vol. VII, n° 2, déc. 1965, pp. 209 et 211.

(13) C'est ce que confirme Baron, *op. cit.*, vol. IV, p. 13.

à la validité du concept de peuple-classe. La plupart des recherches qui se rapportent au judaïsme sépharade ont été publiées depuis la deuxième guerre mondiale de sorte que Léon n'a pas pu en prendre connaissance. Elles soulignent que les populations juives des pays d'Orient se distinguent fondamentalement des communautés israélites en Occident par l'importance exceptionnelle de l'artisanat, caractéristique propre au judaïsme méditerranéen en général (14).

Il s'agit donc d'examiner le rôle et la signification de cette couche sociale que la plupart des historiens ont ignorés. Pour peu qu'on s'efforce de dégager la **structure** de cet artisanat juif, on y distingue aisément trois groupes de professions distincts :

— le premier se compose des corporations dont les membres **pourvoient directement aux besoins internes** des communautés juives (boulangers, meuniers, bouchers, barbiers, etc.) et qui apparaissent indispensables au maintien et au fonctionnement mêmes de la communauté (15). On voit que Rodinson a tort de supposer que le concept de peuple-classe exclut par définition la coexistence au sein de l'ethnie juive d'occupations non-commerciales. Il faut peut-être inclure dans cette catégorie les viticulteurs (importance rituelle du vin) encore que cette profession soit liée au commerce international et à la bureaucratie communautaire (scribes, rabbins, etc.) (16).

— Le deuxième groupe de métiers **dérive directement des activités commerciales spécifiques du peuple-classe** dont elle forme le prolongement naturel. Les artisans qui en font partie jouissent généralement d'un statut privilégié : orfèvres, bijoutiers, lapidaires, travailleurs de la soie et des industries de luxe (17). Il s'agit donc d'une main-d'œuvre tirant directement sa subsistance des activités commerciales principales.

On peut reprendre ici à bon escient l'image que trace Rodinson d'une communauté **se centrant** autour des membres exerçant une activité commerciale, sans y voir comme lui une exception à la théorie du peuple-classe (p. XXXVIII).

La dernière série d'occupations est celle des **basses professions**, secteur artisanal marginal issu d'une **dégradation** de la condition marchande juive antérieure, comme au Yémen (18). Cette déchéance rappelle étrangement le sort des Juifs déclassés en Europe occidentale à la fin du Moyen-Age : chiffonniers, colporteurs, teinturiers... (Léon, pp. 87-89). On observe ici un cas particulier de la **nature interstitielle** de l'activité éco-

nomique juive — incarnation du capital dans une société à prédominance agraire — qui découle incontestablement des fonctions intermédiaires occupées par le peuple-classe (19). Souvenons-nous de la description marxienne des Juifs polonais vivant **dans les pores de la société**.

Pris dans son ensemble, l'artisanat juif appartenait tout naturellement aux classes moyennes juives situées entre l'aristocratie et les classes laborieuses (20). Il peut être considéré comme ayant été directement ou indirectement tributaire de l'activité commerciale, conformément à la description que Léon nous a laissée des masses juives de l'Empire romain. En outre, la majorité des artisans juifs étaient de petits commerçants vendant leurs produits au consommateur et faisant crédit à leurs clients. Ils s'apparentaient ainsi dans une certaine mesure aux prêteurs sur gages (21). Enfin, Cahnman (22) souligne que tous ces artisans sans exception se trouvaient au service d'employeurs juifs, ce qui fait clairement ressortir leur insertion dans un circuit économique spécifique ainsi que le caractère marginal de leur activité. Ainsi la diversité des professions juives ne contredit pas la **spécificité de leur fonction économique** : le judaïsme oriental constituait sans doute un peuple-classe **différencié**, mais un peuple-classe quand même. Reconnaissons toutefois que nous sommes manifestement confrontés avec un cas limite.

L'existence à certaines époques d'une classe d'agriculteurs juifs n'invalide nullement cette thèse. Encore qu'il faille se garder de les confondre avec les **fermiers juifs** ne cultivant pas leurs terres eux-mêmes — cas le plus fréquent (23) — et dont le mode d'existence confirme que la propriété foncière juive résulte de transactions commerciales. En effet, les cultivateurs juifs n'étaient pas des paysans ordinaires. Ils se spécialisaient dans la viticulture et la production laitière, maraichère ou fruitière : **formes**

(14) Cahnman, *Role and Significance...*, spécialement p. 209.

(15) *Ibidem*, p. 213. Cf. Baron, *op. cit.*, vol. IV, pp. 157-158 et 164.

(16) Baron, *op. cit.*, vol. IV, p. 215.

(17) *Ibidem*, p. 211 et Cahnman, *Role and Significance*, pp. 213-215.

(18) Cahnman, *Role and Significance...*, p. 211. Cf. Sidney Mendelsohn, *The Jews of Asia, especially in the Sixteenth and Seventeenth Centuries*, London - New York 1920, pp. 176 et suiv.

(19) Cahnman, *Role and Significance*, pp. 215 et suiv.

(20) *Ibidem*, p. 219.

(21) *Ibidem*, p. 216.

(22) *Ibidem*, p. 216.

(23) Baron, *op. cit.*, vol. IV, p. 155.

d'agriculture étroitement liées à l'économie urbaine, exigeant d'importants investissements en capital et orientées vers l'échange (24). C'est parce que cette agriculture intensive s'intégrait à l'économie monétaire que les exploitations se situaient d'ailleurs en lisière des villes médiévales et parfois même à l'intérieur de l'enceinte urbaine.

Nous voilà tout de même loin de l'agriculture féodale fondée principalement sur les valeurs d'usage !

Quant à l'agriculture juive traditionnelle antérieure au processus de sélection qui a converti les Juifs en peuple-classe, elle n'a cessé de décliner depuis la fin de l'Antiquité pour disparaître avec l'ascension de l'Islam (25).

(4) **L'explication de la conservation du peuple-classe par le caractère multinational des Etats précapitalistes.** Enfin, on ne peut s'empêcher d'éprouver une certaine déception à la lecture de l'interprétation peu convaincante que Rodinson suggère de la survie des Juifs dans les sociétés précapitalistes. L'atmosphère de tolérance propre aux Etats barbares pluralistes explique sans doute l'absence relative de contrainte religieuse (bien que ce raisonnement rappelle fâcheusement celui de la vertu dormitive de l'opium). Mais elle ne fournit aucunement la clef du maintien de l'ethnie juive à travers les âges — contrairement aux autres peuples de l'Antiquité — et moins encore la raison de la structure sociale particulière. On peut s'étonner que le préfacier, orientaliste distingué, ne se soit pas interrogé sur le parallélisme évident entre la conservation de la minorité juive et la survie des Coptes ou des chrétiens nestoriens. Ce rapprochement suggère que l'interprétation correcte du phénomène réside dans la généralisation de la théorie du peuple-classe, de manière à inclure dans son champ d'application l'ensemble des minorités socio-religieuses ou allo-gènes assumant des fonctions économiques intermédiaires au sein des sociétés précapitalistes.

Un des exemples les plus frappants de l'intérêt qu'il y aurait à étendre le concept forgé par Léon à d'autres communautés ethniques est celui des Chinois de l'Asie du Sud-Est (26). Comme les marchands juifs du Moyen-Age, ils se sont adonnés au commerce des articles de luxe ; comme les Juifs encore, ils ont constitué dans les villes d'Extrême-Orient une collectivité de marchands et d'usuriers. Au fur et à mesure du développement d'une classe bourgeoise indigène, ils ont dû faire face, eux aussi, à

des mesures gouvernementales oppressives (Indonésie, Philippines, Birmanie, etc), voire à de véritables pogromes (Indonésie) (27). Détail significatif, l'agriculture pratiquée par les Chinois d'Outre-Mer, en Malaisie par exemple, s'oriente spécifiquement vers les produits à rendement élevé destinés au circuit commercial urbain.

**

Ces considérations n'épuisent certainement pas le sujet. Nous avons uniquement tenté de montrer que les faits invoqués à l'encontre de la théorie de la fonction spécifique des Juifs, représentants du capital commercial dans une société à base d'économie naturelle, sont susceptibles d'être intégrés dans le concept de peuple-classe. On ne peut qu'être reconnaissant à Maxime Rodinson d'avoir relancé par sa brillante introduction au livre de Léon un débat qui enrichira incontestablement le marxisme.

N.B. — C'est seulement après avoir achevé la rédaction de cette étude qu'il nous a été donné de prendre connaissance du remarquable exposé que le Prof. S.D. Goitein vient de consacrer à la condition sociale des communautés juives en terre d'Islam (*Jewish Society and Institutions under Islam*, « Cah. d'Hist. Mondiale », vol. XI [1969], n° 1-2). Or, sur plusieurs points importants, l'éminent spécialiste étaye notre argumentation. Ainsi, s'agissant des Juifs égyptiens de l'époque classique de la civilisation islamique (\pm 900-1200), il souligne que ces derniers ne cultivaient pas eux-mêmes les terres qu'ils possédaient ou exploitaient (p. 175). Il insiste pareillement sur la filiation directe entre la pratique du commerce et du négoce et la spécialisation fonctionnelle dans certaines branches particulières de l'artisanat (p. 179). En ce qui concerne les Juifs de basse condition, il apporte une précision fort intéressante : en réalité les fonctions dégradantes exercées par les Juifs yéménites (entretien des latrines, etc.) constituaient certes une humiliation délibérée d'une communauté non-musulmane, mais elles n'affectaient nullement le statut social des intéressés. L'artisan juif ne perdait pas pour autant l'estime de ses concitoyens, au point que ceux-ci s'adressaient à lui avec déférence du titre de maître (pp. 175-176).

En passant, l'auteur relève le particularisme socio-économique des Chrétiens d'Orient (pp. 174-176).

(24) Ces caractéristiques de l'agriculture juive sont soulignées expressément par Baron, *op. cit.*, p. 29 et surtout p. 162.

(25) *Ibidem*, pp. 151 et 164.

(26) Cf. Lois Mitchison, *The Overseas Chinese*, London 1961.

(27) Le titre d'un des premiers pamphlets antichinois, imprimé en Thaïlande en 1914 et de style carrément « antisémite » est éloquent : « Les Juifs de l'Orient. »

L'Internationale Communiste après Lénine

de Léon Trotsky (1)

Dans *l'Humanité* du 31 mai 1969, paru la veille du premier tour de l'élection présidentielle française, on pouvait lire en première page un appel de Jacques Duclos s'adressant indifféremment aux travailleurs, aux paysans chassés de leurs terres et aux artisans, petits commerçants et petits industriels « lésés dans leurs intérêts par les monopoles capitalistes », en quatrième page une réaffirmation de l'accord du Parti pour que la qualité d'ancien combattant soit reconnue aux anciens d'Algérie et, en page 7, une déclaration de « l'Amicale des Communistes de la police » appelant les fonctionnaires de cette corporation « nombreux à souhaiter de réels changements » à voter Jacques Duclos le 1^{er} juin.

Ce dernier texte a dû gêner même la rédaction du journal, car il est relégué en un coin de page et écrit avec les petits caractères que *l'Humanité* réserve aux rectifications et démentis qu'elle est obligée de passer.

Au cours de sa campagne électorale, le P.C.F. s'est surpassé dans la démagogie électoraliste. Son candidat a promis de satisfaire les revendications d'à peu près toutes les catégories sociales de Français à l'exception de ceux qui n'en ont point (c'est-à-dire la haute finance et la très grande bourgeoisie industrielle), il s'est composé un personnage de bon radical truculent et inoffensif, éminemment rassurant, adversaire de toute forme de violence, un « Doumergue de gauche » comme on a pu l'appeler.

Cette métamorphose a laissé plus d'un militant communiste pantois. Ce n'est pas avec un tel langage, et avec de telles perspectives qu'un nouveau Mai peut aboutir

en France. Certains se disaient : « Duclos manœuvre. Il ne faut pas effrayer les classes moyennes ni même les travailleurs les moins combattifs. Quand ils auront fait un bout de chemin avec nous et qu'ils auront pris l'habitude de nous cotoyer, nous irons plus loin et ainsi de suite jusqu'au moment où nous pourrons faire la révolution ».

C'est à eux en particulier que s'adresse la réédition de *l'Internationale Communiste après Lénine*, écrit en 1928 par Léon Trotsky. Les pages sur le caractère secondaire et subordonné des manœuvres dans une stratégie révolutionnaire semblent avoir été écrites hier pour fustiger la politique du P.C.F. et de quelques autres avec cette différence que les diverses manœuvres empiriquement décidées par la III^e Internationale de la fin des années 20, se sont transformées en une véritable stratégie permanente. Lorsque Duclos et consorts s'adressent aux officiers républicains, aux petits patrons, aux « Français d'origine juive » et aux sportifs, ils n'essaient plus des manœuvres, ils appliquent la ligne stratégique du P.C.F. qui est d'unir en un vaste front toutes les victimes des monopoles pour pacifiquement modifier la société.

Il est devenu évident que c'est lorsqu'il parle du socialisme, de la lutte de classe et de la nécessité de faire la révolution que le P.C.F. manœuvre en 1969. Il le fait épisodiquement quand il s'adresse à un auditoire plus ou moins contaminé par les idées « gauchistes ». Il est juste de reconnaître que de telles manœuvres ont été exceptionnelles au cours de sa récente campagne électorale.

Le militant qui aura la curiosité de feuilleter l'ouvrage ira de découverte en découverte. Certes dans la « Critique du projet de programme du 6^e Congrès de l'Internationale Communiste » qui occupe

(1) Presses Universitaires de France, éditeur Paris.

la majeure partie de l'ouvrage, Trotsky analyse des événements aujourd'hui mal connus comme les mouvements insurrectionnels allemands de 1921 et 1923, le Comité anglo-russe (sorte d'union sacrée entre les syndicats soviétiques et les Trade Unions), la révolution chinoise de 1925-1927. Mais la méthode qu'il utilise et les conclusions qu'il tire sont on ne peut plus actuelles sur de nombreuses questions.

Ce qui transparait en filigrane, c'est le rôle décisif du Parti révolutionnaire, c'est-à-dire de la volonté humaine consciente dans le déroulement des événements historiques. Combien avons-nous vu de théoriciens cherchant à justifier leur opportunisme par le souci de coller au réel, de ne pas aller plus loin que ne le désirent les masses. J.F. Revel, malgré la perspicacité et les qualités de polémiste dont il a fait preuve dans plusieurs de ses ouvrages, a démontré dans *l'Express* qu'il n'avait malheureusement rien compris à cette thèse essentielle du marxisme révolutionnaire. Pour lui, Trotsky se contente d'accabler de reproches amers tous ceux qui ne pensent pas comme lui et ne tient aucun compte des conditions objectives qui ont rendu impossible la révolution dans les pays industrialisés.

Ce que Revel (et bien d'autres) ne voit pas, c'est que la détermination du parti révolutionnaire, sa capacité à en imprégner les larges masses fait aussi partie des conditions objectives. Les seules conditions économiques, sociales et politiques de l'an 1917 ont permis l'écroulement du tsarisme en Russie, elle n'aurait jamais permis la prise du pouvoir par le prolétariat en octobre. Il y fallut le travail opiniâtre du parti bolchévique et le rôle individuel de Lénine fut décisif. On peut affirmer avec une quasi-certitude que, sans le retour de Lénine en avril 1917, la ligne du Parti aurait été très ondoyante pendant plusieurs mois et cela aurait pu suffire pour que la bourgeoisie écrase les soviets et instaure un régime à elle, plus stable que la dualité du pouvoir qui régnait alors en Russie.

De la même façon, si l'échec des révolutions allemande de 1923 et chinoise de 25-27 n'avait été dû qu'à l'inadéquation entre les conditions objectives du moment et l'objectif révolutionnaire, il n'aurait pas été possible à l'Opposition de gauche de prédire la défaite en la faisant découler de façon rigoureuse de la ligne politique du Parti censé diriger les masses.

Cette discussion n'est pas du tout de caractère historique. Le P.C.F. affirme qu'en Mai 1968, la situation n'était pas révolutionnaire parce que la majorité de

la population n'était pas gagnée à l'idée du socialisme. Cette position est soutenue à quelques variantes près par tous les représentants de la gauche officielle. Or, les travailleurs et la bourgeoisie française ont offert une illustration inattendue à la démonstration de Trotsky. Le mouvement a commencé sur des bases revendicatives mais l'étincelle fut politique : ce fut une grève générale de 24 heures accompagnée d'une manifestation de solidarité avec les étudiants victimes de la répression, un million de travailleurs se retrouvaient le 13 mai place de la République. Les premières grèves avec occupation d'usine sont enregistrées le lendemain, le 17 mai les grévistes sont trois cent mille, le 18 mai un million, le 21 mai 8 millions (dont un million et demi de métallurgistes), le 23 mai ils sont 9 millions, soit près de la moitié des salariés. Pendant que *l'Humanité* et le P.C.F. clamaient que la grève était strictement revendicative (puisque spontanément les ouvriers ne plaçaient pas la dictature du prolétariat dans leurs cahiers de revendications), l'Etat bourgeois, lui, percevait à merveille les répercussions politiques de cette action revendicative d'un type un peu particulier. Alors que les syndicats de police manifestaient leur mécontentement, dans les ministères désertés les directeurs de cabinet faisaient leurs adieux à leurs collaborateurs, les soldats du contingent étaient consignés dans les casernes, avec interdiction d'avoir des contacts avec l'extérieur, le Général se taisait et les drapeaux rouges flottaient sur les gares, les usines, les Facultés.

Dans les quelques jours qui précédèrent le discours décisif du 30 mai de de Gaulle, le pouvoir n'existait plus, on ne voyait plus un policier dans la rue, la classe dirigeante était dans un état de démoralisation totale. Ces quelques jours étaient décisifs, des dizaines de milliers de militants ont senti de façon quasi intuitive qu'à ce moment un parti révolutionnaire pouvait passer à l'action avec le maximum de chances de succès. Bien entendu cela n'aurait pu s'improviser : l'ardeur combative, l'influence dans les masses, la désagrégation de l'armée ne s'obtiennent pas par l'effet magique d'un discours de Waldeck Rochet, des années de travail obstiné sont nécessaires avec comme perspective de préparer les militants et la majorité des travailleurs à passer à l'action révolutionnaire directe lorsque les circonstances le permettront.

« Deux ou trois jours de changement brusque décident parfois du sort de la révolution internationale pour des années » affirme Trotsky et encore : « Les paroles de Lénine, selon lesquelles deux ou trois journées peuvent décider du sort de la révolution internationale, ne pouvaient

être comprises au temps de la II^e Internationale. A notre époque, au contraire, elles n'ont eu que trop de confirmations négatives, à l'exception d'Octobre ».

Ces deux ou trois journées se sont répétées de façon uniforme en France, en Italie, en Grèce, en Belgique, pour ne parler que de l'Europe, et jamais les directions du P.C. ne les ont remarquées, elles n'ont d'ailleurs jamais découvert de situation révolutionnaire depuis le début des années 1930, et d'astucieux militants ont fait observer que le cadeau le plus empoisonné qu'aurait pu faire le P.C.F. aux Vietnamiens aurait été de leur parachuter Waldeck Rochet pour leur expliquer que le rapport de forces et la situation objective ne leur donnaient aucune chance de succès, d'abord contre les Français, ensuite contre l'impérialisme américain...

Nous n'insisterons pas sur le développement de Trotsky à propos de « la crise de la direction révolutionnaire à la veille du passage à l'insurrection ». Trotsky y démontre qu'inévitablement apparaît un groupe de droite impressionné par le saut à succès non garanti que représente l'insurrection armée. Il songeait à Zinoviev et Kamenev à la veille d'Octobre et à la direction du P.C. allemand en 1923. En 1928, les partis communistes n'étaient pas encore complètement bureaucratés et Trotsky escomptait leur redressement possible. Les tentatives opportunistes devaient être combattues grâce à l'armement idéologique et à la fermeté de l'ensemble du Parti.

A l'heure actuelle, la loi est inverse : on peut affirmer qu'au moment où surgit une situation révolutionnaire (ne parlons pas de phase pré-insurrectionnelle) se développent dans le Parti et surtout en dehors de lui des groupes de gauche qui refusent la capitulation permanente proposée par la direction : cela fut apparent notamment chez les intellectuels du P.C. et chez les jeunes, le développement spectaculaire de la J.C.R. puis de la Ligue Communiste en est le résultat.

Du chapitre « programme de la révolution internationale ou programme du socialisme dans un seul pays », nous ne détacherons que deux idées-forces que le lecteur conviendra qu'il y avait quelque mérite à les formuler alors.

La première, c'est que les Etats-Unis sont en train de prendre la suprématie mondiale sur tous les plans et que l'Europe capitaliste sera tôt ou tard colonisée par eux. Etant donné que la classe ouvrière européenne prendra le pouvoir avant celle des Etats-Unis, le mot d'ordre

à opposer à ce péril menaçant est celui des Etats-Unis soviétiques d'Europe. Trotsky prévoit que l'Amérique du Nord est appelée à constituer « la force contre-révolutionnaire principale qui se montrera de plus en plus attachée au maintien de « l'ordre » dans chaque coin du globe terrestre ».

Signalons que cette thèse déjà révolutionnaire en 1928 avait été présentée par Trotsky en juillet 1924 dans son rapport à l'Assemblée des vétérinaires de Moscou et qu'elle avait donné lieu à d'innombrables attaques de la fraction stalino-zinoviéviste. Dans le numéro du 5 décembre 1924 des *Cahiers du Bolchévisme* où est paru le texte de Trotsky, on peut savourer une virulente sortie de Treint (alors dirigeant de la région de Paris du P.C.) prophétisant que l'« impérialisme américain miné par l'intérieur, deviendra de moins en moins capable de dominer le resté du monde capitaliste où s'opèrent déjà des regroupements impérialistes en vue de résister à la menace d'hégémonie du capital financier des Etats-Unis ».

Vraiment les actuels dirigeants du P.C.F. ont des lettres de noblesse en ce qui concerne la capacité de prévoir, essentielle pour un marxiste.

La deuxième idée est maintenant classique : c'est l'impossibilité de construire une société socialiste achevée dans les limites d'une nation. Cette thèse est développée dans un article publié dans le même ouvrage, intitulé « le Socialisme dans un seul pays ».

On pouvait croire qu'avec la « déstalinisation » et l'extension du « camp socialiste » la théorie élaborée hâtivement par Staline en 1924 pour justifier son abandon de la révolution mondiale serait reléguée au rayon des monstres historiques. L'ironie de l'Histoire veut que ce soit au moment où pour assurer leur développement socialiste, Cuba, le Vietnam, l'Albanie (pour ne prendre que des exemples très clairs) sont obligés de s'appuyer sur d'autres pays socialistes, où les relations économiques entre l'Est et l'Ouest se multiplient, c'est à ce moment que les victimes des méthodes staliniennes reprennent, en l'accommodant, une thèse de leur bourreau alors que ses descendants directs se payent le luxe de dire le contraire :

La Chine ne veut compter que sur ses propres forces, les délégués roumains font du scandale dans les conférences communistes internationales lorsqu'on attaque leur politique et semblent faire une grâce en assistant aux réunions du COMECON, les Italiens ne jurent que par la non-ingérence dans les affaires des Partis communistes et des Etats socialistes.

De son côté l'U.R.S.S. se fait le champion de la division socialiste du travail, de l'harmonisation des économies et de l'ingérence politique, économique (et militaire..) dans les affaires des autres Etats ouvriers.

La capitulation et l'élimination prévue par nous (2) de la direction Dubcek après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les armées soviétiques aidées de celles des «pays frères», ont montré que la lutte antibureaucratique dans les pays de l'Est ne peut en aucun cas se limiter aux frontières nationales. De la même façon que Che Guevara appelait à l'éclosion de deux ou trois Vietnam pour éparpiller les forces de l'impérialisme américain, seule l'apparition de deux ou trois Prague aurait pu créer de véritables difficultés à la bureaucratie soviétique. Trotsky ne pouvait prévoir cette nouvelle dimension de sa théorie de la révolution permanente.

Varsovie, Budapest et Prague ont révélé la nécessaire dimension européenne de la révolution antibureaucratique dans les pays de l'Est.

Une partie importante de *l'Internationale Communiste après Lénine* est consa-

(2) Voir l'éditorial de *Quatrième Internationale*, novembre 1968 (n° 34).

crée à la révolution chinoise de 1925-1927. Nous n'y insisterons pas car les conceptions de Trotsky sur ce sujet sont maintenant mieux connues. Disons simplement qu'on y trouve une analyse perçante et prophétique de la bourgeoisie nationale dans les pays coloniaux, de son caractère profondément contre-révolutionnaire qu'aucun événement récent n'est venu infirmer.

Dans le pamphlet « Qui dirige aujourd'hui l'Internationale Communiste ? », Trotsky se livre tout entier à sa verve de polémiste mais de polémiste documenté et soucieux d'accomplir un travail de salubrité politique, il ne s'autorise aucun coup bas, le seul énoncé du passé et des attitudes des dirigeants d'alors suffit à les situer définitivement aux yeux des générations présentes et à venir : cette tâche n'était inutile car certains d'entre eux (Kussinen, Manouilsky, Kolarov, Varga) étaient encore en fonction il y a quelques années.

Pour conclure nous dirons qu'après Mai 1968 en France et l'invasion de la Tchécoslovaquie, *l'Internationale Communiste après Lénine* est vraisemblablement l'ouvrage de Trotsky le plus actuel, le plus utile pour les militants ouvriers désireux de comprendre pourquoi depuis 40 ans les situations révolutionnaires n'aboutissent qu'à des défaites et comment on peut rompre cet enchaînement.

L. COUTURIER.

LIVRES REÇUS

Léon TROTSKY, 1905 (Editions de Minuit).

Jean COIN, *J'en appelle à cent mille hommes* (Plon éditeur).

Le Communisme en France (Armand Colin éditeur).

VOLINE, *La révolution inconnue* (P. Belfond éditeur).

La réédition des "œuvres choisies" de Mao Tsé-Toung

par F. CHARLIER

Les « Editions en langues étrangères » de Pékin, ont réédité récemment en langue française les **Œuvres choisies** de Mao Tse-toung, en quatre volumes, qui s'étendent sur la période 1926-1949 (1).

Ces quatre volumes représentent une documentation très précieuse sur la politique du Parti Communiste Chinois depuis la deuxième révolution chinoise (1925-1927) jusqu'à la prise du pouvoir et à l'instauration de la République Populaire Chinoise en 1949.

Certes, il existait déjà une édition française des **Œuvres choisies** en quatre volumes également. Mais cette édition avait le désavantage de n'être qu'une traduction au second degré : c'est-à-dire que les textes avaient été d'abord traduits du chinois en russe, puis du russe en français. De plus, il s'agissait d'une édition assurée par les « Editions Sociales » à Paris, c'est-à-dire de la maison d'édition contrôlée par le P.C.F., qui n'assure plus la diffusion de ces ouvrages pour des raisons politiques évidentes (2).

Nous pouvons difficilement juger ici de la précision de la traduction nouvelle, étant donné que nous ne lisons pas la langue chinoise. Il y a tout lieu de croire que la traduction directe permet de mieux saisir la pensée de l'auteur. On peut cependant noter certaines discordances qui dépassent les limites d'une simple question de traduction. Il est intéressant d'en noter quelques-unes pour leur signification politique, étant donné qu'il s'agit du tome III de l'édition de Pékin, publié en 1968, c'est-à-dire pendant la dernière période de la « Révolution culturelle ». Il s'agit du tome couvrant la période 1941-1945. Le tome correspondant de l'édition de Paris, avec lequel nous faisons la comparaison, est le tome IV (3).

Tout d'abord, une différence apparemment anodine dans le texte du rapport politique du Comité Central au 7^e Congrès du P.C.C., présenté par Mao le 24 avril 1945 ; texte intitulé : « A propos du gouvernement de coalition » dans l'édition de Paris, « Du Gouvernement de coalition » dans l'édition de Pékin. Il s'agit de la définition de « l'Etat de la

nouvelle démocratie », et voici ce qu'en disent les deux textes :

Edition de Paris (Mao, 4 p. 330) :

« On y verra subsister, pour une période prolongée, une forme originale d'organisation du pouvoir, absolument nécessaire, absolument légitime pour nous, et qui dans le même temps, différera du système russe : l'Etat de la nouvelle démocratie, l'organisation du pouvoir de la nouvelle démocratie, qui seront l'Etat et le pouvoir de l'alliance de plusieurs classes démocratiques. »

Edition de Pékin (Mao, III, p. 248) :

« La Chine établira un système qui corresponde à l'étape actuelle de son histoire ; pour une longue période à venir, il y existera une forme particulière d'Etat et de pouvoir politique, tout à fait nécessaire et justifiée pour nous, mais différente du système russe ; il s'agit de l'Etat et du pouvoir de démocratie nouvelle, fondés sur l'alliance de plusieurs classes démocratiques. »

La « période prolongée » est devenue une simple « longue période » ; mais surtout, « l'Etat de l'alliance de plusieurs classes démocratiques » est devenu « l'Etat fondé sur l'alliance de plusieurs classes démocratiques ».

Il peut s'agir d'une simple nuance de traduction. Mais il se peut que la correction ait eu pour but d'éviter que l'on ne reproche à Mao d'avoir été le théoricien de l'Etat de plusieurs classes. On sait

(1) **Œuvres choisies de Mao Tse-toung**, tome I (1926-37), Pékin 1967; tome II (1937-41), Pékin 1967; tome III (1941-45), Pékin 1968; le tome IV (1945-49) avait déjà été publié en 1962, c'est-à-dire avant la « Révolution culturelle ». Nous orthographions dans cet article le nom de Mao Tse-toung comme il l'est dans les ouvrages qui datent d'avant le 9^e Congrès du P.C. Chinois, où il fut décidé d'orthographier « Mao Tsetoung ».

(2) **Œuvres choisies de Mao Tse-toung**, tome I (1926-37), Paris 1955; tome 2 (1937-38), Paris 1955; tome 3 (1939-41) Paris 1956, tome 4 (1941-45), Paris 1959.

(3) Ce décalage étant dû au fait que le tome II (1937-41) chinois a été découpé en deux volumes par l'éditeur français: tome 2 (1937-38) et tome 3 (1939-41) comme il a été indiqué dans la note ci-dessus.

qu'après la catastrophe indonésienne, le P.C. indonésien, dont les textes sont publiés à Pékin, fit son autocritique et remit en question certaines formulations de D.N. Aidit, son président assassiné par la dictature de Suharto : il s'agissait en particulier de formules antimarxistes du type de celle utilisée par Mao, dans l'édition de Paris, sur l'Etat de l'alliance de plusieurs classes. Le remplacement de la formule par celle d'un Etat et d'un pouvoir fondés sur l'alliance de plusieurs classes, permet de contourner l'obstacle et d'éviter d'être taxé de semeur d'illusions à propos de la nature de classe d'un Etat.

Mais, il s'agissait encore d'un point relativement mineur. Le texte publié à Pékin, et à ce sujet, le doute n'est plus possible, « corrige » Mao en éliminant de ses articles certains passages.

En voici un exemple, tiré du discours « Pour un style correct du travail dans le Parti » (édition de Paris), « Pour un style de travail correct dans le Parti » (édition de Pékin), prononcé le 1^{er} février 1942 à l'ouverture de l'Ecole du Parti près le Comité Central.

Edition de Paris (Mao, 4 p. 46) :

« L'esprit particulariste est habituellement inséparable de la tendance à mettre son « moi » au premier plan. Ces camarades abordent habituellement d'une manière incorrecte le problème des rapports entre les membres du Parti pris individuellement et le Parti dans son ensemble. En paroles, ils respectent, eux aussi, le Parti, mais dans la réalité, ils mettent leur personne au premier plan et le Parti au second. Le camarade Liou Chao-tchi a dit, un jour, que certaines gens ont les bras particulièrement longs ; ils savent très bien prendre soin d'eux-mêmes ; quant aux intérêts des autres et du Parti tout entier, il n'en tiennent pas autrement compte. Ils raisonnent ainsi : « Ce qui est à moi est à moi, mais ce qui est à toi est aussi à moi » (rire général). Dans quel but ces gens se mettent-ils en quatre ? Ils recherchent la gloire, une situation, de la popularité à bon marché. »

Edition de Pékin (Mao, III, p. 41) :

« L'esprit d' « indépendance » est souvent inséparable de la tendance à mettre son « moi » au premier plan. Ceux qui y sont enclins ont fréquemment une manière incorrecte d'aborder le problème des rapports entre l'individu et le Parti. En paroles, ils respectent, eux aussi, le Parti, mais dans la pratique, ils placent leur personne au premier plan et le Parti au second. Dans quel but ces gens se mettent-ils en quatre ? Ils recherchent les honneurs, ils convoitent une position, ils veulent paraître. »

Comme on aura pu le constater, c'est tout le passage contenant la référence à Liou Chao-tchi qui a été supprimé. Un des thèmes de l'attaque contre l'ancien

président de la République était en effet qu'il était l'auteur d'un « sinistre livre » sur le « perfectionnement de soi-même ». Comment pourrait-on concilier cette attaque avec la référence élogieuse que Mao faisait à la même personne, précisément à propos de la lutte contre l'individualisme ? Il faut noter, d'ailleurs, que le passage tronqué, avec la référence à Liou Chao-tchi, se trouvait encore dans la première édition du « Petit Livre rouge » des Citations du président Mao Tse-toung (4) en 1966, et a disparu dans les éditions ultérieures, ce qui confirme qu'à cette époque-là (l'époque suivant le 11^e plénum du C.C. d'août 1966), la fraction de Mao ne pouvait pas encore se permettre de récrire l'histoire à son gré.

Plus importante encore est la suppression d'un document des *Cœuvres choisies* : le 12 avril 1944, Mao prononça un important discours à une conférence des cadres supérieurs du Parti à Yen-an, traitant de l'histoire du Parti. Ce discours, intitulé dans l'édition parisienne « Notre enseignement et le moment présent », dans l'édition de Pékin « Notre étude et la situation actuelle », était suivi d'une « **Décision sur certaines questions de l'histoire de notre Parti** », adoptée le 20 avril 1945 (trois jours avant le 7^e Congrès) par le Plénum du Comité Central, dans le texte de Paris (tome 4, pp. 203-263).

Ce texte considérable, était essentiellement consacré à la critique des déviations « de gauche » qui étaient le fait des dirigeants principaux du P.C.C. après la défaite de la révolution en 1927 : Tsouï Tsouï-po, Li Li-son et Wang Ming.

Le document leur opposait la ligne plus correcte de Mao Tse-toung et de Liou Chao-tchi, dont il disait (à propos de son action en 1927) :

« En ce qui concerne le travail parmi les masses urbaines, il fallait adopter comme ligne fondamentale à cette époque, ce que réclamait le camarade Liou Chao-tchi, partisan de la ligne juste, qui travaillait alors dans les régions blanches, à savoir : mettre au premier plan la défensive (et non l'offensive), utiliser au maximum les possibilités légales de travail (et non y renoncer), afin de permettre aux organisations du Parti de plonger des racines profondes parmi les masses, de s'enfoncer pour longtemps dans la clandestinité, d'amasser des forces, de diriger au moment opportun une partie de nos cadres vers la campagne afin d'y développer la lutte armée et, par là-même, d'appuyer le combat à la campagne et de contribuer au développement de la situation révolutionnaire ». (Mao, 4 p. 234.)

(4) Citations du président Mao Tse-toung, 1966, p. 268.

Le même texte répétait plus loin que « le camarade Liou Chao-tchi a apprécié correctement le rapport des forces, extrêmement défavorable pour nous, qui s'était établi dans les régions blanches et en particulier dans les villes, après la défaite de la révolution en 1927. » (Mao, 4 p. 239.)

Le texte tout entier de cette « Décision » du Comité Central a disparu de la nouvelle édition. Ce texte plaçait en effet Mao et Liou ensemble, du « bon côté » dans la question « des deux lignes dans l'histoire du Parti », alors qu'aujourd'hui, Liou est dénoncé comme le principal représentant de la ligne pro-capitaliste, comme un renégat depuis son entrée au Parti Communiste Chinois.

Dès lors, les éditeurs des « Œuvres » de Mao étaient placés devant un dilem-

me : ou bien publier ses œuvres telles quelles, et permettre de remettre ainsi en question son infaillibilité, puisqu'il avait pu se tromper aussi lourdement sur celui qui fut pendant tant d'années son compagnon d'armes, ou bien censurer le président Máo et agir en falsificateurs de l'histoire.

Ils n'auraient pu sortir de ce dilemme qu'en rejetant l'idée que les leaders déchus aient jamais conspiré ou aspiré à restaurer le capitalisme, en tant qu'agents de l'ennemi. Mais c'eût été là rechercher la véritable nature des divergences qui faisaient l'objet de la « Révolution culturelle » et ils seraient alors sortis du rôle qui leur était dévolu : éditer les textes du grand timonier, en fonction des besoins du moment.

LISEZ LE N° 37 DE « QUATRIEME INTERNATIONALE »

numéro spécial contenant les

Résolutions et rapports du

9^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale

Mai 1969

Le n° : 5 francs

Toutes les semaines, lisez

rouge

journal d'action communiste

Correspondance : B. P. 201 Paris (19^e)

Toutes les semaines, lisez

rouge

journal d'action communiste

Correspondance : B. P. 201 Paris (19^e)

Lisez :

- Le Programme de Transition, nouvelle édition 3,— F
- Léon TROTSKY.** — ECRITS 1928-1940 (**tome I** : L'exil, Staline théoricien, le premier plan quinquennal.) 10,— F
- Léon TROTSKY.** — ECRITS 1928-1940 (**tome II** : Où va la France ?) (en réimpression) 8,— F
- Léon TROTSKY.** — ECRITS 1928-1940 (**tome III** : La tragédie de la classe ouvrière allemande en 1933, la révolution espagnole) 16,— F
- (Les Bolcheviks contre Staline (1923-1928)
(Cours Nouveau, de L. Trotsky ; la plate-forme de l'Opposition de gauche Trotsky-Zinoviev ; les « dangers professionnels du pouvoir », de C. Rakovsky) 4,— F
- M. Pablo.** — Dictature du prolétariat, démocratie, socialisme.. 4,— F
- Le dossier de la « déstalinisation » (le rapport Krouchtchev au 20^e Congrès, commenté par la IV^e Internationale, et plusieurs documents et articles), édité en 1956 2,— F
- Natalie Trotsky.** — Une plaquette 5,— F
- « **Quatrième Internationale** », numéros spéciaux :
- Le 5^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale (1957) 2,— F
- Le 6^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale (1961) 2,50 F
- Le Congrès Mondial de Réunification (1963) 3,— F
- Le 8^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale (1965) 3,— F
- L. Trotsky.** — Ecris militaires (nous faisons une réduction importante à nos abonnés).

et : Littérature et Révolution de Trotsky ; Biographie de Trotsky, de I. Deutscher ; Traité d'économie marxiste, de E. Mandel ; etc.

Commandes à :

Compte Chèques Postaux C.C.P. Pierre FRANK 12648-46 Paris.

Prix : 5 F
Prix pour l'Afrique du Nord : 4 F
